

2025-09

Migrations, investissements directs étrangers et croissance économique en Afrique subsaharienne (1996-2023)

Manirambona, Doris

UB, FSEA

<https://repository.ub.edu.bi/handle/123456789/2094>

Téléchargé depuis le dépôt institutionnel officiel de l'Université du Burundi

UNIVERSITE DU BURUNDI

FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES ET DE GESTION
MASTER EN ANALYSE ECONOMIQUE ET DEVELOPPEMENT



**MIGRATIONS, INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS ET
CROISSANCE ECONOMIQUE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE
(1996-2023)**

Par :

MANIRAMBONA Doris

Mémoire

Présenté et défendu publiquement en vue de l'obtention du Diplôme de Master
en Analyse Economique et Développement

Option : Analyse Economique

Sous la direction de :

Pr. Cyriaque NZIRORERA

Bujumbura, Septembre 2025

IDENTIFICATION DES MEMBRES DU JURY

Président : Dr. Salomon NSABIMANA

Directeur : Pr. Cyriaque NZIRORERA

Secrétaire : Dr. Théogène NSENGIYUMVA

DEDICACES

A mon regretté père ;

A ma courageuse mère pour sa présence constante ;

A mes frères et sœurs pour la joie et la peine partagée ;

A la famille Jean GACANYI ;

A la famille Jean Marie CISHAHAYO ;

A mes amis et connaissances ;

MANIRAMBONA Doris

REMERCIEMENTS

Au terme de la réalisation de ce travail de recherche, il nous semble impérieux d'exprimer mes sentiments de profonde gratitude à toutes les personnes qui ont contribué, de près ou de loin, à ma formation scientifique.

Mes vifs remerciements s'adressent au Pr. Cyriaque NZIRORERA qui, en dépit de ses multiples occupations, a accepté avec abnégation de diriger et d'encadrer ce travail de recherche. Son expérience, ses conseils et ses remarques scientifiques m'ont été d'une importance capitale sans égale, me guidant ainsi dans mes premiers pas de recherche. Qu'il trouve ici l'expression de ma profonde gratitude.

Mes vifs remerciements vont également aux membres du Jury pour le temps sacrifié à lire ce travail et d'en procéder à son évaluation.

Mes remerciements s'adressent aussi à tous mes éducateurs, dès l'enseignement primaire jusqu'à l'enseignement supérieur, spécialement à tous les enseignants de la FSEG plus particulièrement ceux du département d'économie politique, pour la formation dont ils nous ont faits bénéficier ainsi que d'autres, d'ailleurs notamment Dr. Jean NSHIMIRIMANA qui se sont donnés corps et âme pour nous donner une formation tant morale qu'intellectuelle de meilleure qualité. Que Dieu le tout puissant vous rétribue.

Mes sincères remerciements vont à mes chers parents pour les efforts conjugués à mon égard, lesquels me donnent chaque jour le courage de persévérer et de me battre pour réussir à tout prix. Je tiens également à exprimer toute ma gratitude à Irène MBAZUMUTIMA, Francine KAZE et Msc. Didier NDUWIMANA pour leur soutien affectueux, leurs encouragements constants, leur affection, ainsi que le partage des joies et des peines. Leur présence bienveillante tout au long de ce parcours m'a profondément marqué. Que chacun d'eux soit réconforté par le fruit de ses efforts.

Enfin, mes remerciements vont à tous ceux qui m'ont aidé, de près ou de loin afin de parvenir à la réalisation et à la présentation du présent travail qui marque un des plus pas vers ma réussite.

RESUME

Cette étude analyse l'impact de la migration et des investissements directs étrangers sur la croissance économique en Afrique subsaharienne sur la période allant de 1996 à 2023. Pour la migration, qu'elle soit interne ou internationale, les migrants contribuent à l'économie en remplissant le rôle essentiel sur le marché de travail là où la main d'œuvre est rare, les migrants qualifiés apportent des compétences et des connaissances pour stimuler l'innovation et améliorer la productivité. Parallèlement, les Investissements Directs Etrangers (IDE), constituent le moteur essentiel de la croissance en apportant des capitaux mais aussi des technologies modernes et des opportunités de création de l'emploi en favorisant le transfert des technologies et la construction des infrastructures.

Cette étude procède, dans la partie méthodologique, par la spécification du modèle GMM et la présentation des variables utilisées. Dans le domaine de la migration, les résultats des estimations économétriques prouvent que la migration nette a des impacts positifs sur la croissance économique en Afrique subsaharienne de manière non significative. Dans le domaine des investissements direct étrangers (IDE), les résultats des estimations économétriques montrent que les investissements directs étrangers ont des impacts positifs sur la croissance économique en Afrique subsaharienne de manière non significative. En outre, pour l'interaction entre les migrations et les investissements directs étrangers, les résultats des estimations économétriques montrent qu'elle exerce un impact positif et significatif sur la croissance économique en Afrique subsaharienne.

Enfin, les Gouvernements de la région devraient promouvoir des politiques migratoires qui facilitent l'intégration des migrants qualifiés et non qualifiés dans le secteur clés de l'économie tout en exploitant les remises envoyées par les diasporas pour financer des projets de développement. Parallèlement, pour les investisseurs directs étrangers, un cadre législatif attractif et stable doit être mis en place pour encourager les investissements directs étrangers, en offrant des incitations fiscales et en renforçant la transparence dans le processus d'investissement.

Mots-clés : Migration, investissement direct étranger, Croissance économique, Afrique subsaharienne.

ABSTRACT

This study analyzes the impact of migration and foreign direct investment on economic growth in sub-Saharan Africa over the period from 1996 to 2023. For migration, whether internal or international, migrants contribute to the economy by fulfilling the essential role in the labor market where labor is scarce, skilled migrants bring skills and knowledge to stimulate innovation and improve productivity. At the same time, Foreign Direct Investment (FDI) constitutes the essential engine of growth by bringing capital but also modern technologies and opportunities for job creation by promoting technology transfer and infrastructure construction.

This study proceeds, in the methodological part, by the specification of the GMM model and the presentation of the variables used. In the field of migration, the results of econometric estimations prove that net migration has positive impacts on economic growth in sub-Saharan Africa in a non-significant manner. In the field of foreign direct investment (FDI), the results of econometric estimations show that foreign direct investment has positive impacts on economic growth in sub-Saharan Africa in a non-significant manner. In addition, for the interaction between migration and foreign direct investment, the results of econometric estimations show that it has a positive and significant impact on economic growth in sub-Saharan Africa.

Finally, governments in the region should promote migration policies that facilitate the integration of skilled and unskilled migrants into key sectors of the economy while leveraging remittances sent by diasporas to finance development projects. At the same time, for foreign direct investors, an attractive and stable legislative framework must be put in place to encourage foreign direct investment, by offering tax incentives and strengthening transparency in the investment process.

Key-words: Migration, foreign direct investment, Economic growth, Sub-Saharan Africa

TABLE DES MATIERES

IDENTIFICATION DES MEMBRES DU JURY	i
DEDICACES	ii
REMERCIEMENTS	iii
RESUME	iv
ABSTRACT	v
TABLE DES MATIERES LISTE DES TABLEAUX	vi
LISTE DES TABLEAUX.....	x
LISTE DES GRAPHIQUES	xi
LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS	xii
AVANT-PROPOS.....	xiii
0. INTRODUCTION GENERALE.....	1
0.1. Contexte et justification	1
0.2. Problématique.....	6
0.3. Hypothèses de recherche	8
0.4. Objectif de recherche	8
0.5. Méthodologie de recherche	9
0.6. Délimitation de l'étude.....	9
0.7. Articulation du travail	10
CHAPITRE I: REVUE DE LA LITTERATURE	11
Introduction.....	11
Section 1 : Cadre conceptuel de la théorie de la croissance économique	12
I.1.1. Les théories de la croissance économique.....	12
I.1.1.1. Le modèle de Harrod-Domar.....	14
I.1.1.2. Le modèle de Solow	14
I.1.1.3. Le modèle de Lucas.....	15
I.1.2. L'investissement public.....	16
I.1.3. Les théories de la croissance endogène.....	17
Section 2 : Cadre conceptuel théorique et empirique de la migration et des investissements directs étrangers sur croissance économique en Afrique subsaharienne.....	19
I.2.1. Cadre conceptuel théorique et empirique des migrations sur croissance économique	19
I.2.1.1. Migration et développement.....	19
I.2.1.2. Caractéristiques des migrations	20
I.2.1.2.1. L'âge et le niveau d'éducation des migrants.....	20
I.2.1.2.2. Capital humain des migrants.....	21
I.2.1.2.3. Migration interne	22
I.2.1.2.4. Migration internationale	23
I.2.1.3. Les facteurs déterminants de la migration	25
I.2.1.3.1. Déterminants économiques de la migration.....	25

I.2.1.3.2. Déterminants politiques de la migration	26
I.2.1.4. Impact de la migration sur le pays d'origine.	27
I.2.1.5. Le rôle des nouvelles technologies d'information et de communication des migrants.....	28
I.2.1.6. L'évolution de la fonction migratoire de l'Afrique subsaharienne avec les autres régions d'Afrique	29
I.2.1.7. Migration et innovation	30
I.2.1.8. La migration et marché de travail.....	31
I.2.2. Cadre empirique des migrations sur la croissance économique.....	32
I.2.3. Cadre conceptuel théorique des investissements directs étrangers sur la croissance économique.....	34
I.2.3.1. Investissements directs étrangers et croissance économique	34
I.2.3.2. Les institutions et les investissements directs étrangers	36
I.2.3.3. Les déterminants des investissements directs étrangers	37
I.2.3.3.1. La taille du marché.....	37
I.2.3.3.2. Les infrastructures	37
I.2.3.3.3. Le capital humain	38
I.2.3.4. Les effets positifs des investissements directs étrangers sur la croissance économique	39
I.2.3.5. Les effets négatifs des investissements directs étrangers sur la croissance économique	40
I.2.3.6. Impact de l'investissement direct étranger sur la réduction de la pauvreté dans le pays d'accueil.....	41
I.2.4. Cadre empirique des investissements directs étrangers sur la croissance économique	43
I.2.5. Cadre théorique et empirique de l'interaction entre la migration et investissement direct étranger sur la croissance économique	44
Conclusion du premier chapitre	47
CHAPITRE II: ANALYSE DESCRIPTIVE DE L'IMPACT DE LA MIGRATION ET INVESTISSEMENT DIRECT ETRANGER SUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE	48
Introduction.....	48
Section 1 : Tendence générale de la migration, investissement direct étranger et croissance économique en Afrique subsaharienne.	49
II.1.1. Tendence générale de la croissance économique en Afrique subsaharienne.....	49
II.1.2. Etude comparative de l'évolution du PIB par habitant en PPA en Afrique subsaharienne avec les autres régions du monde en développement	53
Section 2 : Tendence générale de la migration nette en Afrique subsaharienne.....	55
II.2.1. Etude comparative de la migration de l'Afrique subsaharienne avec les autres régions du monde en développement	58

Section 3 : Tendance générale des investissements directs étrangers en Afrique subsaharienne	60
II.3.1. Etude comparative des investissements directs étrangers par années de l'Afrique subsaharienne avec les autres régions du monde en développement	63
Section 4 : Etude comparative de la migration, IDE et croissance économique en moyenne de l'échantillon par pays de l'Afrique subsaharienne	65
Conclusion du deuxième chapitre	69
CHAPITRE III: CADRE METHODOLOGIQUE.....	70
Introduction.....	70
Section 1 : Cadre général des données de panel et spécification du modèle de base.....	71
III.1.1. Présentation du cadre général des données de panel	71
III.1.2. Spécification du modèle	73
III.1.3. Etude de l'impact de la migration sur croissance économique	74
III.1.4. Etude de l'impact des investissements directs étrangers sur croissance économique.....	77
III.1.5. Etude d'interactions entre la migration et investissement direct étranger sur la croissance économique	78
III.1.6. Présentation des méthodes moments généralisés (GMM) des données de panel dynamique	79
III.1.6.1. Spécification et principe de la méthode GMM	79
III.1.6.2. La méthode GMM en différence première	81
III.1.6.3. La méthode GMM en système	82
III.1.6.4. Tests économétriques en panels dynamiques	84
III.1.6.5. Test de validité des instruments	85
III.1.6.6. Test d'autocorrélation sérielle d'Arrelano et Bond	86
Section 2 : Présentation des variables et leurs signes attendus	86
III.2.1. Sources, présentation des variables, définitions et leurs signes des données attendus	86
III.2.1.1. La variable dépendante PIB par Habitant, indicateur de la croissance économique	87
III.2.1.2. Formation Brute du Capital Fixe	87
III.2.1.3. Migration nette.....	87
III.2.1.4. Investissement direct étranger.....	87
III.2.1.5. Capital Humain	88
III.2.1.6. Population total active.....	88
III.2.1.7. Envois de fonds des migrants	88
III.2.1.8. Le taux de chômage	89
III.2.1.9. Stabilité politique	89
III.2.1.10. Contrôle de la corruption	89
Conclusion du troisième chapitre.....	91

CHAPITRE IV: PRESENTATION, ANALYSE, DISCUSSION ET INTERPRETATION DES RESULTATS.....	92
Introduction	92
Section 1 : Etude de l'impact de la migration et investissement direct étranger sur la croissance économique en Afrique Subsaharienne.....	93
IV.1.1. Etude de l'impact de la migration sur la croissance économique en Afrique subsaharienne.....	93
IV.1.2. Etude de l'impact des investissements directs étrangers sur la croissance économique en Afrique subsaharienne.....	97
Section 2 : Etude d'interaction entre la migration et les investissements directs étrangers sur la croissance économique en Afrique subsaharienne	101
IV.2.1. Interaction entre la migration et les investissements directs étrangers sur la croissance économique en Afrique subsaharienne	101
Conclusion du quatrième chapitre	104
CONCLUSION GENERALE, RECOMMANDATION, LIMITES DE LA RECHERCHE	105
Conclusion générale	105
Recommandations	107
Limites de recherche	108
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	109
ANNEXES	117

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Sources, Présentation des variables, définitions et leurs signes attendus des données.....	90
Tableau 2 : Résultats d'estimation GMM en différence première et GMM en système	94
Tableau 3 : Résultats d'estimation GMM en différence première et GMM en système	98
Tableau 4 : Résultats d'estimation GMM en différence première et GMM en système	102

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1: Evolution du PIB/ habitant (constants 2015US\$) en moyenne par années de l'échantillon (1996-2023).....	50
Graphique 2: Evolution du PIB par habitant (en dollars constants de 2015) en moyenne par pays de l'échantillon (1996-2023)	51
Graphique 3 : Evolution du taux de croissance du PIB par habitant(en % annuel) par pays en moyenne de l'échantillon (1996-2023)	52
Graphique 4: Evolution du PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat en Afrique subsaharienne avec les autres régions du monde en développement (1996-2023).....	54
Graphique 5: Evolution de la migration nette par années en moyenne de l'échantillon en Afrique subsaharienne. (1996- 2023).....	56
Graphique 6: Evolution de la migration nette par Pays en moyenne de l'échantillon en Afrique subsaharienne (1996-2023).....	57
Graphique 7: Evolution de la migration nette en Afrique subsaharienne avec les autres régions du monde en développement (1996-2023).....	59
Graphique 8: Evolution des investissements directs étrangers en Afrique subsaharienne, exprimés en dollars américains en moyenne de l'échantillon (1996-2023).....	61
Graphique 9 : Evolution des investissements directs étrangers en pourcentage du PIB en Afrique subsaharienne en moyenne de l'échantillon (1996-2023)	62
Graphique 10 : Evolution des investissements directs étrangers par années de l'Afrique subsaharienne avec les autres régions du monde en développement (1996- 2023)	64
Graphique 11: Evolution de la migration et croissance économique en moyenne de l'échantillon par pays de l'Afrique subsaharienne (1996- 2023).....	66
Graphique 12 : Evolution des IDE et croissance économique en moyenne de l'échantillon par pays de l'Afrique subsaharienne (1996-2023)	67

LISTE DES SIGLES ET ABBREVIATIONS

%	: Pourcentage
&	: Et
AR	: Auto-Regressive
ASS	: Afrique Subsaharienne
BM	: Banque Mondiale
CEMAC	: Communauté Economique et Monétaire de l’Afrique Centrale
CERMD	: Centre de Recherché pour les Migrations et le Développement
CNUCED	: Conférence des Nations-Unies pour le Commerce et Développement
FMMD	: Fonds Monétaire Multilatéral de Développement
GMM	: Méthode des Moments Généralises
H0	: Hypothèse nulle
H1	: Hypothèse alternative
IDE	: Investissement Direct Etranger
IDH	: Indice du Développement Humain
IDI	: Investissement Direct International
IDM	: Indice du Développement Mondial
INSEE	: Institut National des Statistiques et d’Etude Economique
OCDE	: Organisation de Coopération et Développement Economique
ODD	: Objectif du Développement Durable
OIM	: Organisation Internationale des Migrations
OIT	: Organisation Internationale du Travail
ONG	: Organisation Non-Gouvernementale
PNUD	: Plan des Nations-Unies pour le Développement
PPA	: Parité du Pouvoir d’Achat
PPA	: Parité du Pouvoir d’Achat
R&D	: Recherche et Développement
SADC	: Southern African Development Community
UA	: Union Africaine
UE	: Union Européenne
UEMOA	: Union Economique et Monétaire Ouest-Afrique
WDI	: World Development Indicators
WGI	: Worldwide Governance Indicators
WIR	: World Investment Report

AVANT-PROPOS

La présente étude de recherche converge dans le cadre de l'obtention d'un diplôme de fin des études de Master en Analyse Economique et Développement, option Analyse Economique. Il permet d'analyser l'impact des migrations et investissements directs étrangers sur la croissance économique en Afrique Subsaharienne.

L'idée de cette recherche m'est venu pour le constant que l'Afrique subsaharienne reste toujours en arrière en matière de la croissance économique étant donné que cette région vient une petite part importante de la migration et investissement direct étrangers qui peut contribuer dans l'amélioration de la croissance économique. C'est dans cette perspective que ce mémoire permet de mettre en exergue l'impact des migrations et investissements directs étrangers sur la croissance économique en Afrique Subsaharienne.

Cependant, si actuellement l'impact des migrations et investissements directs étrangers ainsi que leur interaction sur la croissance économique en Afrique Subsaharienne est admise dans la littérature théorique qu'empirique, il reste à mettre en évidence un lien empirique liant ces paramètres dans l'optique de ressentir la contribution à la croissance économique qui de retour donnera un point d'attaque pour les pays d'Afrique Subsaharienne.

Pour clore, il est à signaler que les difficultés ne sont pas manquées dans ce travail, mais les voies de sorties en matière de dégageant de ces obstacles sont proposées pour ces Etat d'Afrique subsaharienne qui ne prennent pas dans leur mains la manière dont les migrants et les investisseurs directs étrangers sont utilisé dans l'optique d'assurer l'amélioration de la croissance économique dans les pays d'Afrique Subsaharienne.

0. INTRODUCTION GENERALE

L'introduction de cette étude donne un aperçu du contexte et l'intérêt du sujet, de la problématique de recherche, des objectifs de la recherche, des hypothèses, ainsi que de la délimitation et de la clarification du sujet.

0.1. Contexte et justification

L'Afrique est sans doute le continent le plus riche en ressources naturelles (Boussichas & Guillaumont, 2024). La superficie totale, y compris les îles, est d'environ 30,3 millions de kilomètres carrés, ce qui représente environ 6 % de la surface de la terre et un cinquième de la superficie terrestre de la planète. Actuellement, environ 1,2 milliards de personnes, soit 17 % de la population mondiale, vivent dans 55 pays. Dans l'ensemble, la densité de population de la zone est inférieure à la moyenne mondiale, soit environ 35 personnes par kilomètre carré, contre 47 % du total mondial d'environ 8 milliards de personnes. Le taux de croissance démographique moyen de l'Afrique est très élevé et les projections démographiques suggèrent que la population africaine devrait doubler d'ici 2050 (Isabelle, 2019).

Compte tenu de leur abondance, ces richesses naturelles peuvent jouer un rôle crucial dans la transformation économique du continent africain. Les revenus provenant des ressources naturelles demeurent une source importante de revenus pour les pays. Dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne, les ressources naturelles dominent les économies. En outre, les importantes découvertes de pétrole et de minéraux au cours des deux dernières décennies permettront aux économies africaines de capitaliser sur les ressources naturelles dans les années à venir (Cust & Zeufack, 2023).

Cependant, l'Afrique subsaharienne est souvent marquée par des conflits armés, résultant de tensions ethniques, politiques et économiques (Docquier & Rapoport, 2012). Ces guerres ont des conséquences dévastatrices sur les sociétés, perturbant les structures familiales et communautaires. Socio-culturellement, l'importance des traditions et de l'identité collective forte, influençant la résilience des populations face à l'adversité, et économiquement, les pays africains sont riches en ressources, mais la guerre entrave le développement et exacerbe la pauvreté (Moudileno, 2003).

L'Afrique et l'Afrique subsaharienne en particulier, l'évolution caractérisée par la mondialisation et les progrès technologiques, les migrations continuent de jouer un rôle important dans la dynamique démographique, économique et culturelle de la société (Dairo, 2024).

Selon le recueil de statistiques de 2016 sur les migrations, les migrations mondiales et les envois de la Banque mondiale (Banque mondiale 2016), la migration mondiale est plus de 280 millions vivent actuellement en dehors de leur pays d'origine, soit environ 3,6% de la population mondiale. Mais, la population migrante originaire d'Afrique subsaharienne s'élevait à plus de 23 millions en 2013, soit 2,5 % de la population totale (Cisse et al., 2017). En ce sens Wihtol et Wenden, soulignent que jusqu'au début des années 1990, les migrations étaient analysées comme un objet d'étude interne aux Etats, échappant de ce fait au champ des relations internationales (Wihtol, 2013). Mais, le concept de migration renvoie au déplacement d'un individu ou d'un groupe d'individus, soit au de-là d'une frontière internationale au sein d'un Etat (Sani et al., 2022). Soit, il s'agit d'un mouvement de population, qui englobe tout type de mouvement de personnes, quelles que soient sa durée, sa composition et sa cause, incluant notamment les mouvements des réfugiés, des personnes déplacées, des migrants économiques ou des personnes se déplaçant pour d'autres raisons, notamment la réunification familiale (OIM, 2007).

Selon, Haas (2010) montre que notre étude focalise sur la migration des personnes qui est souvent motivée par des facteurs économiques, notamment la quête de meilleures opportunités d'emploi et l'amélioration des conditions de vie.

Actuellement, la question migratoire revêt une importance capitale indéniable : autant qu'elle occupe une place de choix dans les productions des mass media, autant qu'elle nourrit des débats dans les arènes politiques, académiques, et au sein de la société civile (Ltaief, 2018). En fait, le phénomène migratoire contemporain pose un certain nombre de problèmes à résoudre par exemples (difficultés d'intégration sociale, culturelle et économique des migrants), tant pour les acteurs publics que pour les acteurs privés (ONG) (Bazonzi, 2008). Concernant, la migration vers ces pays de l'OCDE, elle s'est élevée à 4,8 millions, soit un peu plus que le pic de 2006 et 10 % de plus qu'en 2014 (OCDE, 2016). La crise économique et financière de 2008 a eu des conséquences néfastes sur les finances publiques, incitant plusieurs pays à réduire la migration légale et à réprimer les activités illégales (Samballa & Arouna, 2022).

L'émergence de marchés du travail informels expose les travailleurs migrants des pays subsahariens à l'exploitation, au travail forcé et à la traite des êtres humains (Oudinet, 2023).

Par ailleurs, les migrants internationaux d'Afrique subsaharienne restent dans les Etats membres de l'Union africaine (UA) à hauteur d'environ 70%, contre 75 % en 1990 (CUA, 2021). Cette évolution, combine la croissance démographique globale, suggère une augmentation absolue de la migration vers l'union étroite du Moyen-Orient et de l'Europe. Rien ne prouve que les investissements nationaux et étrangers dans le développement économique de l'Afrique soient susceptibles d'aboutir à l'absorption de main-d'œuvre nécessaire pour endiguer les flux migratoires dans les décennies à venir et les processus de croissance et de développement économique affectent et sont influencés par le mouvement des personnes (Landau et al., 2019).

D'un point de vue traditionnel, les gens migrent lorsqu'ils sont poussés par le manque d'opportunités dans leur pays d'origine et séduits par l'attente d'avantages économiques ailleurs (Ecosoc, 2013). Dans un pays, les flux migratoires sont l'un des premiers baromètres des conditions du marché du travail. On s'attend donc à ce que la migration contribue à relier plus étroitement les migrants aux ressources économiques disponibles. Le manque d'opportunités, d'emplois et de services ailleurs constitue un facteur de motivation majeure pour la migration (Henry okodua, 2011).

La migration des travailleurs hautement qualifiés fait peser une charge financière importante sur les budgets nationaux des pays touchés car l'Etat oblige de payer tous, les avantages de la migration indiquent que les migrants, leurs régions d'origine et les personnes qui les accueillent en bénéficient tous d'une manière ou d'une autre (Adepoju, 2007). Les migrants comblent la pénurie des travailleurs dans les régions ou les pays d'où la main-d'œuvre est rare, l'avantage le plus documenté des régions d'origine est sans doute l'accès aux réductions de migration dont bénéficient ces régions, le volume de migration vers l'Afrique subsaharienne est si élevé qu'il s'avère théoriquement être un moyen alternatif de financement du développement économique (Bosco, 2023). Selon les estimations de la CNUCED (2012), ces pays risquent d'être touchés par la perte de diplômés universitaires qualifiés pour d'autres raisons, il fait ressortir des facteurs tels qu'une meilleure qualité de vie et des avantages environnementaux. La situation économique du pays d'accueil, c'est l'une des causes de la « perte cérébrale » et de la « déshydratation »

significatives au cours des 30 dernières années, entraînant la perte d'environ un tiers de la population africaine (Oudinet, 2023).

Les Africains ont quitté l'Angola, le Burundi, le Ghana, le Kenya, Maurice, le Mozambique, le Nigéria, la Sierra Leone, l'Ouganda et la Tanzanie à la recherche d'une vie et d'un emploi meilleurs dans les pays de l'OCDE (Kohnert, 2007).

Enfin, le projet Migration en Afrique subsaharienne a été publié en 2015 par le Centre de recherche sur les migrations et le développement (CERMD) vise à combler les lacunes dans les connaissances sur l'impact de la migration et des envois de fonds des migrants sur le développement économique (Haas, 2010). C'est, pourquoi certains pays africains sont d'importantes sources de migration, les destinations les plus populaires, l'importance des flux migratoires sud-sud plutôt que la migration nord-sud, les principaux obstacles à la migration (y compris politiques et réglementaires) et leur importance, analyser le genre, tirer parti des réseaux des migrants pour réduire les coûts et les risques (Sempere et al., 2011).

Mais, les politiques économiques nationales des pays du Sud-Africains (pays d'Afrique du Nord, pays d'Afrique subsaharienne) visent depuis plusieurs années à promouvoir les investissements directs étrangers, à libéraliser l'économie et à aborder les processus de privatisation (Raymond et al., 2020). Ces mesures visent non seulement à améliorer les entreprises du Sud et à les préparer à la mondialisation, mais également à rééquilibrer la balance des paiements grâce à une augmentation des exportations (Wazani & Souaf, 2006).

Cependant, le rôle des investissements directs étrangers(IDE) dans la croissance des pays en développement intéresse beaucoup les économistes. Plusieurs études théoriques et empiriques les présentent comme une opportunité pour financer les activités économiques des pays en développement, confrontés pour la plupart à un manque de ressources intérieures.

En référence à la théorie néoclassique, l'investissement direct étranger peut être une source importante de croissance économique, en particulier dans les pays caractérisés par un faible stock de capital par habitant et des rendements d'échelle élevés (Serigne Bassirou Lo, 2020).

Au cours des deux dernières décennies, les investissements directs étrangers en Afrique ont considérablement augmenté entre 2000 et 2017, il est passé de 9,651 milliards de dollars à 41,772 milliards de dollars (Johnson, 2015).

Cela correspond à un facteur multiplicateur de 4,32 (CNUCED, 2016). En matière d'investissement, en 2000, l'Afrique Subsaharienne avait un ratio de formation brute de capital en pourcentage de son produit intérieur brut (PIB) égal à 16 % ; en 2014, il était de 22 %. Ces chiffres apparaissent faibles car pour les deux principaux pays émergents de la période, les ratios étaient de 24 % en 2000 et 32 % en 2014, pour l'Inde, et de 35 % en 2000 et 46 % en 2014, pour la Chine. Mais, dans l'ensemble, le groupe des pays à faible revenu a obtenu des résultats respectifs de 17 % et 28 %, tandis que les pays à revenu intermédiaire ont obtenu 25 et 31 %, l'importance du modeste bilan d'investissement de l'Afrique Subsaharienne ne peut être surestimée et doit être comprise dans le contexte de la forte croissance de la région. Les réformes macroéconomiques propices à la croissance et le renforcement de la stabilité politique, les infrastructures de qualité, accès aux marchés financiers sont également considérés comme des facteurs contributifs des investissements directs étrangers. En d'autres termes, ces évolutions ont contribué à soutenir la croissance économique de l'Afrique Subsaharienne, au moins aussi longtemps que leur impact a duré, malgré des niveaux d'investissement direct étranger modérés (Seck et al., 2017).

Le rapport de la Banque mondiale (2014) indique que les IDE dépassent de loin l'aide publique au développement. Par ailleurs, Ces dernières années, les pays de l'UEMOA (Bénin Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Senegal, Togo), contrairement aux dragons asiatiques n'ont pas été en mesure d'attirer de grandes quantités d'investissements directs étrangers, de stimuler des processus de développement à long terme, ni même de réduire de manière significative la pauvreté (Johnson, 2015).

Selon Asiedu (2006), les investissements directs étrangers sont souvent perçus comme un moteur de croissance, souligne que les pays attirant les investissements directs étrangers bénéficient de l'apport de technologies et d'une meilleure infrastructure, ce qui est crucial pour le développement industriel. Ainsi, l'interaction entre la migration et les investissements directs étrangers pourraient favoriser un environnement propice à la croissance économique durable. De plus, des études empiriques, comme celles de Gibson et McKenzie (2011), montrent que les migrants, en tant qu'entrepreneurs, peuvent jouer un rôle clé dans la création d'entreprises et d'emplois, augmentant ainsi la dynamique économique de leurs pays d'origine. En intégrant ces éléments, notre étude pourrait offrir une base solide pour encourager les pays d'Afrique

Subsaharienne à élaborer des politiques visant à maximiser les bénéfices de la migration et les investissements directs étrangers, tout en soutenant une croissance inclusive et durable. La présente étude intéresse « *analyse de l'impact des migrations et investissements directs étrangers sur la croissance économique en Afrique Subsaharienne* ».

0.2. Problématique

Selon la Banque mondiale, la Banque Africaine de Développement (BAD) et l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), l'Afrique subsaharienne est confrontée à une stagnation à long terme de la production par habitant et de la productivité (Schuler, 2003). Avec environ 700 millions d'habitants répartis sur 49 Etats, cette région est la moins développée économiquement au monde, générant seulement 1 % du produit intérieur brut (PIB) mondial, dont 150 milliards proviennent d'Afrique du Sud (Hugon, 2002).

Cependant, environ 40 % de la population d'Afrique subsaharienne vit dans l'extrême pauvreté, avec moins de 1,90 USD par jour, une situation comparable à celle de l'Asie du Sud. Le chômage, en particulier parmi les jeunes, atteint près de 14 % (BM&OIT, 2019, 2020). Ces problèmes économiques créent des conditions de vie précaires qui poussent de nombreux habitants à migrer.

Les forces démographiques et économiques exacerbent les flux migratoires. La pauvreté, les inégalités de revenus, les conflits et le changement climatique affectent les conditions de vie, obligeant beaucoup à quitter leur pays d'origine. Actuellement, environ 8 millions de migrants africains vivent illégalement dans l'UE, attirés par des perspectives économiques meilleures, notamment les jeunes, qui fuient le chômage et le manque d'opportunités (Cisse et al., 2017).

Cependant, la relation entre migration et croissance économique n'est pas toujours positive. Les pays d'Afrique subsaharienne doivent gérer les flux migratoires et intégrer les migrants sur le marché du travail. Comme le souligne Stalker (1994), même si la migration peut offrir des opportunités de croissance, elle présente également des défis qui nécessitent des politiques adaptées pour maximiser ses bénéfices tout en minimisant ses impacts négatifs.

Les déséquilibres économiques entre les pays sont marquants. Certaines personnes réussissent à maximiser leur potentiel et leur capital humain, tandis que d'autres, dotées de ressources naturelles, gèrent une économie de rente sans créer les conditions d'une expansion économique.

Conscientes de ces disparités, de nombreuses personnes migrent à la recherche d'un meilleur niveau de vie, souvent sans espoir d'amélioration dans leur pays d'origine (Dumont, 2007).

Les problèmes d'intégration professionnelle, l'instabilité politique, la corruption, et le faible développement des ressources humaines contribuent à cette "fuite des cerveaux". Les défis liés au financement de la recherche et à la censure aggravent encore cette situation (Diouf et Mamdani, 1994). Au-delà de la recherche de conditions de vie plus attractives, la migration du personnel qualifié soulève des questions de respect des droits de l'homme et des libertés civiles (Dia, 2005).

Le débat sur la migration a récemment gagné en importance en raison de son impact sur le développement, notamment à travers les envois de fonds des migrants vers leurs pays d'origine. Les principales raisons de migration comprennent le manque d'emplois et les crises économiques, ce qui entraîne souvent un endettement important pour les migrants (Bazonzi, 2008).

Ce phénomène migratoire est le résultat des inégalités de richesse entre les pays du Sud (Afrique subsaharienne et Asie du Sud) et ceux du Nord. La surpopulation et la pauvreté sont concentrées dans de nombreux pays en développement, qui manquent d'infrastructures nécessaires à un développement économique harmonieux (Ltaief, 2018).

Bien que de nombreux auteurs se penchent sur l'impact de la migration sur le marché du travail dans les pays développés, les études sur son effet sur les pays d'accueil restent rares et souvent imprécises (Henaff, 2006). En raison des défis de développement, l'Afrique subsaharienne s'engage avec la communauté internationale pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD) (ENGUENE et al., 2024).

Selon Alava (2006) une croissance instable ou ralentie mais aussi une forte instabilité migratoire peuvent décourager l'évolution des investissements directs étrangers en Afrique subsaharienne. Dans les années 1980, ces investissements étaient perçus comme une menace à la souveraineté nationale, mais aujourd'hui, les pays en développement voient leur importance pour le développement économique (Ekodo & Nkot, 2017). Malgré une attractivité croissante pour les IDE, les bénéfices réels pour les pays d'accueil, en termes de création d'emplois et de développement, restent limités. Des facteurs tels que la mauvaise qualité des infrastructures et

des institutions entravent une exploitation optimale des investissements. La dépendance excessive aux secteurs extractifs expose les économies à des volatilités et limite leur diversification, essentielle pour une croissance durable (Eliane Bienvenue, 2018).

Enfin, les conflits en Afrique subsaharienne, souvent exacerbés par l'implication de multinationales dans la gestion des ressources naturelles, flux migratoires et les investissements directs étrangers rappellent l'importance de comprendre les dynamiques complexes qui sous-tendent ces questions (ENGUENE et al., 2024).

A cet effet, nous nous posons la question centrale suivante : *Les migrations et les investissements directs étrangers impactent-ils positivement la croissance économique en Afrique subsaharienne ?*

Spécifiquement, le présent travail vise à répondre aux questions suivantes:

- Quel est l'impact de la migration sur la croissance économique en Afrique subsaharienne ?
- Comment les investissements directs étrangers (IDE) impactent-ils la croissance économique en Afrique subsaharienne ?
- Comment les interactions entre les migrations et les investissements directs étrangers impactent-elles la croissance économique en Afrique subsaharienne ?

0.3. Hypothèses de recherche

Pour répondre aux questions posées ci-dessus nous partons des hypothèses ci-après:

H1: Les migrations impactent positivement la croissance économique en Afrique subsaharienne.

H2: Les investissements directs étrangers impactent positivement la croissance économique en Afrique subsaharienne.

H3 : Les interactions entre les migrations et les investissements directs étrangers exercent un impact positif et significatif la croissance économique en Afrique Subsaharienne.

0.4. Objectif de recherche

Le présent travail a pour objectif global d'analyser l'impact de la migration et des investissements directs étrangers (IDE) sur la croissance économique en Afrique subsaharienne.

De manière spécifique, cette étude vise à:

- Etudier l'impact des migrations sur la croissance économique en Afrique subsaharienne;
- Evaluer l'impact des investissements directs étrangers sur la croissance économique en Afrique subsaharienne;
- Analyser les impacts de l'interaction entre les migrations et les investissements directs étrangers sur la croissance économique en Afrique subsaharienne.

0.5. Méthodologie de recherche

Dans le cadre de cette étude, nous réaliserons trois types d'analyse. Dans un premier temps, nous effectuons une analyse documentaire qui recherche systématiquement tous les documents liés au sujet de recherche. Cela comprend des ouvrages populaires, des périodiques, des rapports, des mémoires, thèses et d'autres documents liés au sujet analysé. A cette fin, la revue de la littérature de base à l'élaboration de la description théorique et empirique.

Ensuite, une analyse descriptive présente l'état actuel des indicateurs couverts par cette étude par rapport aux pays étudiés. A cette fin, nous effectuons une analyse rétrospective en présentant des graphiques de tendance pour illustrer les relations hypothétiques entre les indicateurs de la migration, investissement direct étranger et la croissance économique.

Enfin, cette étude utilise une analyse empirique utilisant des techniques économétriques basées sur des données de panel dynamiques. Cette dernière nous permet d'exploiter une combinaison de données temporelles et instantanées sur la dynamique du changement et l'hétérogénéité des comportements dans les pays d'Afrique subsaharienne étudiés.

Ainsi, afin de surmonter le biais d'endogénéité sous suspect dans les variables, des estimations en GMM (Méthode des Moment Généralisés) font également objet d'analyse par adoption du nouveau module « xtdpdgmm » (Kripfganz, 2019). Ainsi, nous utilisons le logiciel Stata 17.0 qui rend facile cette tâche en exécutant plus facilement les différentes régressions faisant objet d'analyse.

0.6. Délimitation de l'étude

La recherche sur les migrations et les investissements directs étrangers est limitée du point de vue de la croissance économique. Nous sommes toujours dans la région d'Afrique subsaharienne, le nombre d'observations augmente au fil du temps sur la période d'étude de

1996 à 2023 jusqu'à plus de 28 observations, permettant tous les tests économétriques. Les données de cette étude sont des données secondaires obtenues à partir de diverses bases de données disponibles sur les sites internet des institutions concernées : World Development Indicators (WDI), worldwide Governance Indicators (WGI), Indice du Développement Mondial (IDM) et Organisation Internationale du Travail (OIT), etc.

Par après, en raison de l'indisponibilité des données, seuls 31 des 48 pays d'Afrique subsaharienne ont été sélectionnés pour cette étude : Angola, Botswana, Afrique du Sud, Bénin, Burundi, Cameroun, République centrafricaine (RCA), Côte d'Ivoire, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée-Bissau, Malawi, Mali, Niger, Rwanda, Sénégal, Togo, Zambie, Burkina Faso, Kenya, Madagascar, Mauritanie, Maurice, Nigeria, Sao Tome et principe, soudan, Tanzanie, Ouganda, Ethiopie, Cabo Verde.

0.7. Articulation du travail

Cette étude est organisée comme suit :

Le premier chapitre présente une revue de la littérature sur les migrations, investissements directs étrangers et croissance économique qui permet de connaître les relations entre les principales variables, les résultats empiriques des différents chercheurs et les méthodologies pour renforcer la théorie de la littérature. Le deuxième chapitre présente les aspects descriptifs des migrations et des investissements directs étrangers en relation avec la croissance économique en Afrique subsaharienne (ASS).

Par ailleurs, le troisième chapitre décrit le cadre méthodologique de l'étude, présentation et spécification du modèle, une présentation du contexte des variables utilisées, leurs sources et signes attendus. Enfin, le quatrième chapitre est consacré à la présentation, discussion, analyse et interprétation des résultats pour comparer les résultats trouvés avec ceux des autres chercheurs.

Enfin, nous terminons par une conclusion qui reformule les suggestions et les limites de cette étude et de la bibliographie.

CHAPITRE I: REVUE DE LA LITTERATURE

Introduction

Dans la recherche scientifique, il est crucial de clarifier les variables étudiées avant d'explorer leur contenu. La question de l'analyse des migrations et des investissements directs étrangers (IDE) en relation avec la croissance économique a suscité un intérêt croissant parmi les chercheurs, faisant de ce sujet un domaine de recherche prioritaire.

Cependant, des études théoriques et empiriques révèlent des contradictions concernant l'impact de ces facteurs sur la croissance économique, soulevant ainsi des débats variés et complexes.

Ce premier chapitre vise à examiner et analyser les théories et arguments associés à ces approches. Il s'intéresse particulièrement à la relation entre l'économie des migrations, les IDE et leur effet sur la croissance économique.

Ce chapitre est divisé en deux sections, le premier chapitre présente d'abord le cadre conceptuel de la théorie de la croissance économique, suivi d'une analyse des impacts théoriques et empiriques des migrations et des IDE sur cette croissance. Cette structure permettra de poser les bases pour une argumentation approfondie dans le chapitre suivant.

Section 1 : Cadre conceptuel de la théorie de la croissance économique

Dans cette section nous analysons l'évolution de la croissance économique sur base des théories et pensées des économistes pour le développement durable. Ainsi dans notre cadre théorique, nous présentons d'abord les différentes perspectives laboures au sein de la littérature économique pour expliquer le phénomène de la croissance. Ainsi, nous dégagons les principaux facteurs, l'origine du développement tels que présents par les modèles de croissance néoclassiques des auteurs Harrod-Domar et Solow ainsi que par le modèle endogène.

I.1.1. Les théories de la croissance économique

Face aux problèmes préoccupants que pose l'évolution des pays en voie de développement(par exemple : la pauvreté, les inégalités revenus, l'instabilité politique et les infrastructures insuffisantes), les économistes se sont penchés sur le phénomène de la croissance économique afin de mieux comprendre les mécanismes par lequel elle s'opère, d'identifier ses principaux déterminants et de dégager les facteurs qui favorisent la progression des revenus et de la production au sein des économies nationales(Poirier, 2000). Nous présentons les deux approches qui forment la base de la théorie économique de la croissance :

- les modèles néoclassiques
- les théories de la croissance endogène

Cependant, l'évaluation de la croissance régionale est liée aux modèles sous-jacents en prenant en considération des variables à caractère économique. Mais, également d'autres variables qui représentent la qualité de vie en l'occurrence l'Indice du Développement Humain (IDH) conçu par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Ainsi, les déterminants de la croissance régionale sont des indicateurs territoriaux issus des caractéristiques internes d'une région, et donc ce sont des facteurs plutôt endogènes.

Ensuite, selon Solow (1956), a développé un modèle de croissance exogène qui souligne le rôle de l'accumulation de capital, du travail et du progrès technologique, a permis de comprendre comment ces facteurs interagissent pour influencer la croissance à long terme, ouvrant la voie à des recherches ultérieures sur les sources de la productivité.

Selon Laurent Braquet, s'inspirant du texte de Didier (2011), il existe six sources de croissance.

- La première concerne les ressources naturelles. En effet, elles sont indispensables au bon fonctionnement des activités économiques du pays ;
- Deuxièmement, l'investissement est une condition préalable essentielle à une croissance durable. Par exemple, l'achat de machines et d'équipements peut augmenter la productivité et permettre une croissance à long terme ;
- Troisièmement, le progrès technologique et l'innovation peuvent générer de la croissance en soutenant l'activité économique. Par exemple, l'invention de l'électricité a fondamentalement modifié tous les secteurs de l'économie et stimulé la croissance ;
- La quatrième source est communément appelée « institution ». Ce sont les organismes qui régulent les activités économiques du pays. Sans normes respectées telles que les lois commerciales et immobilières, le commerce et l'activité économique au sein d'une nation deviendraient plus compliqués, risquant d'avoir des effets négatifs sur la croissance économique ;
- Une autre source est l'ouverture internationale et la mondialisation. Cela permettra aux pays de créer des opportunités économiques à l'échelle mondiale. L'exemple le plus important est celui des exportations, qui peuvent conduire à une meilleure croissance économique ;
- Enfin, l'accumulation de capital humain est une source majeure. Les connaissances et le savoir-faire acquis augmenteront la productivité et conduiront à la croissance (Mathieu, 2015).

A cet effet, dans les années 1980, le concept de croissance endogène, mettant l'accent sur l'importance des idées et de l'innovation. Son modèle démontre que le progrès technologique peut être stimulé par des investissements en recherche et développement, soulignant ainsi le rôle central de l'innovation dans le processus de croissance économique. Mais, dans la même perspective qui a intégré le capital humain dans ses analyses, affirmant que l'éducation et la formation sont essentielles pour augmenter la productivité et favoriser le développement économique (Lucas & Robert, 1988).

I.1.1.1. Le modèle de Harrod-Domar

Selon le modèle économique développé par Roy Harrod et Evsey Domar dans les années 1940, l'économie atteint un taux d'équilibre macroéconomique. Les mouvements des salaires, de la consommation privée, de l'épargne et de l'investissement garantissent que les transferts de ressources entre les entreprises et les ménages sont toujours égaux. Par conséquent, selon cette analyse classique d'équilibre dynamique, les revenus des ménages reviennent aux entreprises sous la forme d'investissements générés par la consommation personnelle et l'épargne.

Ensuite, ces approches se sont inspirées des conceptions keynésienne avec les écrits de Harrod (1939) et Domar (1946) dans leurs travaux représentent le premier véritable modèle de croissance économique moderne, qui considère que le processus de croissance est instable et que l'équilibre ne peut être qu'un équilibre en fil de rasoir, c'est-à-dire un équilibre précaire (Thaalbi, 2013). Alors que les biens de consommation disparaissent dès qu'ils sont utilisés, l'épargne permet l'accumulation de capital et facilite l'augmentation future de la capacité de production des entreprises. De plus, le capital est un bien périssable, dont la valeur diminue avec le temps et à un rythme constant.

I.1.1.2. Le modèle de Solow

Solow apporte une modification significative au modèle de croissance développé par Harrod et Domar en suggérant que la productivité du capital n'est pas nécessairement constante mais dépend de la disponibilité relative de la main-d'œuvre sur le marché. Mais, en termes économiques, le capital (K) est défini comme un facteur de production à rendement marginal décroissant.

Par conséquent, une augmentation du capital par unité de capital entraîne une diminution de la productivité moyenne de ce capital, à mesure que la pénurie de main-d'œuvre nécessaire pour utiliser et exploiter le capital disponible augmente. De plus, la croissance démographique est intégrée dans le modèle de telle sorte que la population (P) augmente à un rythme constant n chaque année. Par après, la conception néoclassique débute avec le modèle de Solow en 1956. Ce modèle fonde la croissance économique sur le progrès technologique, mais n'explique pas l'origine de ce progrès.

En outre, le capital dans ce modèle a des rendements décroissants ce qui limite le processus d'accumulation et par conséquent conduit ce dernier vers un arrêt certain de la croissance économique (Thaalbi, 2013).

En outre (Becker, 1964) estime que le capital humain s'est une fois de plus révélé être un facteur de croissance important. Ses mécanismes de financement sont principalement axés sur l'éducation, l'amélioration des systèmes de santé et le renforcement de la formation. Selon (Mankiw, Römer & Weil, 1992) et (Barro, 2001), le capital humain est considéré comme un apport important dans le processus de croissance économique, et il contribue à la croissance économique, comme l'investissement. Cela détermine d'autres déterminants de la croissance économique.

Ensuite, dans le modèle de Solow, le capital physique, en tant qu'input, a des rendements décroissants, ce qui limite le processus d'accumulation, donc conduit à l'arrêt de la croissance économique. De fait, la seule possibilité de croissance réside dans l'intervention d'un facteur exogène : croissance naturelle de la population ou progrès technique accroissant l'efficacité productive de cette population. L'équilibre concurrentiel, dans l'approche de Solow, coïncidant toujours avec l'optimum social, élimine la possibilité d'intervention des politiques publiques visant à promouvoir la croissance économique (Solow, 2007).

I.1.1.3. Le modèle de Lucas

Ce modèle de Lucas, introduit une approche nouvelle dans la théorie de la croissance économique en mettant l'accent sur le capital humain, l'accumulation de connaissances et de compétences est cruciale pour stimuler la productivité et, par conséquent, la croissance économique. De même, le modèle de Lucas montre que l'éducation et la formation influencent directement le potentiel de croissance d'une économie, du capital humain dans le développement économique pour favoriser une croissance durable (Lucas & Robert, 1988).

Lucas n'a pas fait de capital humain en premier, Dennison (1967) avait déjà amélioré le modèle Solow. Cependant, Lucas combine davantage l'importance du capital humain en tant que moteur de croissance. Le modèle de croissance standard avec le capital humain est un modèle avec deux secteurs :

-
- ✓ Le premier secteur est dédié à la production. Une excellente consommation provient de techniques de production très traditionnelles ;
 - ✓ Le deuxième secteur est dédié à la formation du capital humain. Le capital humain disponible en affaires est divisé en deux catégories. Ceux utilisés en production (travailleurs) et Ceux du système de formation (c'est-à-dire les enseignants et les étudiants).

Certains investissements dans la production non consommée soustrayaient ceux qui ne sont pas utilisés dans le secteur de la production (faible production). Cependant, cela peut augmenter l'efficacité du travail à l'avenir (comme les personnes formées sont plus efficaces). Par conséquent, la production et la consommation sont possibles (Robert & Lucas, 2013).

I.1.2. L'investissement public

L'investissement public, souvent mesuré par la formation brute du capital fixe, englobe les dépenses réalisées par les administrations publiques pour acquérir, construire ou améliorer des infrastructures et des biens durables (OCDE, 2019). Mais, (Rosenstein-Rodan, 1940) a proposé la théorie de la « grande promotion », selon laquelle les investissements dans les infrastructures publiques représentent la dépense d'investissement la plus importante et sont les plus susceptibles de promouvoir une croissance économique soutenue au niveau local.

Par conséquent, nous utilisons le modèle classique de fonction de production de Cobb-Douglas pour étudier quantitativement les effets positifs des investissements dans les infrastructures publiques sur la croissance de la productivité aux États-Unis au cours de la période 1949-1985. L'Etat, en tant qu'agent économique qui intervient dans le développement économique a été rejeté par A. Smith (1776) qui voit que l'économie est orientée par les mécanismes du marché.

Nonobstant, il accorde une place minimale à l'intervention de l'Etat en ce qui concerne les dépenses publiques. Pour lui, l'unique rôle de l'Etat dans la dynamique économique réside dans la réalisation et l'entretien des infrastructures publiques. Il argumente ce rejet par le constat que les entrepreneurs peuvent investir dans des territoires sous-développés et peuvent ne pas investir dans des territoires développés. À l'encontre de ce constat, Walras et Hayek (1874, 2010) annonce qu'une économie ne peut fonctionner sans l'intervention des entités publiques pour maintenir l'ordre, la sécurité, rendre la justice, assurer la défense nationale et d'autres services (Harbal & Khihel, 2023).

L'OCDE (2019) souligne également l'importance de l'investissement public pour le développement au niveau local dans ses recommandations. Désigne généralement les investissements dans les infrastructures physiques (routes, équipements médicaux, éducation, etc.) et les infrastructures immatérielles (recherche et développement, capital humain, innovation, etc.) avec des projections de productivité pluriannuelle.

Dans le cadre de la même recommandation, l'OCDE estime que les régions et gouvernements locaux ont un rôle central à jouer pour combler les écarts en investissant dans des domaines essentiels à la croissance économique. La région apporte ainsi une contribution de plus en plus importante au développement de domaines clés liés aux équipements, aux infrastructures et au développement durable.

I.1.3. Les théories de la croissance endogène

Cette théorie montre que l'interaction de plusieurs facteurs génèrent des externalités positives sources de croissance : investissement en capital physique, investissement en capital public, investissement en capital humain, apprentissage par la pratique, division du travail, innovations technologiques et recherche et développement. La croissance est endogène au sens où elle ne dépend que des seuls comportements des agents et des variables macroéconomiques. La théorie de la croissance endogène a identifié quatre facteurs principaux de croissance : les rendements d'échelle, la recherche (ou innovation), la connaissance (ou capital humain), et l'intervention de l'Etat (Thaalbi, 2013).

Cependant, dans les années 1980, certains économistes, notamment Römer (1986), Lucas (1988) et Rebelo (1991), ont soutenu que le capital productif disponible dans une économie consistait non seulement en capital physique mais aussi en capital humain. Ainsi, selon cette approche, les agents économiques peuvent augmenter leurs futures possibilités de production des différentes manières. Par exemple, en achetant des biens tangibles tels que des machines, en payant des impôts pour la fourniture des infrastructures publiques et en investissant dans la formation et la spécialisation dans ce domaine.

Plus tard, Römer (1986 et 1990) a souligné l'importance du capital physique et du progrès technologique dans le cadre de l'étude des facteurs de croissance économique.

Mais, contrairement à Thoreau (1956) (facteurs intrinsèques), parce qu'il a été créé après lui, en ce sens, il est l'un des pionniers de la théorie de la croissance endogène.

Les modèles de croissance endogène utilisent le capital humain comme axe fondamental pour améliorer la productivité et stimuler la croissance économique. En ce sens, les travaux de Römer (1989) et Lucas (1988) soulignent que l'accumulation de capital humain, notamment sous forme de scolarité et d'éducation, est un facteur stimulant la croissance économique (Moujahid et al., 2021).

Mais, le modèle de croissance présenté par Römer reposait initialement sur l'idée de l'accumulation de capital physique résultant des effets externes au sein de l'entreprise à travers le phénomène de « l'apprentissage par la pratique ». Le facteur de croissance est le progrès technologique résultant du stock de connaissances disponibles. En général, l'interventionnisme étatique occupe un rôle important dans la théorie de la croissance endogène car il peut maximiser les externalités de divers facteurs de croissance, de telles situations, l'Etat joue un rôle important dans la direction de l'économie et encourage l'innovation. Enfin, dans des conditions de concurrence imparfaite, la recherche et développement (R&D) favorise l'innovation des entreprises et les externalités qui en découlent, génère du progrès technologique et stimule la croissance économique (Eliane Bienvenue, 2018).

Section 2 : Cadre conceptuel théorique et empirique de la migration et des investissements directs étrangers sur croissance économique en Afrique subsaharienne

Dans ce présent sous chapitre nous analysons les migrations, investissements directs étrangers, cela permet de guider la relation avec la croissance économique.

I.2.1. Cadre conceptuel théorique et empirique des migrations sur croissance économique

La migration est le déplacement de personnes d'un endroit à un autre, généralement sur de longues distances, dans le but de s'installer définitivement dans une nouvelle destination. Les migrants peuvent être des innovateurs en apportant de nouvelles idées, compétences et expériences (Dairo, 2024).

Selon l'INSEE (Institut National de la Statistique et d'Etude Economique), la migration est défini comme une personne née à l'étranger, un résident du pays d'accueil, une personne de nationalité étrangère ou une personne ayant adopté la nationalité du pays de destination (Ltaief, 2018).

I.2.1.1. Migration et développement

Le phénomène migratoire du début du vingtième siècle se distingue des migrations précédentes dans la mesure où il implique une inversion des flux entre le Nord et le Sud. Actuellement, c'est le Sud qui amène les migrants vers le Nord (ou vers le Sud). La migration, qui influence tous ces pays, peut être vue comme un élément des décisions de développement national de chacun d'eux, mais aussi comme une réaction à la pression démographique ou à la dégradation de l'environnement. Plus largement, elle devrait être reconnue comme une composante essentielle des processus de développement, au même niveau que la croissance industrielle ou agricole (Christophe & Frederic, 2003).

En général, ces flux comprennent les migrations volontaires et forcées, en particulier les mouvements de travailleurs (temporaires ou permanents, qualifiés ou non), les migrations liées au regroupement familial et les migrations de réfugiés (de nature politique ou climatique). Cependant, selon Haas(2007) le concept de migration, il argue que les migrants maintiennent des liens étroits avec leur pays d'origine, ce qui peut favoriser le transfert de connaissances et de ressources.

=====

Cette perspective met en avant le rôle des migrants non seulement comme des acteurs économiques, mais aussi comme des agents de changement social et culturel. Mais, les politiques migratoires peuvent influencer le développement de manière significative. Il met l'accent sur la nécessité d'une approche intégrée qui reconnaît les bénéfices mutuels des migrations pour les pays d'origine et d'accueil. Du point de vue des pays en développement, trois aspects économiques méritent d'être étudiés, mais n'excluent pas d'autres considérations tout aussi importantes, à savoir :

- les aspects internes du phénomène migratoire ;
- le lien entre migration et financement du développement ;
- l'impact de la migration sur le capital humain.

Suite à ces lois, Lee (1966) a identifié le chômage, les faibles revenus et les impôts élevés comme les principaux facteurs économiques de migration, suivis par la pauvreté, la discrimination, les restrictions à la liberté religieuse, la guerre (Jacquet, 2007).

I.2.1.2. Caractéristiques des migrations

I.2.1.2.1. L'âge et le niveau d'éducation des migrants

Le niveau d'éducation et la qualification des migrants, ainsi que leur âge, représentent des facteurs économiques majeurs influençant la décision de migrer et l'évolution des flux migratoires. Ces caractéristiques déterminent également le revenu et les gains des migrants une fois qu'ils atteignent le pays d'accueil. En effet, les modèles théoriques indiquent que le niveau d'éducation des migrants est positivement lié à leur revenu et négativement lié aux coûts de la migration. Ainsi, les migrants qualifiés sont généralement moins exposés aux contraintes financières et bureaucratiques, et ils bénéficient souvent des réseaux de contact qui facilitent leur intégration dans le pays d'accueil (Madani, 2016).

Par ailleurs, l'âge des migrants joue un rôle très important dans les décisions en matière de transferts de fonds. Plus le migrant est âgé, plus il doit verser des sommes d'argent en raison de ses responsabilités envers la famille qu'il a laissée derrière lui. Mais, Si un migrant a une femme et des enfants dans son pays d'origine, il est plus susceptible de pouvoir envoyer des fonds que s'il est célibataire ou plus âgé.

Cependant, la relation entre l'âge du migrant et la décision de migrer présente une forme en U inversé. Si l'immigré est célibataire ou retraité, les transferts monétaires sont moins importants et se produisent régulièrement, mais l'inverse est vrai si l'immigré est marié et que sa femme et ses enfants restent dans le pays d'origine il envoie leurs fonds à sa famille restée à son pays d'origine. Par conséquent, Gedeshi (2002) a constaté que 77 immigrants albanais ayant rapatrié leur famille n'avaient pas envoyé de fonds, certains sont célibataires et d'autres en retraite.

Outre que l'âge de l'immigré, le lieu de résidence de la famille influence également les décisions en matière de transferts de fonds. En fait, en commençant à s'intégrer dans le pays d'accueil, en apprenant la langue et en acquérant une expérience et des compétences professionnelles, les immigrants peuvent obtenir de meilleurs postes et améliorer leurs salaires, augmentant ainsi les possibilités d'envois de fonds (Saidane, 2021).

Enfin, si les migrants ont l'intention de vivre de manière permanente dans le pays d'accueil et de rapatrier les membres de leur famille dans leur pays d'origine par le biais du regroupement familial, il est peu probable qu'ils envoient de l'argent dans leur pays d'origine, et même s'ils continuent à le faire, le montant sera élevé, élevé, discret et pas régulier.

I.2.1.2.2. Capital humain des migrants

Une autre caractéristique commune des pays en développement est leur désavantage comparatif en matière de migration est le capital humain. Le capital humain est un terme qui résume la qualité d'une population en termes de santé, de nutrition, d'éducation et de formation professionnelle. Nous avons constaté que le PNUD fournit un indice complet qui inclut l'espérance de vie et la mortalité infantile. Les conditions de vie difficiles dans les pays du Sud (pays d'Afrique subsaharienne) continuent d'entraîner des taux de mortalité très élevés, notamment infantiles, dans de nombreuses régions, qui sont associées à des taux de natalité élevés et à des familles nombreuses. Le niveau d'éducation est très bas et dans de nombreux pays, dont le Pakistan, le Laos, la Côte d'Ivoire, Haïti et le Maroc, la majorité des adultes sont analphabètes. Ce faible niveau d'éducation est paralysant les secteurs secondaires et tertiaires qui recourent à une main-d'œuvre semi-qualifiée (Christophe & Frederic, 2003).

Par ailleurs, le capital humain, avec le capital financier, est la forme d'investissement « la moins mobile ».

Les migrants possédant certaines qualifications peuvent donc espérer pouvoir les mettre à profit dans un autre pays. Le capital humain désigne généralement les compétences, l'expérience et les connaissances qui permettent à une personne de gagner un certain revenu grâce à son travail. Cette idée est appliquée à la migration depuis les années 1960 (Sjaastad, 1962) et a deux implications importantes :

- D'une part, le niveau et les caractéristiques du capital humain influencent la propension à migrer souvent, le personnel hautement qualifié peut bénéficier plus facilement de la migration, et les formations spécifiques (par exemple, les services informatiques) sont plus faciles à transférer à l'étranger que les autres personnels, (par exemple le droit national).
- D'une autre part, la migration elle-même peut être une stratégie visant à accroître le capital humain (par exemple, rester à l'étranger permet d'obtenir un diplôme ou une expérience précieuse à son retour).

Le capital humain influence également les attitudes à l'égard de la migration, Everett Lee a découvert en 1966 que les personnes plus instruites prennent plus de risques et sont donc plus susceptibles de migrer. Il convient toutefois de noter que le développement du capital humain peut parfois s'avérer difficile et que les migrants disposant d'un capital important peuvent être confrontés à une dévalorisation professionnelle (Piguet, 2013). D'autres flux migratoires sont des réactions à des pénuries locales de capital humain et, à l'inverse, impliquent des migrants instruits. Ces routes migratoires sont très différentes de celles des travailleurs non qualifiés. Même si bon nombre d'entre eux viennent de pays développés, la fuite des cerveaux affecte aussi bien les élites des pays en développement que nous tous.

II.2.1.2.3. Migration interne

La migration interne est un déplacement des populations au sein d'un même pays, est un phénomène complexe influencé par divers facteurs socio-économiques et culturels. Selon Massey et al. (1993), la mobilité interne reflète les dynamiques économiques et les inégalités régionales, tout en étant façonnée par des discours sociaux et politiques. Piché (2013) souligne que cette forme de migration est essentielle pour comprendre les tendances contemporaines de la mobilité humaine, en particulier dans des contextes comme celui du Canada, où les différences régionales en matière d'emploi et de revenus jouent un rôle déterminant.

Cependant, Face à la confusion dans les motivations migratoires, Massey et al. (1993), Thamin (2011) et Piché (2013) développent un système d'approches qui traduisent les complexités de la mobilité contemporaine et les discours qui l'accompagnent. Dervin et Ljalikova (2008) reconnaissent cependant que les facteurs économiques peuvent jouer un rôle et contribuer à expliquer le phénomène migratoire. Dans le cas de la migration interprovinciale au Canada, Amirault, Munnik et Miller (2013) constatent que même si les différences régionales dans les taux d'emploi et le revenu des ménages tendent à accroître la mobilité géographique de la main-d'œuvre, des obstacles tels que les frontières provinciales et la langue persistent (Bamba et al., 2022).

Depuis la publication des lois de la migration formulées par Ernest George Ravenstein (1885), les travaux explorant les causes et les effets de la migration se sont multipliés. Même si plusieurs auteurs ont critiqué les travaux de Ravenstein, qui ne sont pas à proprement parler théoriques (Lee, 1966 ; Langlois, 1992 ; Piché, 2013), la loi de la migration demeure. La théorie de la migration a été développée au début du XXI^e siècle, notamment avec les travaux de la théorie des réseaux migratoires (Massey et al. 1998), qui souligne l'importance des réseaux sociaux dans le processus migratoire. De plus, la théorie des coûts et des bénéfices (Sjaastad, 1962) a également été essentielle pour comprendre les motivations économiques de la migration.

Dans la période post-2000, on a assisté à une stagnation théorique autour des travaux existants, que Piché (2013) décrit comme des textes fondateurs des études sur la migration. Cette stagnation a conduit à une réévaluation des théories existantes et a encouragé l'émergence de nouvelles approches, telles que la théorie de la migration circulaire (Ravenstein, 1885), qui examine les mouvements temporaires et répétitifs des migrants, et la théorie de la migration transnationale (Glick Schiller et al. 1992), qui explore les liens entre les migrants et leurs pays d'origine.

II.2.1.2.4. Migration internationale

L'objectif est de présenter plusieurs théories de la migration internationale. En analysant et en comprenant la migration internationale au cours des dernières décennies, les recherches de Massey et al (1993 ; 1994) sont considérés comme essentiels à la diffusion de la théorie de la migration internationale.

=====
Cependant, les migrations internationales s'inscrivent dans un mouvement général plus vaste de la mondialisation. Ce phénomène touche un nombre croissant de pays d'origine, de transit et de destination. Il est fort probable que la migration se poursuive, voire augmente, dans les décennies à venir. En effet, la migration, facilitée par l'amélioration et la réduction des coûts de transport et de communication, représente une réponse aux inégalités sociales et économiques croissantes dans le monde. De plus en plus de personnes traversent les frontières pour améliorer leur niveau de vie et celui de leur famille. Même si cette augmentation de la mobilité internationale affecte en premier lieu les immigrés eux-mêmes, il est également nécessaire d'analyser les conditions de vie des communautés immigrées et les organisations politiques de tous les pays concernés (Dairo, 2024).

Les années 1990 ont vu une augmentation significative de la migration internationale des pays en développement vers les pays riches de l'OCDE. Cette évolution a particulièrement touché l'Amérique latine (y compris les Caraïbes) et l'Afrique subsaharienne. La population étrangère mondiale vivant dans les pays de l'OCDE a augmenté d'un peu plus de 40 % dans les années 1990, tandis que la population d'Amérique latine a doublé en une décennie.

La part de l'Afrique subsaharienne devrait croître de 83 % sur la même période, soit deux fois plus vite que le niveau mondial (Baude, 2008).

Les prémisses des modèles théoriques de prise de décision en matière de migration ont été identifiées par Adam Smith (1776) et Friedrich Ratzel (1882), mais les lois du géographe Ernest Georg Ravenstein ont été les premières. Nous convenons souvent qu'elles sont explicites une tentative de construire une théorie sur les causes de la migration basée sur des observations de la migration interne au Royaume-Uni et de la migration internationale entre 19 pays à travers le monde. À cet égard, (Ravenstein, 1889) énumère un certain nombre de facteurs qui provoquent ou ont provoqué l'immigration des lois mauvaises ou oppressives, des impôts élevés, un environnement social défavorable (environnement social désagréable), une immigration peu attractive ; Selon lui, le facteur le plus important était la motivation économique des acteurs. Selon l'approche néoclassique née de ces hypothèses, la migration est une action rationnelle qui conduit à la maximisation de l'utilité (Piguet, 2013).

I.2.1.3. Les facteurs déterminants de la migration

Une abondante littérature théorique et empirique a été développée dans ce domaine pour comprendre les facteurs de motivation au départ. Les raisons ci-dessus peuvent être attribuées à plusieurs facteurs. Nous avons constaté que des facteurs liés aux conditions économiques, politiques, scientifiques, sociales et culturelles du pays d'origine les poussent à migrer. Les facteurs prédominants dans le pays de destination et encourageant les migrants à tenter une expérience migratoire, de manière temporaire ou permanente, sans oublier leurs préférences et motivations personnelles pour migrer (Abdelatif, 2017).

I.2.1.3.1. Déterminants économiques de la migration

Le différentiel salarial entre le pays de destination et celui de départ des migrants constitue une variable clé dans l'explication des migrations. En effet, l'écart de revenus entre les pays émergents et les pays de l'Organisation Coopération et du Développement Economique (OCDE-6), mesuré par les différences de PIB par habitant (PPA en dollars US), a montré de fortes disparités au cours des dernières décennies. Les résultats théoriques indiquent également que la probabilité de migration (ou le nombre des migrants) augmente avec le différentiel de revenus entre le pays d'accueil et le pays d'origine, une fois les coûts de migration pris en compte. Par conséquent, les flux migratoires des pays émergents vers l'OCDE-6 se poursuivent et tendent à augmenter (Madani, 2016).

Cependant, les économistes se sont davantage préoccupés des causes et conséquences de la migration pour les pays d'accueil, caractérisés par un niveau de développement élevé. Les études consacrées aux pays de départ souvent caractérisés par des taux de chômage et de pauvreté relativement importants, abordent généralement un des multiples aspects de la migration, à savoir les transferts des migrants vers leur pays d'origine. Dans la zone de réception, le retour des migrants vers les pays d'origine pourrait avoir des impacts économiques importants car ils ont participé à la production, payé des impôts et bénéficiant des services sociaux. Dans la région d'origine, ce rendement peut compenser le déficit du capital humain précédemment créé par les départs d'experts, ou fournir le capital nécessaire pour démarrer une entreprise familiale (Piotrowski et al., 2010).

Comme nous le verrons plus tard, il existe un chevauchement entre les facteurs internes et externes. La mondialisation offre des opportunités à certains dirigeants africains qualifiés de migrer vers des « régions d'accueil clés » en éliminant ou en réduisant les barrières idéologiques et gouvernementales. La fuite des cerveaux est provoquée par une interaction complexe de facteurs internes et externes, malgré les avantages socio-économiques, le potentiel de transfert de connaissances et les opportunités intéressantes d'intégration dans les marchés mondiaux du savoir, Elle pèse lourdement sur le processus de développement devrait être exploité (Dia, 2005).

I.2.1.3.2. Déterminants politiques de la migration

Les facteurs économiques sont clairement très importants dans les décisions de migration et ne disent pas tous, et peuvent tirer d'autres tendances et conclusions notables. Par exemple, «la violence, l'incertitude et les conflits» ont été choisis par 27% d'Afrique centrale contre 13% ouest-africains. (Rapport, 2021).

Cependant, l'histoire récente de la migration de l'Afrique démontre le lien entre les conflits violents et l'oppression politique comme une mobilité critique de la population. La majorité des Africains migrent principalement pour des raisons de travail, de famille ou de recherche, mais même dans les domaines de la migration de recherche de réfugiés en tant que région des Grands Lacs (Bakewell et Bonfiglio 2013), la violence et l'oppression politique sont importantes dans la migration régionale des réfugiés, en particulier à la recherche de réfugiés, comme dans les stars de l'Afrique de l'Ouest et Afrique du Sud dans les années 1990 (United Nations, 2017).

Cependant, l'instabilité politique, les conflits et les violations des droits de l'homme sont également responsables du flux de migration. Certaines de ces personnes déplacées sont des réfugiés, tandis que d'autres personnes déplacées traversent leur propre pays ou leurs frontières. Vous ne bénéficierez d'aucune garantie juridique reconnue. Ces facteurs politiques déterminent également la volonté de l'Etat d'absorber les migrants internationaux sur leur territoire et de les reconnaître, du moins dans un instant, d'y rester. De nombreux pays ont ratifié la convention des droits de l'homme des Nations Unies, qu'ils s'engagent à respecter les droits fondamentaux des droits individuels, en particulier le droit aux procès équitables. Cependant, dans de nombreux pays, les migrants peuvent rester sur le territoire pendant plusieurs années sans statut juridique en affirmant diverses formes d'appel pour les empêcher de le faire.

Ils ont parfois été victimes du trafic illégal du pays ou ont travaillé dans l'économie souterraine et sont déterminés à demander d'abord de l'aide (Coughlan, 2018).

I.2.1.4. Impact de la migration sur le pays d'origine.

La migration est généralement considérée comme un puissant moteur de croissance et de convergence, et les politiques de migration restrictives sont considérées comme un obstacle au processus de convergence des revenus entre pays riches et pays pauvres. Les envois de fonds de migrant s'avèrent être un facteur important pour déterminer l'impact de la migration sur le bien-être dans le pays d'origine. En revanche, l'impact de la fuite des cerveaux sur les transferts s'est avéré essentiellement négatif. Ce point examine la réinstallation plus en détail. Nous décrivons l'ampleur de la délocalisation, analysons ses déterminants et étudions son impact sur la croissance des pays d'origine (Faini, 2006).

Dans la plupart des cas, les recherches se sont surtout concentrées sur l'effet de la migration sur le pays d'accueil, tandis que le pays d'origine a été rarement étudié. Les quelques études identifiées abordent les conséquences de la migration, qu'elles soient directes ou liées aux transferts, sur des sujets tels que les inégalités, les salaires, la croissance économique et le bien-être. Elles examinent également les impacts sociaux, notamment sur la santé des enfants, l'éducation et le rôle des femmes, ainsi que les effets du retour des migrants, enrichis par leur expérience à l'étranger, et la relation entre migration et commerce (Karam & Decaluwé, 2007).

Par ailleurs, les contributions des différents membres de la diaspora à leur pays d'origine sont importantes. Ils sont préparés à un retour à long ou à court terme, réel ou virtuel, pour travailler dans des organisations publiques ou de la société civile, créer des entreprises ou fournir des services essentiels au développement de leur pays d'origine. Cela peut prendre forme. Ils peuvent également prendre la forme de liens culturels et commerciaux plus étroits qui renforcent les liens entre différents pays liés par un sentiment d'appartenance et d'obligation. En raison de leur richesse en ressources et en connaissances, les membres de la diaspora sont de plus en plus considérés comme des atouts dans leur pays de résidence par les gouvernements ainsi que par les secteurs privés, technique et universitaire.

Ensuite, l'objectif général du programme de rapatriement est de tirer parti des connaissances et de l'expertise des membres éligibles de la diaspora pour soutenir des domaines clairement définis dans lesquels des pénuries de compétences ont été identifiées ou de nouvelles compétences sont nécessaires. C'est ces migrants, souvent qualifiés de ressortissants qualifiés, sont concentrés dans des zones spécifiques de leur pays d'origine où il existe une pénurie de compétences et un besoin de renforcer les capacités des ressources humaines locales (OIM, 2013).

Mais, ces dernières années, divers groupes d'intérêt se sont de plus en plus intéressés à mobiliser les membres de la diaspora autour de questions traditionnellement considérées comme liées au développement, telles que la réduction de la pauvreté, la croissance économique, le commerce et la reconstruction post-crise. Cette préoccupation a été identifiée dans les discussions internationales, notamment lors du Forum mondial sur la migration et le développement (FMMD) et dans le cadre du Dialogue de haut niveau des Nations Unies de 2006, et continuera de faire l'objet de discussions en 2013.

Ensuite, des nombreux auteurs (Stark et al. 1997 ; Lowell, Findlay et Stewart, 2004 ; Dos Santos et Postel-Vinay, 2003) ont parlé du rôle bénéfique joué par le retour des personnes qualifiées dans leur pays d'origine : les compétences supplémentaires acquises à l'étranger, la propension pour l'innovation, la motivation pour créer leurs propres entreprises, les ressources financières et les contacts établis sont susceptibles d'augmenter la productivité et le développement économique au 73 pays, l'expérience de plusieurs pays comme : l'Irlande, La Corée, la Chine, le Taiwan et l'Inde a confirmé l'impact favorable attribué aux migrants de retour (Natalia, 2012).

I.2.1.5. Le rôle des nouvelles technologies d'information et de communication des migrants

La migration, avant de devenir un sujet de recherche indépendant, est d'abord une réalité sociale qui touche aujourd'hui les sociétés multiculturelles, dites communicatives. La migration est un phénomène social et un processus social qui encourage les individus à voyager et à se déplacer. A l'ère des technologies de l'information et de la communication et des réseaux sociaux (Durampart 2009 ; Millerand, Proulx, Rueff, 2010), du printemps arabe, de l'ouverture des frontières et de la mondialisation, cette mobilité ne se limite plus aux décisions individuelles.

Il s'agit de groupes sociaux qui se déplacent d'un endroit à un autre en réponse à l'évolution des conditions économiques, politiques, sanitaires, environnementales, régionales et même internationales (Clermont-Ferrand, 2016).

Selon M. Castells (2000), souligne que ces technologies permettent aux migrants de maintenir des liens étroits avec leur pays d'origine, facilitant ainsi la création des réseaux transnationaux, J. Vertovec (2004), met en avant comment les NTIC favorisent des interactions continues entre migrants et leurs communautés, renforçant le sentiment d'appartenance. De plus, A. M. Alencar (2017), souligne que l'accès à l'information via les NTIC aide les migrants à naviguer dans les défis de la migration, à trouver des opportunités d'emploi et à comprendre leurs droits. Ces recherches montrent que les NTIC sont essentielles pour l'autonomisation des migrants, leur permettant de s'intégrer tout en restant connectés à leurs racines.

Par ailleurs, le renforcement des contacts et des échanges à travers le NTICM au niveau familial et communautaire a eu un impact significatif sur les projets migratoires et sociaux. Il devient un véritable lieu de présentation de l'information, la migration est un succès. Les informations transmises par la diaspora peuvent créer ce que l'on appelle un « espace d'aspiration » dans lequel émergent les aspirations, renforçant ainsi l'envie et le désir de migrer. Enfin, la migration comble ce manque d'espoir, les nouvelles conditions de transport qui facilitent les déplacements rendent la réalisation de ces aspirations plus réaliste et renforcée (Sani et al., 2022).

I.2.1.6. L'évolution de la fonction migratoire de l'Afrique subsaharienne avec les autres régions d'Afrique

Ce point discute des perspectives d'échanges migratoires entre la région du Maghreb, d'une part, et l'Afrique subsaharienne, d'autre part, caractérisées par une tendance à externaliser les réglementations de migration de l'Europe ainsi que de ces pays. Il ne s'agit pas seulement des pays du Maghreb, mais aussi et surtout des pays de la région du Sahel, Ce contexte se caractérise également par une diplomatie active de pays comme le Maroc, la Tunisie et l'Algérie pour renforcer les échanges économiques en Afrique, s'implanter en Afrique subsaharienne et gagner des parts de marché. La question se pose de savoir si ces pays ont déjà réfléchi à la manière dont ces échanges économiques bilatéraux peuvent ou doivent être accompagnés d'échanges entre les peuples et par extension de migrations et de mouvements (Hugon, 2019).

Les pays du Maghreb ont ainsi diversifié leurs fonctions et leurs relations migratoires avec l'Afrique subsaharienne, bien que ces pays restent avant tout des pays de migration (6 à 7 millions de Maghrébins travaillent et vivent à l'étranger), ces pays sont depuis devenus le foyer de centaines de milliers d'Africains subsahariens. Ils sont également devenus un pays de transit et d'immigration pour leurs citoyens. La Libye, un pays migratoire majeur dans la région, est confrontée à des pressions à la fois internes et externes qui affaiblissent sa capacité à accepter des travailleurs migrants, principalement originaires de pays subsahariens (Baude, 2008).

Les migrations des citoyens des pays situés au sud du Sahara touchent encore relativement peu l'Europe, car la majorité des migrants subsahariens choisissent de s'établir pour des durées variées au Maghreb. En particulier, la Libye est la destination privilégiée, suivie par l'Algérie dans une moindre mesure, et de plus en plus par le Maroc. On estime qu'il y a actuellement plus de 2 millions de personnes originaires du sud du Sahara vivant en Libye (Lahlou, 2004).

I.2.1.7. Migration et innovation

Les débats théoriques concernant l'analyse de l'innovation et de la migration sont vastes. Certains auteurs ont proposé le concept d'une société en réseau, dans laquelle les technologies de l'information et de la communication facilitent la circulation des personnes à travers les frontières et créent de nouveaux espaces transnationaux.

Ensuite, d'autres chercheurs, comme Appadurai (1996), ont étudié le phénomène de distance culturelle, soulignant comment les migrants entretiennent des liens sociaux, économiques et culturels avec leur pays d'origine grâce aux innovations technologiques. Les théories néoclassiques de la migration internationale considèrent depuis longtemps le phénomène de la migration comme un acte de choix individuel motivé par les différences de salaires et de possibilités de trouver du travail (Dairo, 2024).

Outre que, l'innovation est un pilier du développement car elle est le moteur du cycle économique. La théorie de la pression osmotique a harmonisé divers domaines en proposant un modèle unifié. Selon cette théorie, la pression migratoire est le moteur de la migration et la perméabilité des frontières est le facteur modérateur. Les économistes ont étudié les effets de la migration sur la compétitivité, la complémentarité et la protection sociale des pays d'accueil.

Cependant, peu d'attention a été accordée au rôle positif que jouent les migrants dans les économies des pays d'accueil. L'impact de la migration sur l'innovation a été ignoré jusqu'à présent. Théoriquement, la migration affecte l'innovation non seulement directement à travers les contributions des migrants à la recherche, mais aussi à travers des effets positifs indirects dus aux retombés et aux externalités (Djelti, 2021).

I.2.1.8. La migration et marché de travail

La crise financière qui a débuté fin 2007 a rapidement entraîné une profonde récession et une grave détérioration du marché du travail. Le taux de chômage de la zone OCDE était à son plus bas niveau depuis 28 ans (5,8 %) à la fin de 2007, mais a atteint 8,8 % au quatrième trimestre 2009, avec une augmentation de 18 millions de personnes (OCDE, 2010). Cette reprise permettra à la plupart des pays de l'OCDE de créer suffisamment d'emplois pour combler les déficits mentionnés ci-dessus d'ici fin 2011. Ces différences doivent être gardées à l'esprit lors de l'examen de l'impact de la crise sur la migration (Kabbanji, 2011).

Il existe 10 organisations qui protègent les migrants sur le marché du travail :

- Organisation internationale du travail (OIT) ;
- Organisation internationale pour les migrations (OIM) ;
- Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement ;
- Programme des Nations Unies pour le développement ;
- Département des affaires sociales et économiques des Nations Unies ;
- Fonds des Nations Unies pour la population ;
- Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme ;
- Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés ;
- Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (Kabbanji, 2011).

Par conséquent, un bref examen des initiatives multilatérales de contrôle des migrations lancées depuis les années 1990 a permis de mettre en évidence plusieurs éléments. Premièrement, les approches multilatérales sont vigoureusement défendues par les organisations internationales depuis une décennie, malgré le fait qu'aucun cadre contraignant pour régir les migrations internationales n'ait encore été adopté. Comme le souligne Portes(2009), l'impact de la migration sur le développement économique est sujet à des interprétations contradictoires, les «

=====

pessimistes » pensent que la migration ne peut pas résoudre le problème du sous-développement, mais qu'au contraire elle le perpétue, réduit la population de travailleurs qualifiés dans toute la région et fournit des moyens de subsistance aux personnes en âge de travailler (Anghel, 2010).

Enfin, la migration peut également engendrer des tensions sur le marché du travail, notamment en augmentant la concurrence pour les emplois et en exerçant une pression à la baisse sur les salaires, surtout dans les secteurs à faible qualification, les changements sont analysés dans cette perspective comme des mouvements qui créent un flux d'argent dans la direction opposée au flux de personnes. Ainsi, la relation entre migration et marché du travail est complexe, oscillant entre l'apport de bénéfices économiques et les défis sociaux, soulignant l'importance de politiques d'intégration efficaces pour maximiser les avantages tout en minimisant les inconvénients (Sylla, 2020) .

I.2.2. Cadre empirique des migrations sur la croissance économique

De nombreuses études empiriques mettent en lumière le lien entre la migration et le développement économique, en particulier la croissance économique. Par exemple, Amadou (2009) souligne que pour les autorités locales des pays d'origine des migrants et les institutions internationales, les transferts de fonds effectués par ces derniers constituent une source de revenus stable pour financer le développement socio-économique et des investissements productifs.

Borjas (1995) a adopté une approche empirique en examinant les impacts de la migration nette sur la croissance économique. Il a constaté que la migration nette avait un impact positif sur la croissance économique aux Etats-Unis, en se basant sur des données de la période 1980-1990. De même, Mansoor et Quillin (2006) ont évalué l'impact des migrations sur les économies du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Ils ont conclu que les migrations avaient des impacts positifs sur la croissance économique, à partir d'une analyse de données de 1990 à 2005.

Cependant, une autre étude utilisant un modèle de croissance basé sur des échelles de qualité (« Quality ladders model ») a révélé que la migration peut stimuler la croissance, surtout lorsqu'elle prend en compte les différences des talents et des qualifications des travailleurs (Lundborg & Segerstrom, 2000). De manière similaire, Bretschger (2001) a montré qu'un afflux de migrants qualifiés (migration nette) peut avoir un effet positif sur la croissance économique d'un pays, en

contribuant à réduire les coûts de recherche et développement et à accroître la part de marché de certains types de biens.

D'Albis et al. (2013) ont évalué l'impact de la migration nette sur la croissance économique en France métropolitaine. Leur étude, qui s'étend sur une période de 1994 à 2008, a révélé que la migration, en particulier la migration nette, avait un effet positif sur la croissance économique.

Ottaviano et Peri (2008) ont étudié l'impact de la migration sur le marché du travail et la croissance économique aux États-Unis. Ils ont trouvé que la migration avait un effet positif sur la croissance économique, en raison des complémentarités de production entre les travailleurs migrants et les travailleurs natifs. Leur étude couvre les données de la période des années 1990-2016. Ensuite, Pederson (2008), Ortega et Péri (2009), ainsi que Mayda (2007), ont tenté de créer des indicateurs de politique migratoire, mais ces derniers présentent une comparabilité limitée entre les pays. En revanche, Matthieu Boussichas et Michaël Goujon (2009) proposent un indicateur qui permet de comparer les politiques d'ouverture à la migration entre les pays industrialisés dans le temps.

De plus, selon Reichlin et Rustichini (1998), pour que l'augmentation du nombre de migrants dans un pays ait un impact positif, il est crucial que leur niveau de qualification soit, en moyenne, supérieur à celui des natifs.

Ainsi, le capital humain moyen du pays d'accueil serait renforcé, favorisant l'accumulation de capital humain et, par conséquent, ayant un effet positif sur la croissance économique. Cependant, les recherches de Borjas(1999) ont constamment montré que les migrants ont un impact négatif sur les économies des pays d'accueil.

Enfin, Boubtane et al. (2013) ont adopté une approche différente en se concentrant sur l'analyse des séries temporelles. Ils ont observé une relation bidirectionnelle positive entre le PIB par habitant (croissance économique) et la migration nette pour vingt-deux pays de l'OCDE, sur la période allant de 1987 à 2009.

I.2.3. Cadre conceptuel théorique des investissements directs étrangers sur la croissance économique

Pour mieux comprendre la notion d'investissement direct étranger, plusieurs filières académiques ont tenté de le différencier à travers des études spécifiques. Selon l'OCDE (2008), l'investissement direct étranger est un type d'investissement multinational dans lequel une entreprise établie dans une économie vise à établir un intérêt durable dans une entreprise établie dans une autre économie.

La relation entre l'investissement direct étranger et la croissance économique a fait l'objet d'une attention considérable dans la littérature théorique et empirique. Bien que la plupart des études concluent à l'existence d'une relation positive entre l'IDE et la croissance, certaines publications suggèrent que l'impact de l'IDE sur la croissance économique dépend des caractéristiques spécifiques du pays d'accueil et suggère que cela dépend du fait que la capacité d'absorption du pays est élevée, vous pourrez profiter des avantages des investissements directs étrangers, la situation locale ne peut donc pas attirer uniquement les flux de capitaux étrangers.

I.2.3.1. Investissements directs étrangers et croissance économique

Pour la Banque Mondiale (BM), l'IDE est l'acquisition d'une participation permanente dans la gestion d'une entreprise. L'investissement direct étranger (IDE) présuppose une intention de détenir un actif pendant plusieurs années et une volonté d'exercer une influence sur la gestion de cet actif.

Selon l'OCDE, l'investissement direct international (IDI) est un investissement dans lequel une entreprise résidente d'une économie (investisseur direct) est motivée par le désir d'acquérir une participation permanente dans une entreprise située dans une autre économie (catégorie société d'investissement direct). La notion d'intérêt perpétuel signifie qu'il existe une relation à long terme entre l'investisseur direct et la société d'investissement direct et qu'ils exercent une influence notable sur la gestion de la société. (Soman, K. D. et Bentahar, 2021).

Selon François Perroux, la croissance économique est une augmentation soutenue d'une ou plusieurs dimensions d'un indicateur sur une longue période de temps. En fait, la croissance économique mesure la croissance du revenu national d'une année sur l'autre et le PIB (Produit intérieur brut) est utilisé pour mesurer le niveau de vie moyen d'un pays.

=====
Cependant, les investissements directs étrangers jouent un rôle important dans les relations économiques entre les pays. De nombreux auteurs se sont emparés de ce sujet et ont tenté d'expliquer pourquoi et comment les investissements directs étrangers sont devenus si importants. La réponse proposée se trouve dans une clarification conceptuelle et dans diverses statistiques collectées sur plusieurs décennies. Cependant, le Cameroun reste exclu des bénéficiaires de cette croissance économique. La théorie néoclassique considère l'investissement direct étranger comme une forme indirecte d'emprunt étranger accru. Les pays en développement se caractérisent souvent par des taux de chômage élevés et un capital insuffisant (épargne locale).

Ensuite, ces problèmes pourraient être résolus par des investissements directs étrangers, notamment en augmentant la production dans le pays d'accueil et en faisant venir des capitaux étrangers. Cette idée est la première à considérer les investissements directs étrangers comme un moteur de croissance (Kouamo & Hadji, 2019). Mais, les flux d'investissements directs en Afrique subsaharienne ont enregistré un taux de croissance annuel moyen de 4,5% entre 2008 et 2016. Par ailleurs, le flux annuel moyen de ces investissements directs étrangers en Afrique subsaharienne était estimé à 1 milliard de dirham en 2010, représentant 92% du total des flux d'investissements directs étrangers du Maroc. Par la suite, en 2015, ces flux annuels moyens étaient estimés à 3 milliards AED (Dirhams des Emirats Arabes-unis), représentant 40% du total des flux d'investissements directs étrangers. La répartition des flux d'IDE par destination est la suivante : 65% vers l'Afrique de l'Ouest, 25% vers l'Afrique centrale et 10% vers l'Afrique de l'Est.

Les premiers bénéficiaires des investissements directs au Maroc sont la Côte d'Ivoire et le Nigeria. La répartition sectorielle des flux d'IDE du Maroc est la suivante : 44% sont dans le secteur bancaire, 21% dans le secteur des actions, 9% dans le secteur immobilier, et le reste des flux est réparti entre les secteurs des télécommunications, les transports, les assurances, l'énergie et mines (Soussane & Halaissi, 2019).

Aitken et al. (1999) montrent que la présence d'entreprises multinationales sur les marchés nationaux stimule non seulement la concurrence, mais favorise également les exportations des entreprises nationales et l'amélioration de leur efficacité. Fontagné et Pajot (1999) montrent que l'investissement direct étranger améliore l'efficacité des entreprises sur le marché intérieur du pays bénéficiaire et a un impact positif sur le commerce extérieur, notamment les exportations.

Il a ajouté que ces investissements directs étrangers conduisent également à des externalités positives grâce aux effets de sous-traitance et à la valorisation des progrès technologiques.

Par après, en mettant en évidence les raisons qui motivent les pays à s'engager dans le commerce international, Hugon (1996) montre que l'investissement direct étranger permet également des économies d'échelle et une spécialisation internationale. Le Cameroun a ainsi adopté des mesures visant à attirer les flux de capitaux internationaux et donc les investissements directs étrangers (IDE). La politique a émis des réglementations favorables à leur rencontre. Il s'agit notamment de la faiblesse de l'épargne locale, de la recherche des nouvelles sources d'investissement hors dette, du faible développement des marchés financiers locaux, de l'accès limité aux marchés financiers internationaux et du manque de technologie et des compétences. C'est pourquoi les pays en développement se tournent de plus en plus vers les investissements directs étrangers (Ekodo & Nkot, 2017).

I.2.3.2. Les institutions et les investissements directs étrangers

Le concept gouvernance est le sujet actuel des discussions sur la croissance économique, en particulier en Afrique. Ceci est considéré comme un mécanisme pour améliorer le fonctionnement et la formation efficace des organisations, qu'il s'agisse d'institutions publiques (organisations publiques et gouvernements, administration) ou des particuliers (entreprises) (Balde, 2014). Mais, la liberté économique dans le pays d'accueil est un déterminant important de l'investissement direct étranger, et s'il existe une relation positive entre l'investissement direct étranger et la croissance économique, alors à long terme, pour en bénéficier, les pays d'accueil doivent disposer de niveaux adéquats de capital humain, de stabilité économique et des marchés libéralisés.

Durham (2004), sur la base d'un échantillon de 80 pays étudiés entre 1979 et 1998, constate que seuls les pays dotés d'institutions solides et de cadres juridiques attrayants pour les investisseurs attirent les investissements directs étrangers, nous soutenons qu'ils peuvent bénéficier d'effets positifs sur la croissance. Ajide, Adeniyi et Raheem (2014) ont mené une étude dans 27 pays d'Afrique subsaharienne au cours de la période 2002-2010, Ce ne sont pas des indicateurs composites et utilisent des indicateurs de gouvernance différente. Nos résultats montrent que l'interaction entre le contrôle de la corruption, la stabilité politique, l'efficacité du gouvernement

et même l'investissement direct étranger n'a aucun effet sur la croissance économique, l'une des principales limites de cette étude est qu'elle ne parvient toujours pas à aborder la question de l'endogénéité. (Nguegang et al., 2019).

I.2.3.3. Les déterminants des investissements directs étrangers

I.2.3.3.1. La taille du marché

La taille et l'importance du marché d'accueil ainsi que ses perspectives de croissance constituent un puissant facteur de motivation pour les entreprises multinationales, car elles constituent des facteurs importants pour la rentabilité de leurs investissements.

En effet, l'exploration des marchés est un élément important de l'investissement direct étranger, dans la mesure où les sociétés multinationales se délocalisent souvent vers des pays à forte demande. La taille du marché est très importante dans les pays développés, mais elle l'est tout autant dans les pays en développement (Hiri & Achabi, 2022).

Cependant, La taille du marché reste l'un des déterminants traditionnels de l'IDE et est fréquemment mentionnée dans la littérature empirique. Bien que ce déterminant soit très important dans les pays développés, il ne manque pas non plus d'importance dans les pays en développement. En fait, un vaste marché doté d'un potentiel de développement augmente les opportunités de vente et les bénéfices des entreprises multinationales, augmentant ainsi l'attractivité des investissements directs étrangers dans le pays. Par conséquent, un PIB par habitant élevé est un indicateur d'une demande intérieure forte, permettant d'exploiter des économies d'échelle.

Les grandes économies sont donc beaucoup plus susceptibles d'attirer les investissements étrangers que les petits pays (Mustapha & Mohammed, 2021).

I.2.3.3.2. Les infrastructures

Une infrastructure développée contribue non seulement à la croissance économique d'un pays, mais améliore également le climat global d'investissement et contribue à attirer les investissements étrangers. l'investissement direct étranger devrait contribuer de manière significative aux devises, créer de nouveaux emplois, développer les infrastructures grâce à la

création d'unités de productions nationales et domestiquer les compétences étrangères pour des produits ou services spécifiques (Wazani & Souaf, 2006).

Cependant, les infrastructures existantes telles que les routes, les chemins de fer, les réseaux de transport portuaires, l'approvisionnement en énergie, les communications sont limitées par la capacité du pays à fournir les installations de base nécessaires pour établir des filiales étrangères et desservir les marchés nationaux et internationaux (Mustapha & Mohammed, 2021).

Dans ce contexte, (Cheng & Kwan, 2000), (Moosa & Cardak, 2006) et (Quazi, 2014), montre que les pays dotés de meilleures infrastructures attirent davantage les investissements directs étrangers. Par la suite, la disponibilité d'infrastructures développées est également reconnue comme un facteur important pour attirer les investissements étrangers directs en Afrique Subsaharienne. Ngouhouo (2013), les infrastructures sont importantes pour l'attractivité des investissements directs étrangers dans les pays de la CEMAC, surtout lorsqu'elles s'accompagnent de la présence des ressources naturelles.

I.2.3.3.3. Le capital humain

Plusieurs études théoriques et empiriques soulignent le rôle important du capital humain pour attirer les investissements directs étrangers. La littérature empirique sur l'IDE suppose que le capital humain est l'une des principales composantes de l'IDE. De nombreuses études sur les pays en développement ont confirmé la relation positive entre capital humain et investissement direct étranger. Ils suggèrent que l'accumulation de capital humain est essentielle pour récolter de manière optimale les effets positifs de l'investissement direct étranger (Hiri & Achabi, 2022).

Cependant, plusieurs auteurs fondent leurs études sur la théorie de la croissance régionale sur le capital humain et l'indice de développement humain (IDH) comme indicateur de mesure.

L'IDH se compose de trois composantes de base : la longévité, le niveau de vie et le niveau d'éducation, qui donnent un aperçu de la qualité de vie d'une population. Le dernier élément, à savoir « l'éducation », a été considéré par (Bergheim, 2005) comme un aspect important du capital humain qui influence directement la croissance, notamment à travers l'intégration du capital de connaissances et sa contribution aux processus de production au niveau local. En revanche, Higgins (2006), dans son étude empirique sur la croissance et la convergence aux États-Unis, conclut que certains facteurs fondamentaux liés au développement humain,

notamment le niveau d'éducation et la longévité, sont négativement corrélés à la croissance du PIB (Guati et al., 2022).

Les entreprises multinationales, notamment celles dont les activités nécessitent de la haute technologie, accordent une importance particulière au niveau du capital humain des pays d'accueil. Par ailleurs, la disponibilité du capital humain, combinant compétences, savoir-faire, technologie et créativité avec d'autres facteurs, est importante non seulement pour renforcer l'attractivité des entreprises étrangères mais aussi pour assurer la durabilité de l'attractivité de ces régions, un aspect important, notamment pour les investisseurs en quête d'efficacité. Dans ce contexte, (Dunning, 1988) soutient que les compétences et le niveau d'éducation de la main-d'œuvre locale peuvent influencer le montant des flux d'IDE et les activités des multinationales dans le pays d'accueil. Lucas (1993) souligne que l'entrée des investissements directs étrangers n'est pas favorable en raison de l'absence de niveaux élevés de capital humain dans le pays (Mustapha & Mohammed, 2021).

En outre, un capital humain hautement qualifié facilite le transfert de connaissances et de nouvelles technologies des pays développés vers les pays en développement. La théorie du développement humain repose avant tout sur l'éducation, qui permet l'accumulation des connaissances et des compétences, la différence entre le capital humain et physique joue un rôle important mais clairement subordonné entre les pays (Achchab & Bennaceur, 2021).

Par après, (Blomstrom & Kokko, 2003) montrent qu'en plus de contribuer à attirer des investissements directs étrangers à forte intensité technologique, le capital humain développé joue un rôle important en facilitant la réalisation des « retombées » technologiques dans l'économie d'accueil et le développement de l'industrie nationale et la croissance économique globale.

I.2.3.4. Les effets positifs des investissements directs étrangers sur la croissance économique

Les auteurs soutiennent que les investissements directs étrangers contribuent à la croissance économique de chaque pays. Selon le pays bénéficiaire des investissements directs étrangers, cette contribution affecte généralement les aspects socio-économiques et politiques. Adams (2009) passe en revue la littérature sur la croissance économique grâce aux investissements

directs étrangers dans les pays en développement, en particulier en Afrique Subsaharienne. Ce point examine si les investissements directs étrangers peuvent contribuer à promouvoir la croissance économique en Afrique. A cette fin, on déduit que les investissements directs étrangers contribuent au développement économique du pays d'accueil (Angelina, 2019).

Cependant, les promoteurs de cette théorie soutiennent que des institutions efficaces peuvent influencer le succès des réformes du marché, ils confirment que la qualité des institutions est l'un des facteurs qui renforcent la relation entre les investissements directs étrangers et la croissance économique. En outre, ils soutiennent que des institutions de haute qualité réduisent les coûts de transaction en influençant le niveau d'investissement, en particulier les investissements directs étrangers (Daude et Stein, 2007 ; Busse et Hefeker, 2007 ; Guerin et Manzocchi, 2009) sur croissance économique.

Dans le même ordre des idées, Lall (1997, 2003) souligne également l'importance des institutions pour stimuler l'effet des investissements directs étrangers sur la croissance économique dans son modèle théorique. Il a également été démontré que la qualité institutionnelle est une condition préalable nécessaire pour que les pays d'accueil puissent bénéficier des retombées technologiques des investissements directs étrangers. De plus, de bonnes institutions permettent aux pays d'accueil d'adopter les nouvelles technologies des multinationales (Raymond et al., 2020).

I.2.3.5. Les effets négatifs des investissements directs étrangers sur la croissance économique

Cette partie résume les études qui ont étudié les effets négatifs des investissements directs étrangers sur la croissance économique. Les impacts négatifs peuvent se manifester, par exemple, à travers les dommages environnementaux, la monopolisation de certains secteurs et la faillite de certaines entreprises locales.

Cependant, il existe également des effets négatifs potentiels associés à ces investissements. D'une part, les IDE peuvent engendrer une dépendance économique, où les pays hôtes deviennent vulnérables aux fluctuations des décisions des investisseurs directs étrangers. De plus, les entreprises multinationales peuvent exercer une influence disproportionnée sur les politiques locales, entraînant des pratiques néfastes telles que l'évasion fiscale ou l'exploitation

des ressources naturelles. Enfin, les IDE peuvent exacerber les inégalités régionales et sociales en favorisant certaines zones au détriment d'autres, limitant ainsi les bénéfices de la croissance économique pour l'ensemble de la population (Balde, 2014 & Dunning, 1993).

Par après, la recherche présentée en donne un aperçu par Aitken et Harrison (1999) se concentrent sur l'impact des investissements directs étrangers sur la croissance économique à travers une micro-étude menée sur les entreprises vénézuéliennes de 1979 à 1989.

Concernant l'impact des investissements directs étrangers sur les pays d'origine, nous résumons les effets négatifs de la détérioration des salaires et de la demande de travail, Pour les pays d'accueil, affirme-t-il, les entreprises étrangères peuvent freiner la croissance du pays d'accueil et entraver le progrès technologique (Angelina, 2019).

Bresser-Pereira et Gala (2008) montrent qu'une augmentation des investissements directs étrangers sous forme d'épargne étrangère a un impact négatif sur le développement d'un pays. Ils soutiennent leur point de vue selon lequel les investissements directs étrangers sous forme d'épargne étrangère entraînent des taux de change plus élevés, des salaires plus élevés et une consommation accrue. Cela signifie emprunter pour la consommation plutôt que pour l'investissement.

I.2.3.6. Impact de l'investissement direct étranger sur la réduction de la pauvreté dans le pays d'accueil

L'investissement direct étranger complet l'investissement intérieur, plus sa contribution à la réduction de la pauvreté est important, si l'investissement direct étranger déplace l'investissement national et conduit à l'éviction des entreprises publiques, l'effet de l'investissement direct étranger sur le capital total investi et la réduction de la pauvreté dépend de la question de savoir si l'effet d'éviction est complètement compensé par l'investissement direct étranger. Mais, le rôle de l'inclusion financière dans la lutte contre la pauvreté est l'un des objectifs de développement durable.

Cela a conduit presque tous les pays du monde à faire de l'inclusion financière une priorité dans le seul but de réduire les taux de pauvreté aux niveaux national et mondial (Mansouri & AIT Soussane, 2021).

En outre, Mello (1999) soutient que l'augmentation du capital investi via l'investissement direct étranger dépend également de la substitution et de la complémentarité entre l'investissement direct étranger et le capital national. Martinez (2011) a également soutenu que l'inclusion financière contribue à accélérer le développement et la croissance durables et inclusifs en allouant efficacement des ressources rares pour améliorer le bien-être de la société.

Ensuite, Fowowe et Shuaibu (2014) ont travaillé sur un panel de 30 pays africains sur la période 1981-2011, en utilisant la méthode GMM, ils ont constaté que les investissements directs étrangers profitent aux pauvres. Par ailleurs, les investissements directs étrangers (IDE) jouent un rôle crucial dans la dynamique économique des pays d'accueil et peuvent avoir un impact significatif sur la réduction de la pauvreté. Selon Borensztein, Gregorio et Lee (1998), les IDE sont essentiels pour transférer des technologies et des compétences aux pays en développement, ce qui stimule la croissance économique. Dunning (1993) ajoute que ces investissements favorisent la création d'emplois et le développement des infrastructures, améliorant ainsi les conditions de vie des populations locales.

De même, le rapport de l'UNCTAD (2006) souligne que les IDE peuvent générer des opportunités d'emploi, contribuant ainsi à la diminution du taux de pauvreté. Mais, l'impact des IDE sur la pauvreté dépend de plusieurs facteurs contextuels. La Banque mondiale (2002) indique que les IDE peuvent augmenter les revenus des ménages grâce à la création d'emplois bien rémunérés, mais cela nécessite des politiques économiques appropriées. Jenkins et Thomas (2002) constatent que, dans le contexte africain, les IDE peuvent financer des projets d'infrastructure essentiels, facilitant l'accès aux services de base (BM, 2002).

De plus, Alfaro et ses co-auteurs (2004) montrent que la croissance économique résultant des IDE peut être un vecteur puissant pour réduire la pauvreté, à condition que les pays d'accueil mettent en place des institutions solides et des politiques favorables. Ainsi, bien que les IDE aient le potentiel de réduire la pauvreté, leur efficacité dépend largement du contexte dans lequel ils sont intégrés.

I.2.4. Cadre empirique des investissements directs étrangers sur la croissance économique

Selon les théories néoclassiques, les investissements directs étrangers (IDE) sont considérés comme un moyen indirect d'introduire des capitaux étrangers dans les pays hôtes. Ils sont perçus comme une solution financière externe capable de contribuer à résoudre les problèmes de chômage et de pauvreté en stimulant la production et la création d'emplois. Berthélemy et Démurger (2000), ainsi que Freckleton et al. (2012), affirment que les IDE ont un impact positif sur la croissance économique. En revanche, des chercheurs comme Brewer (1991), Meschi (2006) et Herzer (2012) soutiennent que les IDE peuvent avoir des effets négatifs sur cette croissance. De plus, certains auteurs, tels que Caves (1996) et Globerman et Shapiro (2003), avancent que l'impact des IDE sur la croissance dépend de facteurs spécifiques. Selon eux, le développement des IDE ne contribue à la croissance économique que si le pays dispose d'une main-d'œuvre qualifiée et maintient une ouverture aux échanges internationaux.

Certaines études économiques, telles que celles de Myrdal (1957) et Hirschman (1958), ont démontré que l'investissement direct étranger constitue un facteur de développement. De plus, l'étude empirique menée par Barthélemy et Démurger (2000) met en évidence une forte corrélation entre la croissance économique et ces investissements (Bouyacoub, 2017).

Cependant, Findly (1978) soutient que l'investissement direct étranger favorise le progrès technologique dans les pays d'accueil. Etant donné que le progrès technologique est l'un des facteurs favorisant la croissance, compte tenu du processus de rattrapage technologique entre les pays investisseurs et les pays récepteurs, il est possible de garantir efficacement que les investissements directs étrangers ont un impact positif sur la croissance économique.

Dans le même esprit, Adams (2009) analyse l'impact de l'investissement direct étranger sur la croissance économique et l'investissement intérieur dans les pays d'Afrique Subsaharienne, l'auteur en déduit que les investissements directs étrangers ont un impact positif sur la croissance économique.

Sylwester (2005) a utilisé des techniques d'estimation différentes (MCO, SUR, et triples moindres carrés) pour étudier l'effet (impact) de l'IDE sur la croissance économique dans 29 pays les moins avancés et a constaté que les IDE ont un effet positif sur la croissance économique.

De Gregorio (1992), en travaillant sur un panel de 12 pays d'Amérique latine entre 1950 et 1985 trouve une relation significative et positive entre les investissements directs et la croissance.

Par ailleurs, BB. Ayenew (2022) a utilisé le modèle PMG/ARDL, en appliquant des tests de racine unitaire et de cointégration en panel, pour affiner ses estimations et évaluer les effets à court et à long terme des investissements directs étrangers (IDE) sur la croissance économique dans 22 pays d'Afrique subsaharienne sur une période allant de 2014 à 2022 . Les résultats montrent qu'à long terme, les IDE ont un impact positif sur la croissance économique, même s'ils ne présentent pas de signification statistique à court terme.

En revanche, d'autres études ont fait état d'un effet négatif ou de l'absence d'effet positif robuste des IDE sur la croissance (voir, par exemple, Akinlo, 2004 ; Carkovic & Levine, 2005 ; Herzer et al.2008 ; Belloumi, 2014).

Enfin, l'IDE ait un impact positif sur la croissance, le degré de cet impact dépend de la disponibilité de plusieurs facteurs dans le pays bénéficiaire. Ces facteurs comprennent le niveau de développement du capital humain du pays d'accueil (De Mello, 1997 ; Borensztein et al.1998), le niveau initial du revenu par habitant (Borensztein et al. 1998), la complémentarité entre l'IDE et l'investissement national (De Mello, 1997), le développement du système financier (Hermes & Lensink, 2003 ; Alfaro et al. 2004 ; Durham, 2004).

I.2.5. Cadre théorique et empirique de l'interaction entre la migration et investissement direct étranger sur la croissance économique

Ce point théorique et tente empiriquement de se rapporter à des flux d'investissement direct étranger et de migration entrant dans les pays en développement. En particulier, étant donné l'argument traditionnel selon lequel les individus sont motivés par la recherche de salaires élevés, cette étude examine le rôle des différences de revenus entre les pays en développement et leurs pays développés déterminent la relation entre les investissements directs étrangers et les migrations dans les pays en développement. Comme le montre le nouveau gouvernement américain, les migrations internationales et les problèmes des investissements directs étrangers sont des priorités importantes pour les pays développés(Phyo et al., 2018).

Selon Ratha (2013), les migrants actualisent le pays d'origine et la façon dont ces rivières financières promeuvent l'investissement direct étranger. Il est souligné que les remises sont une source importante de financement pour de nombreux pays en développement. Cela permet aux initiatives d'étudier le soutien des infrastructures, du développement et d'attirer des investissements directs étrangers.

Mais, la première étude roumaine à soutenir l'hypothèse selon laquelle les migrants Roumains constituent l'un des facteurs de croissance de l'activité économique nationale en catalysant les participants du pays qui a été accepté envers la Roumanie. Nous nous concentrerons sur d'autres déterminants potentiels tels que les réseaux ethniques et la migration internationale ainsi que la littérature d'autres déterminants, tels que la taille du marché, les infrastructures, l'initiation des ressources, les conditions du marché du travail, la stabilité institutionnelle, les incitations fiscales, la corruption, et plus dans le domaine des déterminants des investissements directs étrangers. Les investissements directs étrangers pourraient s'avérer utile aux gouvernements car il permet à la population d'être utilisée à l'étranger comme «ambassadeurs» de l'économie pour attirer des investissements directs étrangers dans le pays hôte.

Par conséquent, ce mécanisme aurait été accueilli dans les pays en développement accueillent de grands groupes de migrants dans des pays plus développés (Roman & Strat, 2018).

Cependant, de nombreuses études existantes sur la relation migration et investissement direct étranger, parmi elles, plusieurs études examinent l'effet de l'IDE et les flux de migration dans les pays en développement, mais leurs résultats sont plutôt mitigés. Certaines études empiriques, comme Aroca et Maloney (2005), constatent l'impact négatif des investissements directs étrangers entrant et la migration sur la croissance économique. D'autres études, notamment Yang (1998), D'Agosto, Solferino et Tria (2013), et Wang, Wong et Granato (2013), montrent l'impact positif et significative d'investissement direct étranger entrant et la migration sur la croissance économique.

Français Sanderson et Kentor (2008) examinent le rôle des investissements directs étrangers entrants dans 25 pays en développement dans la détermination de la migration nette et soutiennent que les stocks d'investissement direct étranger entrant augmentent la migration nette à long terme, bien que les stocks des investissements directs étrangers entrants

réduisent la migration nette à court terme en raison de la demande de main-d'œuvre intensifiée.

Par ailleurs, Docquier et Rapoport (2012) examinent le rôle de la migration dans le développement économique en soulignant que les réseaux migratoires jouent un rôle crucial dans l'attraction des investissements directs étrangers. Leur analyse démontre que les migrants établissent des connexions entre leur pays d'origine et leur pays d'accueil, facilitant ainsi le flux des investissements qui peuvent promouvoir la croissance économique.

Les auteurs avancent que cette interaction génère un cercle vertueux, où la migration et les investissements directs étrangers se renforcent mutuellement, contribuant ainsi à la dynamisation économique des deux pays.

Par la suite, Une autre approche importante teste l'influence et la substituabilité possible entre l'IDE et la migration, Xu et Sylwester (2016) ont constaté que l'IDE augmente la migration, mais uniquement vers le pays d'origine des investissements directs étrangers.

Une relation positive entre l'IDE et les réseaux des migrants est rapportée à la fois par Bhattacharya et Groznik (2008) et par Buch, Kleinert et Farid (2006). D'autres études étayant ces résultats, pour l'économie chinoise, sont celles publiées par Gao (2003) et Tong (2005). D'autre part, Kugler et Rapoport (2007) trouvent une relation négative entre l'investissement direct étranger et la migration internationale sur la croissance économique.

Conclusion du premier chapitre

Le premier chapitre examine la littérature théorique et empirique de la migration, l'investissement direct étranger et le lien avec les théories de la croissance économique pour approfondir notre théorie. Concernant les théories de la Croissance économique nous avons vu les modèles de la croissance, sa présentation des modèles néo-classiques et les facteurs de croissance importance des investissements publics, des infrastructures et de la technologie dans le contexte africain.

Concernant les études de la migration nous avons abordé le rôle de la migration interne, internationale et leur impact sur le développement économique des compétences et les remises de fonds des migrants en citant leur impact positif et négatif des pays d'origine pour les migrants qualifiés qu'il a une fuite de cerveaux.

Concernant les investissements directs étrangers (IDE) nous avons abordé les Flux d'investissements directs étrangers et analyse des tendances et des secteurs attirant les investissements, leur impact sur la croissance économique, la corrélation entre les IDE, création d'emplois et transfert de technologie. D'après la littérature théorique et empirique existant, il est clair que la migration et investissement direct étranger influence positivement la croissance économique. Mais, ce qui affirme dépend du capital humain des migrants et le capital humain des pays qui accueille les investissements. Il met aussi relation la migration et investissement direct étrangers sur la croissance économique en clarifiant que la combinaison des migrants et IDE favorisent la croissance économique des pays d'accueil.

De ce fait nous continuons le deuxième chapitre qui parle l'analyse descriptive de la migration, investissement direct étranger et la croissance économique.

CHAPITRE II: ANALYSE DESCRIPTIVE DE L'IMPACT DE LA MIGRATION ET INVESTISSEMENT DIRECT ETRANGER SUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Introduction

Le chapitre précédent a examiné en détail les concepts théoriques et empiriques essentiels à une compréhension approfondie de la migration, de l'investissement direct étranger et de leur impact sur la croissance économique. S'appuyant sur la théorie et la recherche empirique, il a présenté des résultats sur l'impact de ces variables sur la croissance économique.

Ce chapitre examine le rôle de la migration, l'investissement direct étranger (IDE) et la croissance économique dans les 31 pays d'Afrique subsaharienne en effectuant une analyse descriptive de l'état de la migration, l'investissement direct étranger et de la croissance économique pour la période 1996-2023.

Par souci de concision, ce chapitre est divisé en quatre sections.

La première section fournit un aperçu détaillé sur les tendances générales de la croissance économique, en mettant l'accent sur les tendances de la croissance économique et des techniques graphiques comparatives pour analyser l'évolution de la croissance économique au fil du temps.

La deuxième section fournit un aperçu détaillé sur les tendances générales de la migration et des techniques graphiques comparatives pour analyser l'évolution de la migration au fil du temps.

La troisième section fournit un aperçu détaillé sur les tendances générales de l'investissement direct étranger (IDE) et des techniques graphiques comparatives pour analyser l'évolution des investissements directs étrangers au fil du temps.

La quatrième section fournit une aperçue détaillé sur l'analyse comparative de la migration, investissement direct étrangers sur la croissance économique en Afrique subsaharienne.

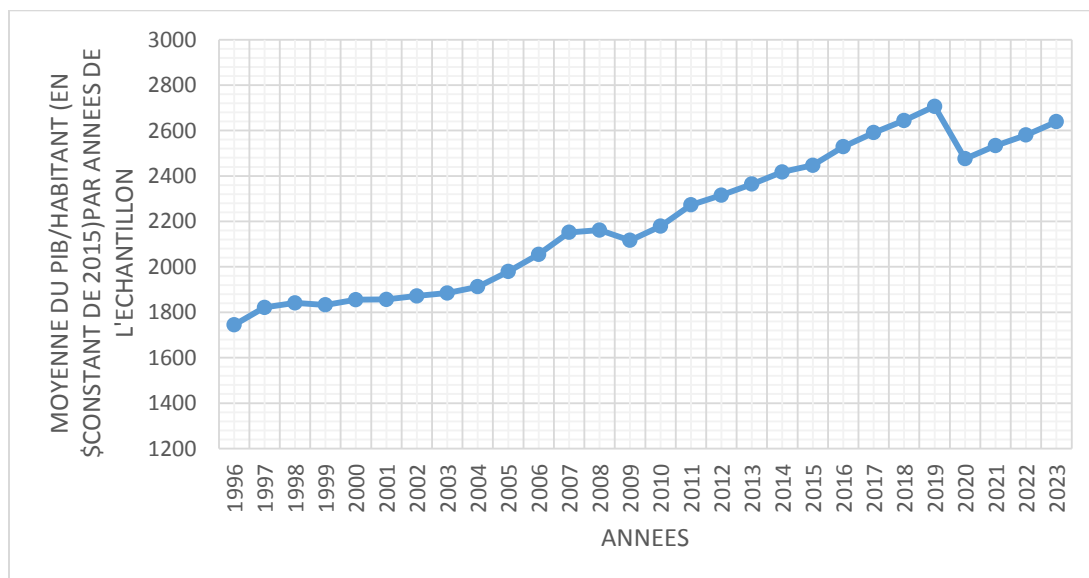
Section 1 : Tendances générales de la migration, investissement direct étranger et croissance économique en Afrique subsaharienne.

Cette section fournit une analyse détaillée de la croissance économique, migration nette et de l'investissement direct étranger dans les 31 pays d'Afrique subsaharienne inclus dans notre étude. Cette analyse permettra de mieux comprendre l'état de la croissance économique de la région et d'identifier les principaux facteurs influençant la croissance économique.

II.1.1. Tendances générales de la croissance économique en Afrique subsaharienne.

Un regard sur l'évolution du PIB par habitant de l'Afrique et l'Afrique subsaharienne depuis 1950 permet de comprendre la forte croissance des deux dernières décennies. L'histoire économique du continent africain en général et l'Afrique subsaharienne en particulier, depuis l'indépendance peut être clairement divisée en trois étapes (Devarajan et Fengler, 2012, Ndulu et O'Connell, 2006). La première étape (1960-1975) fut celle d'une croissance modérée, avec un PIB par habitant augmentant en moyenne de 1,7 % par an, malgré l'incertitude politique qui menaçait la stabilité du nouveau système. Le déclin de l'Afrique subsaharienne s'est produit au cours de la deuxième phase (1975-1995), connue sous le nom de « Décennie perdue ». Au cours des deux dernières décennies, le revenu par habitant sur le continent africain a diminué de 0,9 % par an. Durant cette période, la croissance réelle du PIB est restée positive mais bien inférieure au taux de croissance démographique (2,9 % par an). Depuis le milieu des années 1990, l'Afrique subsaharienne connaît à nouveau une croissance positive notable du PIB par habitant (Vergne & Ausseur, 2015). Le graphique ci-dessous donne une évolution du PIB par habitant (en dollars constant de 2015) en moyenne annuelle de 1996-2023.

Graphique 1: Evolution du PIB/ habitant (constants 2015US\$) en moyenne par années de l'échantillon (1996-2023)



Auteur : Auteur, à partir des données de World Development Indicators (WDI) (2025)

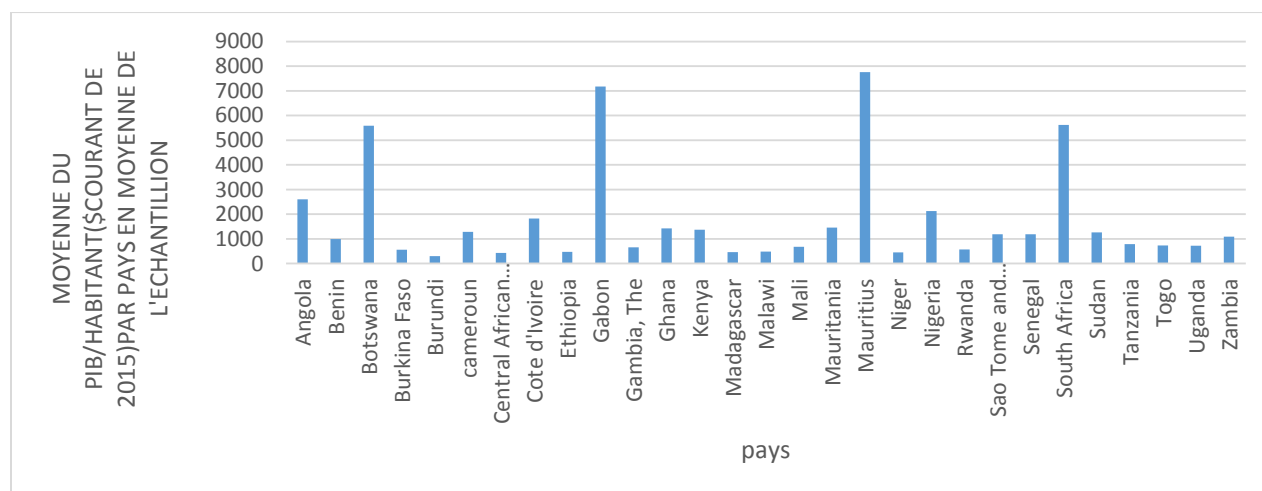
Le graphique illustre l'évolution du produit intérieur brut (PIB) par habitant, exprimé en dollars américains constants de 2015, sur une période s'étendant de 1996 à 2023. Au cours de cette période de 28 ans, on observe une tendance générale à la hausse du PIB par habitant. Les variations ne sont pas linéaires, mais la courbe montre une progression soutenue dans l'ensemble. Cela indique un potentiel de croissance économique soutenue, ce qui est souvent le signe d'une amélioration des conditions de vie et d'un développement économique solide.

Entre 2008 et 2010, le graphique révèle une légère baisse du PIB par habitant environ 2116,36\$. Cette période coïncide avec la crise financière mondiale de 2008, qui a eu un impact majeur sur de nombreuses économies. La baisse peut être interprétée comme une conséquence directe de cette crise, affectant négativement la production économique et le revenu des ménages.

À partir de 2010, on observe une amélioration progressive, avec une augmentation continue du PIB par habitant jusqu'en 2019 environ 2706,43\$. Ce rebond peut être attribué à des politiques économiques favorables et à une stabilisation des marchés, permettant ainsi aux pays de retrouver une trajectoire de croissance. Cependant, une stagnation apparaît à partir de 2019, jusqu'en 2020 environ 2475,38\$ en 2020 suite à la Pandémie de COVID-19 et une suivie d'une

légère augmentation de 2021 jusqu'à 2023 après ce pandémie de COVID-19 le PIB par habitant de 2023 s'élevé à 2639,02\$. Cette stagnation de 2019 et 2020 pourrait être le résultat de divers facteurs, y compris les impacts économiques de la pandémie de COVID-19, qui a perturbé les chaînes d'approvisionnement et affecté les activités économiques globales.

Graphique 2: Evolution du PIB par habitant (en dollars constants de 2015) en moyenne par pays de l'échantillon (1996-2023)



Auteur : Auteur, à partir des données de World Development Indicators (WDI) (2025)

Le graphique montre l'évolution du PIB par habitant (en dollars constants de 2015) entre 1996 à 2023. Selon l'échantillon de pays, la majorité des pays montrent une tendance à la hausse, indiquant une amélioration générale du niveau de vie. Certains pays, comme le Botswana, Maurice, Gabon et Afrique du sud, peuvent afficher des augmentations plus marquées varie autour de 5500 USD à 8000USD en raison de réformes économiques ou des ressources naturelles.

Cependant, des pays comme le Burundi et la République Centrafricaine pourraient montrer des baisses ou une stagnation, souvent liées à des conflits internes ou à une instabilité politique. Les données permettent de comparer les performances économiques, avec des pays comme l'Afrique du Sud et le Gabon qui pourraient se distinguer par des PIB par habitant plus élevés.

Par la suite, la mesuré du PIB par habitant propos des pays qui ont de PIB par habitant stable d'autre non stable par exemple les cinq pays les plus riches d'Afrique subsaharienne en PIB par habitant sont le Maurice (7759,25\$), le Gabon (7175,43 \$), le Botswana (5587,47 \$), l'Afrique

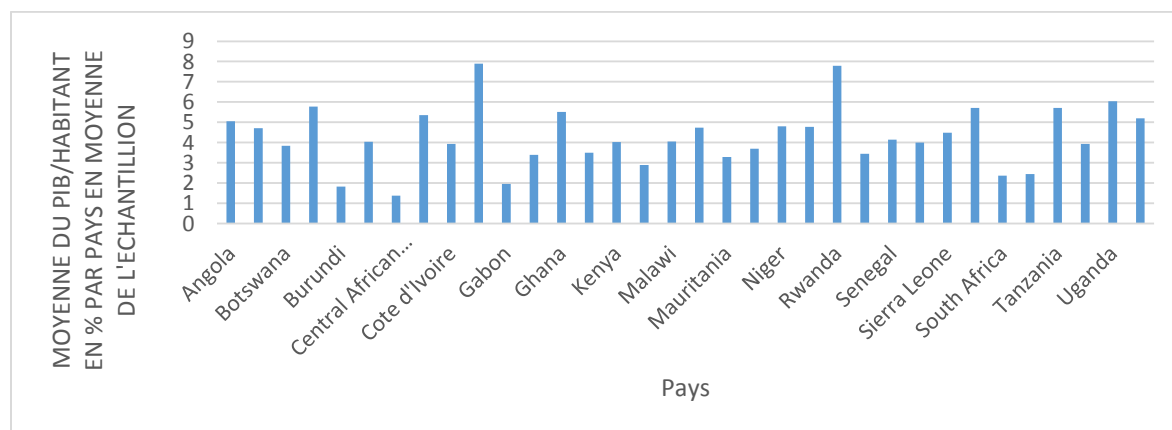
du Sud (5620,62\$), Angola (2598,8\$) dans ces pays le niveau de vie des ménages est moyennement bonne, mais par contre les cinq économies non riches sont le Burundi (296,98 \$), la République centrafricaine (427,66 \$), Ethiopie (472,69 \$), le Madagascar (460,29 \$) et le Niger (446,23 \$), dans ces pays la condition de vie des ménages est faible car il est inférieur à 500\$.

Mais, c'est le Burundi qui est le seul pays qui affiche le PIB par habitant faible est inférieur à 300 dollars. Il est classé en dernier car le revenu par habitant est faible, la pauvreté extrême et les conditions de vie difficiles pour la population ce qui entrave la croissance au Burundi

Enfin, la croissance économique en Afrique Subsaharienne a fréquenté des problèmes comme l'instabilité politique et des maladies comme l'Ebola, la Pandémie de COVID-19 cela provoque l'augmentation de la pauvreté et la réduction de la condition de vie des ménages. Le graphique ci-après donne une évolution du taux de la croissance du PIB par habitant en moyenne annuelle par pays de l'échantillon.

En concluant pour les deux graphiques, c'est que le premier graphique offre une vue d'ensemble des tendances économiques sur une période prolongée, tandis que le second graphique permet d'analyser les disparités économiques entre différents pays à un moment donné. Ces deux perspectives sont complémentaires pour comprendre la dynamique de la croissance économique dans les pays en voie de développement.

Graphique 3 : Evolution du taux de croissance du PIB par habitant(en % annuel) par pays en moyenne de l'échantillon (1996-2023)



Auteur : Auteur, à partir des données de World Development Indicators (WDI) (2025)

Le graphique présente le taux de croissance du PIB par habitant pour plusieurs pays d'Afrique subsaharienne, en se basant sur une moyenne de l'échantillon sur la période de 1996 à 2023.

La majorité des pays affichent une variation significative du taux de croissance du PIB par habitant, On peut identifier des pays tels que : Angola, Burkina Faso, Ethiopie et le Rwanda, qui se distinguent par de taux de croissance élevés environ 5% à 7%, dépassant souvent la moyenne de l'échantillon, qui est un indicateur clé du développement économique.

Cependant, l'Ethiopie se classe parmi les pays avec les taux de croissance les plus élevés, indiquant une forte croissance économique, probablement due à l'exploitation des ressources naturelles environ 7,8%, Botswana Montre également un taux de croissance positif, ce qui témoigne de la stabilité économique et de la bonne gestion des ressources environ 4% et le Rwanda qui est un PIB par habitant de 7% et plus. Cela veut qu'il y ait une meilleure condition de vie dans ce pays d'Afrique subsaharienne.

Enfin, des pays comme le Nigeria et le Kenya présentent des taux de croissance modérés de 4% de PIB par habitant, leurs économies, bien que diversifiées, montrent des fluctuations dues à des facteurs tels que l'instabilité politique ou les chocs économiques. A l'inverse, des pays comme le Burundi et le République centrafricaine affichent des taux de croissance plus faibles environ autour de 1,5%, voire négatifs. Cela peut être attribué à des défis structurels, à une mauvaise gouvernance, instabilité politique ou à des crises économiques prolongées.

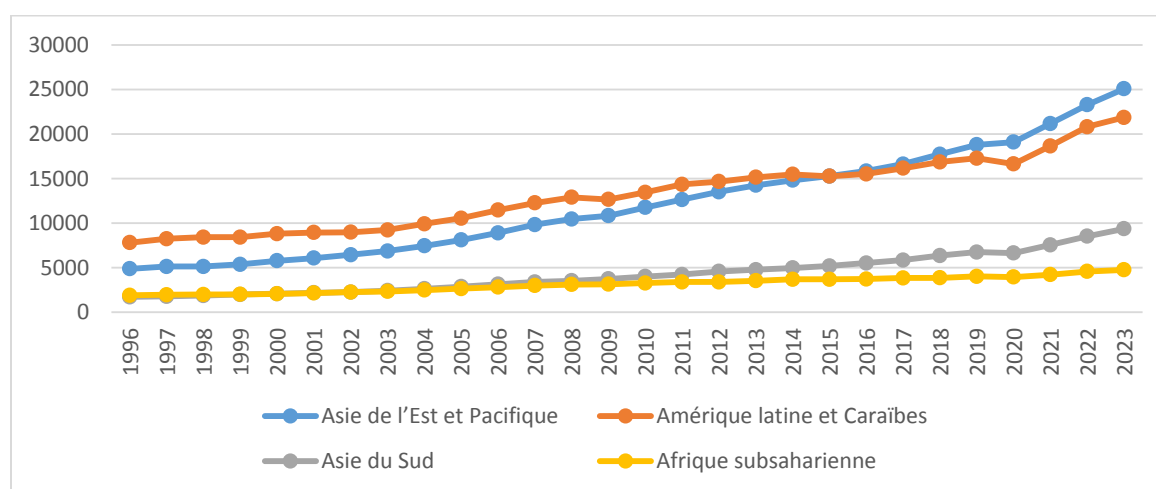
II.1.2. Etude comparative de l'évolution du PIB par habitant en PPA en Afrique subsaharienne avec les autres régions du monde en développement

Bien que cette mesure soit complexe, elle est l'une des meilleures pour comparer les économies. Dans sa forme originale, le produit intérieur brut (PIB) est utilisé pour évaluer la production de biens et de services d'un pays ou d'une région sur une période d'un an, elle souligne l'importance de l'activité économique du pays ou d'une région. Cet indicateur est encore plus adapté aux comparaisons internationales car il introduit la correction dite PPA (parité de pouvoir d'achat) (BM, 2015).

Comme l'Afrique subsaharienne, l'Amérique latine a connu une période de stagnation dans les années 1980 et a été dépassée par l'Asie de l'Est à la fin des années 1990. À l'époque, le PIB par habitant de ces deux régions était trois fois supérieur à celui de l'Afrique subsaharienne.

Depuis lors, les pays d'Afrique subsaharienne ont connu une forte reprise de la croissance du PIB par habitant sans pour autant converger avec les autres régions émergentes (Vergne & Ausseur, 2015). Par la suite, l'évolution du PIB par habitant en parité du pouvoir d'achat en Afrique subsaharienne en comparaison avec d'autres régions du monde en développement est montrée sur la graphique ci-dessous.

Graphique 4: Evolution du PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat en Afrique subsaharienne avec les autres régions du monde en développement (1996-2023)



Auteur : Auteur, à partir des données de l'indicateur de développement mondial (IDM 2025).

Le graphique présenté illustre l'évolution du PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat (PPA) pour l'Afrique subsaharienne en comparaison avec d'autres régions du monde en développement, notamment l'Asie de l'Est et Pacifique, l'Amérique latine et les Caraïbes, et l'Asie du Sud, mais, c'est l'Afrique subsaharienne qui reste inférieure aux autres régions du monde en développement qui affichent la parité du pouvoir d'achat faible par rapport aux autres régions. Les données s'étendent de 1996 à 2023, offrant ainsi une perspective historique sur les tendances économiques.

Cependant, l'Afrique subsaharienne: la courbe représentant l'Afrique subsaharienne montre une progression lente mais constante du PIB par habitant. Bien que l'augmentation soit observée, elle reste inférieure à celle des autres régions, soulignant des défis économiques persistants.

De même, l'Asie de l'Est et Pacifique : Cette région affiche une courbe marquée par une croissance significative, surtout à partir des années 2000. Cela témoigne du dynamisme économique, notamment en raison de la montée en puissance de pays comme la Chine.

Dans le même esprit, l'Amérique latine et Caraïbes : Le PIB par habitant dans cette région montre une certaine volatilité, avec des pics et des creux depuis les années de 2015 à 2023. Cette fluctuation pourrait être attribuée à des crises économiques périodiques et à des variations dans les politiques économiques.

Dans le même sens, l'Asie du Sud : Comme pour l'Asie de l'Est, l'Asie du Sud connaît une tendance à la hausse, bien que moins marquée. Cela indique une amélioration progressive, influencée par des réformes économiques et des investissements accrus.

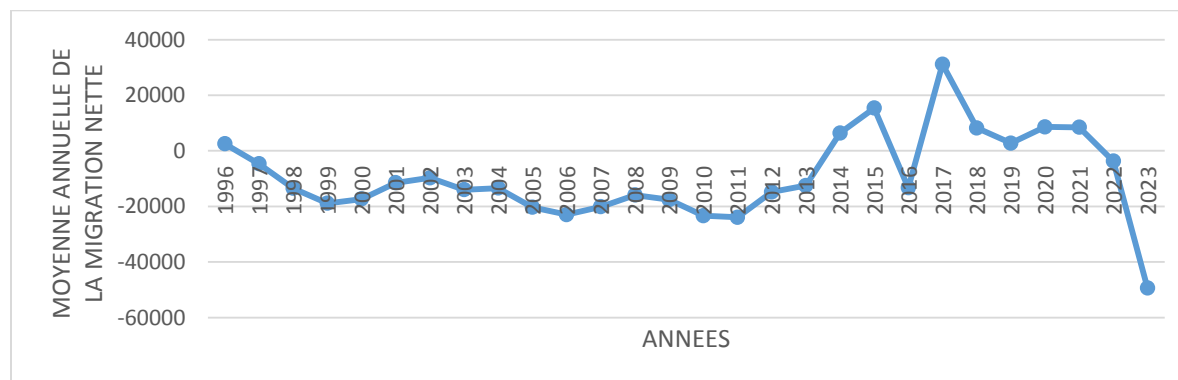
Enfin, les valeurs spécifiques du PIB par habitant, il apparaît que l'Afrique subsaharienne, bien qu'en croissance, ne parvient pas à rattraper les autres régions. Par exemple, en 2022, le PIB par habitant en Afrique subsaharienne reste nettement inférieur à celui de l'Asie de l'Est et Pacifique qui est en tête depuis 2015 jusqu'à 2023.

Section 2 : Tendances générales de la migration nette en Afrique subsaharienne.

La migration a des effets complexes sur le développement des pays d'origine des migrants. Un outil utile pour déterminer les voies en question est le modèle du cycle de transition. La migration peut réduire la pauvreté et stimuler la croissance. Bien que l'Afrique connaisse une croissance économique soutenue et robuste depuis 2000, le revenu moyen par habitant de la région reste parmi les plus bas du monde. On estime qu'environ 35 % de la population de l'Afrique subsaharienne vit dans la pauvreté. Cela met les membres des ménages à revenus élevés sous une pression immense pour trouver du travail afin de répondre à leurs besoins fondamentaux.

La plupart des migrations non conflictuelles se produisent en fonction des opportunités économiques saisonnières au niveau local. La migration intra-africaine a augmenté de 44 % depuis 2010. Dans la région de la SADC, la majorité de la migration circulaire est dirigée vers l'Afrique du Sud, un pays économiquement dynamique. Le graphique suivant donne une évolution de la migration nette en moyenne annuelle de 1996-2023.

Graphique 5: Evolution de la migration nette par années en moyenne de l'échantillon en Afrique subsaharienne (1996- 2023)



Auteur : Auteur, à partir des données de l'indicateur de développement mondial (IDM) (2025)

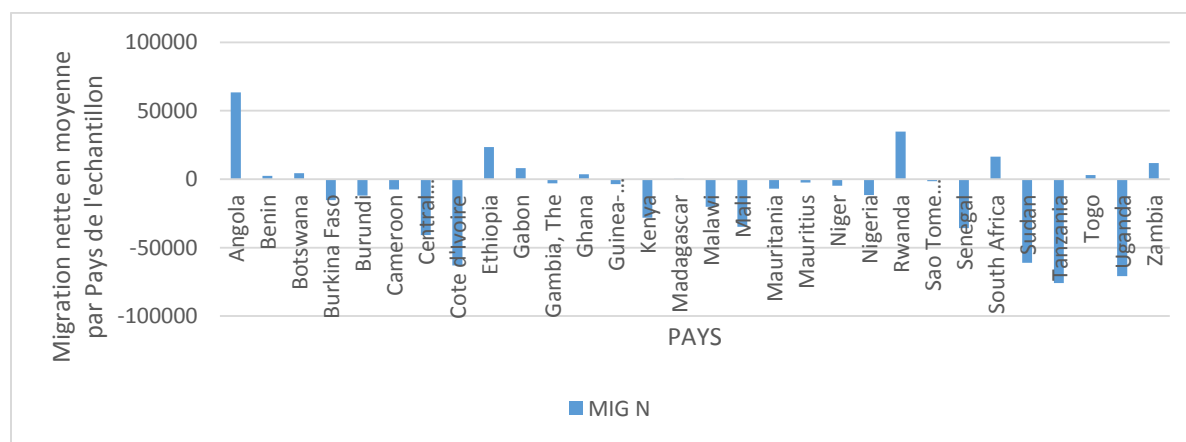
Ce graphique, qui présente la migration nette en moyenne sur la période indiquée de 1996-2023, met en lumière les divers facteurs qui influencent les mouvements migratoires au sein de cette région. Au premier abord, les données montrent des variations notables dans les niveaux de migration nette. Par exemple, la période de 1996 à 2005 semble marquer une tendance à la baisse, avec des valeurs de migration nette atteignant des niveaux négatifs environ -20337. Cela pourrait être attribué à des crises politiques et économiques dans plusieurs pays d'Afrique subsaharienne, entraînant des mouvements migratoires forcés et un exode de populations vers des régions plus stables.

Entre 2010 et 2013, on observe une légère remontée des chiffres, atteignant un pic autour de 2011 respectivement de -23888 migrants. De 2014 à 2015 une hausse peut être liée à divers facteurs, notamment une amélioration des conditions économiques dans certains pays, des politiques d'immigration plus favorables, ou une augmentation des opportunités d'emploi, attirant ainsi des migrants. Il est également possible que des événements géopolitiques, tel que des conflits dans d'autres régions, aient conduit à un afflux de personnes cherchant refuge en Afrique subsaharienne atteignant à 15391 migrants vers l'ASS.

Après 2015 jusqu'à 2016, les données montrent une nouvelle tendance à la baisse, avec des niveaux de migration nette redescendant vers des valeurs négatives. Cette situation pourrait être le résultat de différents défis, tels que la montée des tensions sociales, les crises environnementales, et l'instabilité politique dans certains pays, qui poussent les gens à quitter

leur pays d'origine plutôt qu'à y migrer. Mais de 2017 à 2022 affiche une migration nette positive cela indique que la politique migratoire est favorable pour le pays d'Afrique subsaharienne. Mais en 2023 on enregistre une chute de migration nette allant de -49365 cela provoque a des conflits armes, crises économiques et sécuritaires dans les pays d'Afrique subsaharienne. En revanche, les pays affichant une migration nette négative peuvent souffrir d'une perte de capital humain, ce qui peut entraver leur croissance économique et créer des défis démographiques. Le graphique ci-après donne une évolution de la migration nette par pays de l'échantillon.

Graphique 6: Evolution de la migration nette par Pays en moyenne de l'échantillon en Afrique subsaharienne (1996-2023)



Auteur : Auteur, à partir des données de l'indicateur de développement mondial(IDM) (2025)

Le graphique illustrant l'évolution de la migration nette des pays de l'Afrique subsaharienne, il est essentiel de se pencher sur les valeurs des migrations nettes affichées pour chaque pays représenté. Ce graphique, qui présente les données sous forme de barres verticales, permet d'analyser les flux migratoires dans différents contextes nationaux et d'en tirer des conclusions sur les dynamiques de migration au sein de cette région.

Le graphique montre une grande variabilité dans les niveaux de migration nette parmi les pays d'Afrique subsaharienne.

Certains pays, comme la Zambie a 11686 migrants et l’Afrique du Sud a 34811 migrants et Angola a 63396 migrants provient des pays de cette région, affichent des valeurs positives significatives, ce qui indique une migration nette.

Cela peut s’expliquer par des facteurs tels que des conditions économiques relativement meilleures, des opportunités d’emploi, ou des politiques migratoires plus accueillantes.

En revanche, d’autres pays, comme le Burundi et la République Centrafricaine, présentent des valeurs négatives, suggérant un exode de leurs populations. Ces chiffres peuvent être le reflet de crises politiques, de conflits internes ou de situations économiques défavorables.

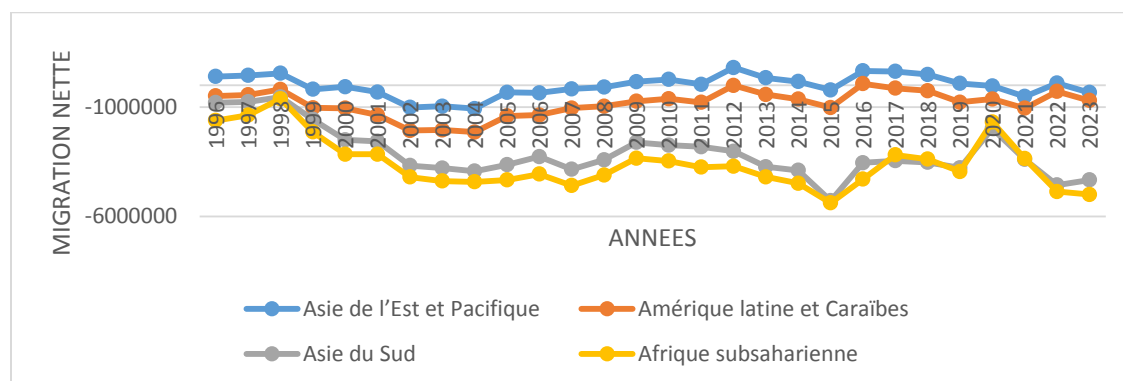
Certaines nations se distinguent par des niveaux de migration nette particulièrement élevés ou bas. Par exemple, l’Afrique du Sud et Angola sont souvent considérée comme une destination attrayante pour les migrants en raison de son développement économique et de sa diversité culturelle. Les pays avec une migration nette positive peuvent bénéficier d’un afflux de talents et d’une main-d’œuvre diversifiée, ce qui peut stimuler la croissance économique. Mais, pour les pays avec une migration nette négative, la perte de population peut entraîner un manque de main-d’œuvre, une baisse de la productivité et des défis démographiques à long terme.

II.2.1. Etude comparative de la migration de l’Afrique subsaharienne avec les autres régions du monde en développement

L’étude comparative de la migration de l’Afrique subsaharienne par rapport aux autres régions du monde en développement constitue un enjeu majeur pour comprendre les dynamiques migratoires contemporaines. Alors que l’Afrique subsaharienne se distingue par des facteurs spécifiques tels que la croissance démographique rapide, les conflits armés et les impacts du changement climatique, d’autres régions, comme l’Asie du Sud ou l’Amérique latine, présentent des motifs migratoires variés, souvent influencés par des contextes économiques et sociaux distincts. Cette analyse permet d’explorer non seulement les causes et les conséquences de ces mouvements migratoires, mais aussi les politiques mises en place pour gérer ces flux migratoires. La migration internationale en Afrique subsaharienne est actuellement très active, mais elle reste faible par rapport aux autres régions.

En 2017, les migrants d'Afrique subsaharienne représentaient 10,1 % de la population migrante mondiale totale (257,7 millions), contre 41 % en Asie de l'est et du pacifique, 23,7 % en Amérique latine et dans les Caraïbes et 14,4% d'Asie du sud (Dumont, 2020). Le graphique suivant donne une évolution de la migration nette en Afrique subsaharienne avec les autres régions du monde en développement en moyenne annuelle de 1996-2023

Graphique 7: Evolution de la migration nette en Afrique subsaharienne avec les autres régions du monde en développement (1996-2023)



Auteur : Auteur, à partir des données de l'indicateur de développement mondial (IDM 2025)

Le graphique présenté l'évolution de la migration nette en Afrique subsaharienne par rapport aux autres régions du monde en développement, notamment l'Asie de l'Est et du Pacifique, l'Amérique latine et les Caraïbes et l'Asie du sud sur une période s'étendant de 1996 à 2023. Cette courbe montre que l'Afrique subsaharienne reste en dessous dans la migration nette par rapport aux autres régions du monde en développement.

La courbe représentant que l'Afrique subsaharienne montre des variations significatives au fil des ans. À partir de 1996, on observe une migration nette négative, atteignant des pics autour de 2005, puis une tendance à la baisse jusqu'en 2008. Cette dynamique pourrait être liée à des crises politiques, économiques et sociales dans la région, incitant de nombreuses personnes à chercher des opportunités à l'étranger. Après 2017 et 2020, on observe une migration nette positive, la tendance semble se stabiliser, bien que des fluctuations subsistent.

Cependant, la région de l'Asie de l'Est et du Pacifique présente une courbe relativement stable, avec une migration nette qui reste forte tout au long de la période.

=====
Cela peut être interprété comme un signe d'une meilleure intégration économique et sociale de la population dans ses pays d'origine, ainsi que des politiques migratoires peut-être plus restrictives. Les niveaux de migration étant très supérieurs à ceux d'Afrique subsaharienne, cela soulève des questions sur les opportunités et les incitations à migrer.

Par ailleurs, Pour l'Amérique latine et les Caraïbes, la courbe montre une légère augmentation de la migration nette jusqu'en 2010, 2012 et 2016, suivie d'une tendance à la baisse. Ce déclin peut être attribué à des défis économiques dans certains pays qui réduisent le besoin de migration. L'Asie du Sud, représentée par une courbe qui n'est pas volatile, montre des pics de migration nette, principalement autour de 2005. Ces variations peuvent être liées aux migrations internes ainsi qu'aux politiques d'immigration fluctuantes, qui influencent les mouvements de la population. L'augmentation et la diminution des flux migratoires peuvent également être le résultat de facteurs socio-économiques, de conflits internes ou de la recherche de meilleures opportunités.

En comparant les différentes régions, il est évident que l'Afrique subsaharienne se distingue par ses mouvements migratoires plus faibles. Les autres régions, comme l'Asie de l'Est et du Pacifique, affichent des comportements migratoires plus stables, tandis que l'Amérique latine et les Caraïbes, ainsi que l'Asie du Sud, montrent des tendances mixtes, influencées par des facteurs économiques et politiques.

Section 3 : Tendances générales des investissements directs étrangers en Afrique subsaharienne

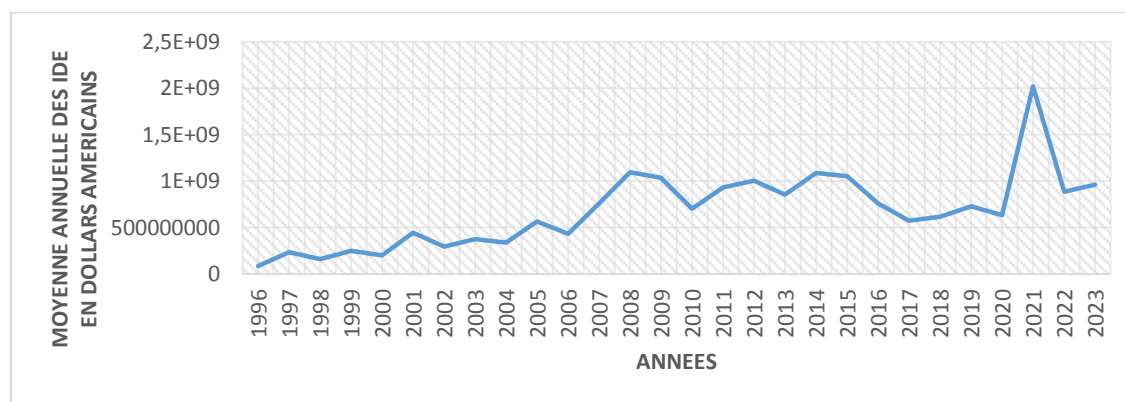
Les investissements directs étrangers (IDE) restent l'une des formes les plus importantes de flux transfrontalier de capitaux en direction des pays en développement. En Afrique subsaharienne, où les pays tendent à adopter des politiques libérales favorables aux flux entrants, les IDE ont été quasiment multipliés par six au cours de la dernière décennie (BM, 2015).

Depuis maintenant une décennie, les pays d'Afrique subsaharienne connaissent une décennie de croissance économique galopante de PIB annuelle (moyenne de 3,7% en 2012 et 4,7% en 2013) largement soutenue par l'investissement direct étranger. L'appel aux capitaux étrangers est fortement sollicité dans le cadre du programme de privatisation initié en 1994.

En plus de cette action, les autorités des différents pays du continent multiplient des partenariats avec des promoteurs d'investissements privés étrangers tout en optimisant le marketing des institutions nationales. Ces engagements du gouvernement vis à vis des investissements étrangers laissent croire que l'évolution des flux d'IDE devrait suivre une évolution régulière à la hausse.

Ainsi, afin de rendre compte de l'évolution des flux d'IDE en Afrique subsaharienne, il convient de tirer une leçon des politiques d'incitation d'IDE menées par les autorités d'Afrique subsaharienne et ce malgré ses insuffisances, soit les domaines où il existe un besoin d'investissement et où les rendements sont élevés, tels que la construction (Luabeya, 2015). Le graphique ci-après donne une évolution des IDE exprimés en dollars américains en moyenne annuelle de 1996-2023.

Graphique 8: Evolution des investissements directs étrangers en Afrique subsaharienne, exprimés en dollars américains en moyenne de l'échantillon (1996-2023)



Auteur : Auteur, à partir des données de l'indicateur de développement mondial (IDM 2025)

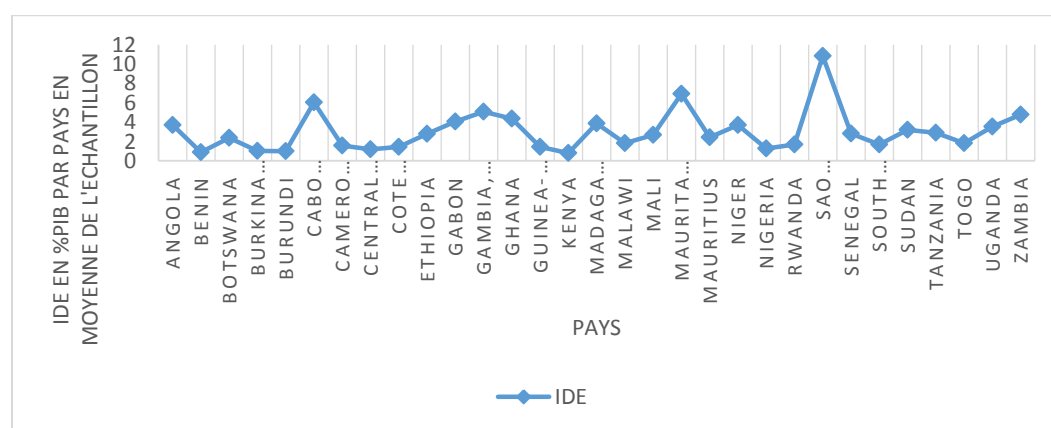
Le graphique montre l'évolution des investissements directs étrangers (IDE) en Afrique subsaharienne entre 1996 à 2023, Au début de la période, les IDE ont connu une croissance relativement stable. Par exemple, en 1996, les IDE étaient d'environ \$85 millions.

Entre 2000 et 2008, une forte augmentation est remarquée, atteignant près de \$1 milliards en 2008, cette période a coïncidé avec une meilleure stabilité économique et politique dans plusieurs pays de la région, mais la crise financière mondiale de 2008 a provoqué une chute des IDE, avec un retour à des niveaux proches de \$1milliards en 2009.

Par ailleurs, après la crise, les investissements ont commencé à remonter, atteignant autour environ \$1 milliards en 2014, Vers 2015-2020 Une stagnation est visible, avec des IDE de \$633 millions. Cette chute dit à des facteurs tels que l'instabilité politique dans certains pays et la chute des prix des matières premières ont pu influencer cette tendance.

En 2020 baisse, la pandémie de COVID-19 a entraîné une chute significative, avec des IDE tombant à environ \$633 millions en 2020, mais En 2021, les IDE ont montré des signes de remonte extraordinaire atteignant environ à \$2 milliards. Cependant, en 2022 il y a la reprise reste fragile, et les défis structurels persistent environ \$884 millions, mais en 2023 il y a une augmentation environ \$961 millions. Le graphique suivant donne une évolution des IDE en pourcentage du PIB en moyenne par pays de l'échantillon.

Graphique 9 : Evolution des investissements directs étrangers en pourcentage du PIB en Afrique subsaharienne en moyenne de l'échantillon (1996-2023)



Auteur : Auteur, à partir des données de l'indicateur de développement mondial (IDM) (2025)

Le graphique présente l'évolution des investissements directs étrangers en pourcentage du PIB pour divers pays d'Afrique subsaharienne entre 1996 à 2023. Cette analyse vise à mettre en lumière les tendances et les variations significatives à travers les pays.

Les IDE en pourcentage du PIB varient considérablement d'un pays à l'autre. Par exemple, les pays comme le Gabon, Cabo verde, Mauritanie et le Sao Tome et Principe se distinguent par des niveaux d'IDE relativement élevés, atteignant environ 6% à 10% du PIB par habitant, ces pays ont une croissance élevée et la bonne gouvernance ce qui attire les investissements directs étrangers en Afrique subsaharienne.

A l'inverse, des pays comme le Burundi et République centre africaine affichent des niveaux d'IDE plus faibles, souvent inférieurs à 1% du PIB, ce qui peut refléter des défis structurels ou politiques lie à la croissance économique ce qui entrave l'attractivité des IDE. L'analyse des graphiques en relation avec les niveaux d'IDE et les disparités de PIB par habitant met en lumière l'importance cruciale des investissements étrangers dans le contexte de la croissance économique en Afrique subsaharienne.

Les pays qui réussissent à attirer des IDE et à tirer parti des compétences des migrants ont de meilleures perspectives de développement économique, tandis que ceux qui peinent à le faire risquent de rester à la traîne.

Les inégalités entre les pays demeurent, avec des pays comme le Maurice affichant des niveaux d'IDE proches de 3%, tandis que d'autres, comme le Burundi et République centre africaine, stagnent autour de 1%.

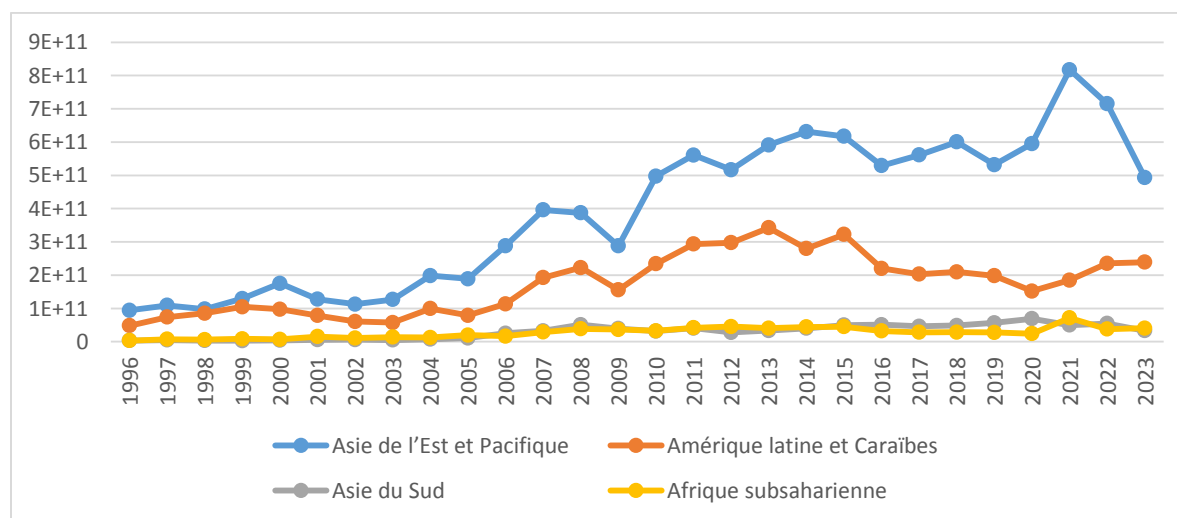
L'évolution des IDE en pourcentage du PIB en Afrique subsaharienne révèle des disparités importantes et des défis persistants. Alors que certains pays réussissent à attirer des investissements étrangers significatifs, d'autres luttent contre des obstacles économiques et politiques. Pour améliorer ces chiffres, des politiques favorables à l'investissement et une meilleure gouvernance seront essentielles pour attirer des IDE durables et bénéfiques pour le développement économique régional.

II.3.1. Etude comparative des investissements directs étrangers par années de l'Afrique subsaharienne avec les autres régions du monde en développement

L'étude comparative des investissements directs étrangers (IDE) en Afrique subsaharienne par rapport aux autres régions du monde en développement est essentielle pour comprendre les dynamiques économiques globales et régionales. Alors que l'Afrique subsaharienne regorge de ressources naturelles et de potentiel économique, elle fait face à des défis uniques qui influencent l'attractivité de ses marchés pour les investisseurs étrangers. En examinant les flux d'IDE au fil des années, cette analyse met en lumière les tendances, les opportunités et les obstacles rencontrés dans la région. Cette comparaison avec d'autres régions en développement, telles que l'Asie du Sud-Est ou l'Amérique latine, permet d'identifier des modèles et des stratégies qui pourraient être adoptés pour améliorer l'attractivité des IDE en Afrique subsaharienne.

Les flux d'investissements directs étrangers dans le monde ont connu une hausse graduelle entre 1980 et 1990. A partir de la première moitié des années 1990, ils ont connu une forte accélération, puis une baisse jusqu'en 2003, date à laquelle le montant d'IDE était de 2E+11 milliards de \$. En 2004 les IDE dans le monde ont connu une légère hausse de 2% par rapport à sa valeur de 2003, passant ainsi à 3000 milliards de dollars selon les estimations du World Investment Report (WIR, 2005). Le graphique suivant donne une évolution des investissements directs étrangers par années de l'Afrique subsaharienne avec les autres régions du monde en développement.

Graphique 10 : Evolution des investissements directs étrangers par années de l'Afrique subsaharienne avec les autres régions du monde en développement (1996- 2023)



Auteur : Auteur, à partir des données de l'indicateur de développement mondial (2025)

Le graphique présente l'évolution des Investissements Directs Etrangers (IDE) dans les quatre régions du monde de 1996 à 2023 : l'Asie de l'Est et Pacifique, l'Amérique latine et Caraïbes, l'Asie du Sud et l'Afrique subsaharienne. Ainsi, l'évolution des IDE en Afrique subsaharienne, comparée à d'autres régions et mise en rapport avec les niveaux de PIB par habitant et les disparités économiques, souligne l'importance stratégique de ces investissements pour la croissance économique. Pour maximiser leur impact, il est également essentiel de considérer le rôle de la croissance économique et de mettre en place des politiques favorables qui encouragent à la fois les IDE et l'intégration des capitaux étrangers dans le tissu économique.

L'Asie de l'Est et Pacifique est venue en première lieu après l'Amérique latine et Caraïbes, l'Asie du sud et l'Afrique subsaharienne en dernière position, cette région montre une tendance générale à la hausse, avec des augmentations significatives des IDE depuis le début des années 2000, les valeurs atteignent un pic autour de 2021, dépassant les 800milliards de \$. Cela reflète probablement le rôle croissant de l'Asie comme destination attractive pour les investisseurs étrangers, soutenu par des économies en forte croissance et des politiques favorables aux investissements.

En deuxième position, il vient l'Amérique latine et Caraïbes, les IDE dans cette région ont connu une hausse jusqu'en 2014, suivie d'une stagnation et d'une légère baisse, les valeurs fluctuent autour de 300 à 200milliards de \$, indiquant une instabilité économique potentielle et des défis politiques qui peuvent décourager les investissements.

En troisième position l'Asie du Sud, cette région présente une tendance globalement croissante, avec des fluctuations, mais atteignant un sommet autour de 2023, proche de 54 milliards dollars.

Enfin, c'est l'Afrique subsaharienne où les IDE dans cette région sont restés relativement faibles par rapport aux autres régions, oscillant entre 40 milliards de dollars, Cela peut être dû à des facteurs tels que l'instabilité politique, les infrastructures insuffisantes et les préoccupations liées à la sécurité.

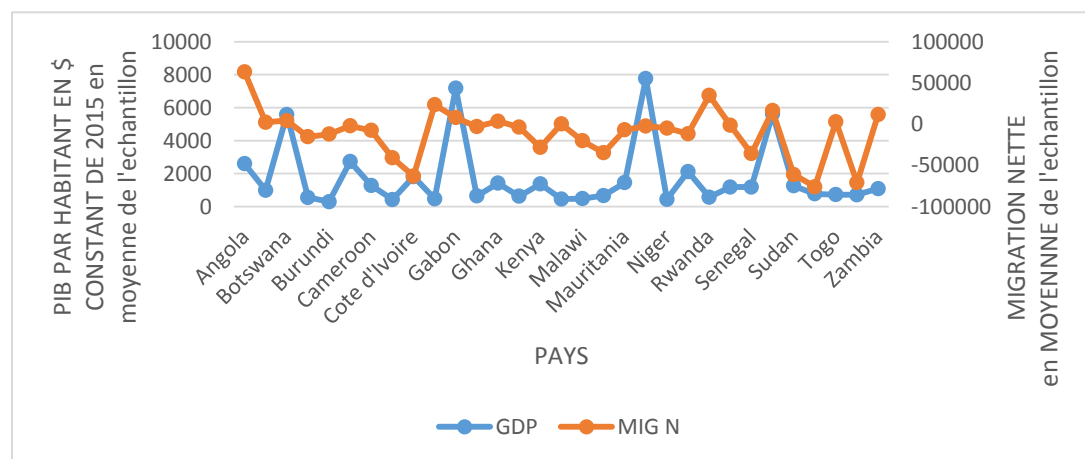
Section 4 : Etude comparative de la migration, IDE et croissance économique en moyenne de l'échantillon par pays de l'Afrique subsaharienne

L'étude comparative de la migration, des investissements directs étrangers (IDE) et de la croissance économique en Afrique subsaharienne offre une perspective cruciale sur les dynamiques de développement de cette région. La migration, qu'elle soit interne ou internationale, joue un rôle fondamental dans les économies locales en influençant les flux de capitaux, les compétences et les opportunités d'emploi. En parallèle, les IDE sont souvent considérés comme un moteur de croissance, apportant des ressources financières et technologiques nécessaires pour stimuler l'innovation et l'expansion des entreprises.

Mais, il est possible de discerner des tendances significatives et d'établir des corrélations entre ces facteurs. Par exemple, la mobilité des populations peut favoriser l'attractivité des IDE, tandis que les investissements peuvent, à leur tour, créer des conditions propices à la migration des

personnes recherchant de meilleures opportunités économiques. Cette étude vise à éclairer comment ces interactions influencent la croissance économique en Afrique subsaharienne, tout en tenant compte de meilleures condition de vie de chaque pays de la région. Le graphique suivant donne une évolution de la migration nette et croissance économique en moyenne par pays de l'échantillon d'ASS.

Graphique 11: Evolution de la migration et croissance économique en moyenne de l'échantillon par pays de l'Afrique subsaharienne (1996- 2023)



Auteur : Auteur, à partir des données de l'indicateur de développement mondial (IDM 2025)

L'analyse des graphiques concernant l'évolution de la migration et la PIB par habitant révèle une interconnexion essentielle pour comprendre la croissance économique en Afrique subsaharienne. Les migrations peuvent agir comme un catalyseur de croissance lorsque combinées à la PIB par habitant importants, favorisant ainsi un environnement économique plus dynamique. Les pays qui réussissent à attirer ces deux ressources ont de meilleures chances de promouvoir un développement économique durable, tandis que ceux qui sont en retard risquent de rester à la traîne.

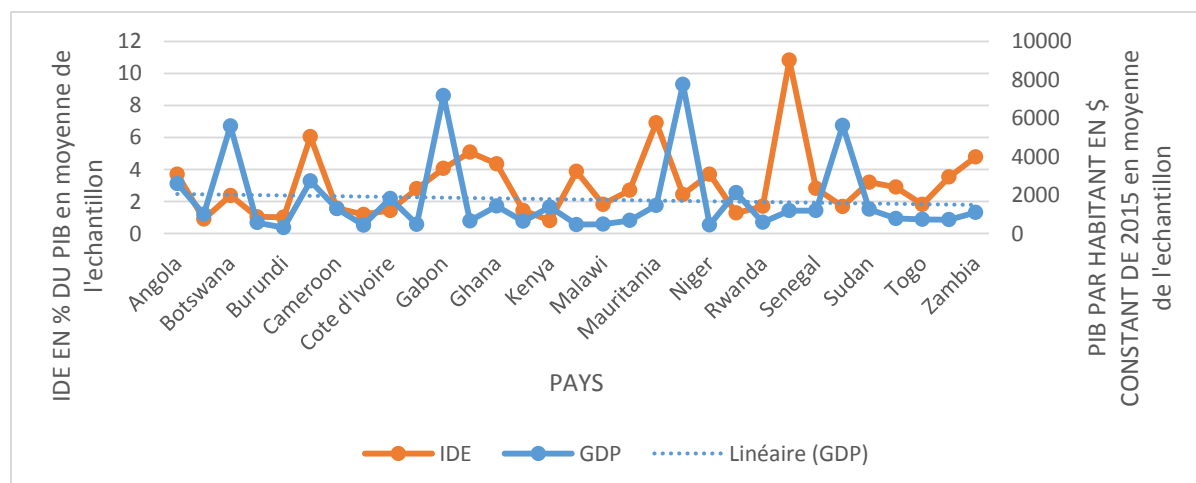
Par la suite, au Botswana et Afrique du Sud se démarquent par un PIB par habitant relativement élevé, atteignant respectivement environ autour de 6000USD. Ces pays connaissent des taux de migration nette positifs, ce qui indique qu'ils attirent des migrants. Cela veut dire qu'il y a une opportunité économique au Botswana, par exemple, a diversifié son économie au-delà des secteurs miniers, développant des industries comme le tourisme et les services, créant ainsi des opportunités d'emploi.

Cependant, en Angola le PIB par habitant élevé d'environ autour de 2500USD, mais les flux migratoires sont élevées. Cela veut dire que le pays riche en ressources pétrolières, l'Angola fait face à des certitudes telles que des infrastructures suffisantes et une simplicité administrative, ce qui favorise l'attractivité pour les migrants.

Par ailleurs, au Burundi et République Centrafricaine présentent un PIB par habitant faible, respectivement inférieur autour de 300 et 500 USD, et enregistrent des taux de migration nette négatifs, ce qui signifie qu'ils perdent des migrants. Cela veut dire qu'il a l'instabilité politique et économique, les gens fuient vers des pays voisins à la recherche de meilleures conditions de vie.

Mais par exemple au République Centrafricaine, en proie à des conflits armés, est un pays où le manque d'infrastructures et d'opportunités économiques pousse les habitants à chercher refuge ailleurs. Le graphique suivant donne une évolution des IDE et croissance économique en moyenne par pays de l'échantillon d'ASS.

Graphique 12 : Evolution des IDE et croissance économique en moyenne de l'échantillon par pays de l'Afrique subsaharienne (1996-2023)



Auteur : Auteur, à partir des données de l'indicateur de développement mondial (2025)

L'analyse des graphiques concernant l'évolution des IDE et la croissance économique met en lumière l'importance des investissements directs étrangers et PIB par habitant dans le contexte de la croissance économique en Afrique subsaharienne. Une synergie entre IDE et la PIB/Ha bien traiter peut créer un environnement propice au développement, tandis que l'absence de ces deux éléments peut entraîner des défis économiques significatifs.

Les pays qui réussissent à attirer à la fois des IDE et des talents migratoires sont mieux positionnés pour favoriser une croissance économique durable et inclusive.

Cependant, au Botswana et Sénégal se distinguent par un PIB par habitant relativement élevé, atteignant respectivement environ 5000USD, de même au Gabon et ile Maurice PIB par habitant relativement élevé, atteignant respectivement environ 7000USD. Ces pays ont mis en place des politiques favorables aux investissements, telles que des réglementations transparentes, un environnement politique stable et des initiatives de diversification économique. Par exemple, le Botswana a attiré des IDE grâce à sa gestion efficace des ressources et à sa réputation de destination sûre pour l'investissement.

Par ailleurs, l'Angola présente un PIB par habitant élevé d'environ 2500USD, mais les IDE sont tombés à environ 2% du PIB. Cela peut être attribué à des problèmes de corruption, d'instabilité politique et de dépendance excessive aux ressources pétrolières, qui dissuadent les investisseurs étrangers malgré un potentiel économique significatif.

Mais, En Zambie est un exemple où le PIB par habitant est relativement bas, se chiffrant autour de 1 800 USD, tandis que les IDE atteignent jusqu'à 4% du PIB. La Zambie attire des investissements dans le secteur minier, notamment le cuivre, grâce à ses abondantes ressources naturelles et à des politiques incitatives pour l'exploration minière.

Burundi et République Centrafricaine affichent des PIB par habitant faibles, respectivement autour de 296 USD et 427 USD. Ces pays rencontrent de sérieuses difficultés à attirer des IDE en raison d'une instabilité politique chronique, d'une mauvaise gestion économique et d'un environnement d'investissement peu accueillant. Enfin, Plusieurs facteurs expliquent pourquoi certains pays attirent davantage d'IDE que d'autres. Les pays qui réussissent à attirer des investissements étrangers en raison de la Stabilité politique, réglementations transparentes, infrastructure développée et accès aux ressources naturelles par exemple les pays riches en ressources, comme la Zambie, attirent des investissements dans des secteurs spécifiques.

Conclusion du deuxième chapitre

Dans ce chapitre, nous avons fait une analyse descriptive sur la migration, investissement direct étranger et croissance économique en Afrique subsaharienne. L'Afrique subsaharienne a confronté des crises politiques dans différents pays qui les a composées et des guerres simultanées après leur indépendance. Les crises ont eu lieu à la stabilité politique et la contrôle de corruption restent un problème majeur en Afrique subsaharienne.

Cependant, notre analyse descriptive est réalisée sur trois variables à savoir la migration, investissement direct étrangers et le PIB par habitant en mettant en relation la migration et croissance économique, IDE et croissance économique sur l'évolution de 1996-2023. Par ailleurs, notre étude comparative révèle que la migration et la croissance économique évoluent dans le même sens pour un certains dures ou quelque pays, la migration nette évolue positivement et négativement en suivant l'année ou le pays là où la migration est stable mais la croissance économique évoluent positive sur toute la durée d'étude. De plus, les IDE et croissance économique évoluent dans le même sens en suivant l'année ou le pays d'étude.

Mais, nous avons analysé ces variables dans cette étude comparative entre notre région d'étude avec les autres régions du monde en développement à savoir l'Asie de l'Est et pacifique, l'Asie du sud et l'Amérique latine en fait de comprendre le niveau de vie, le niveau des migrant ainsi que le niveau d'investissement par rapport aux autres régions du monde. Malheureusement, c'est l'Afrique subsaharienne reste en dernière position niveau des migrations, investissements directs étrangers et PIB par habitant en pouvoir d'achat. D'après notre étude, c'est l'Asie de l'Est et pacifique qui vient en première position suivant l'Amérique latine et caraïbes et l'Asie du sud.

Nous continuons la troisième chapitre qui est le cadre méthodologique et la quatrième chapitre qui est l'analyse empirique afin de complète les manques de la deuxième chapitre.

CHAPITRE III: CADRE METHODOLOGIQUE

Introduction

La recherche scientifique repose sur des méthodes et des procédures rigoureuses de collecte de données et d'exploration des relations entre les variables au sein d'une communauté spécifique. En effet, le rôle des études scientifiques dans la planification nationale est d'une importance capitale. Les décisions économiques prises par les nations, les entreprises et les collectivités sont complexes et nécessitent une compréhension approfondie des phénomènes économiques.

Par ailleurs, l'objectif de ce chapitre est d'appliquer des méthodes statistiques et économétriques afin d'étudier l'impact des migrations et des investissements directs étrangers sur la croissance économique des pays échantillonnés de l'Afrique subsaharienne. Des données pertinentes ont été utilisées pour établir les conclusions et fournir des informations précieuses pour les décideurs politiques et les acteurs économiques. Dans cette étude, nous utilisons l'économétrie des données de panel, qui implique l'utilisation de données individuelles collectées sur une période de temps. Cette approche nous permet d'étudier les phénomènes économiques de manière approfondie, en tenant compte de leur diversité et de leur dynamique.

Le présent chapitre est reparti en deux sections reparties de façon suivante : La première section présente les données de panel sur lesquelles s'appuient notre analyse, le cadre général d'analyse et les techniques appropriées pour faire la modélisation des données de panel. La seconde section nous présente les variables faisant le cœur de notre analyse empirique, leurs ressources ainsi que leurs signes attendus.

Section 1 : Cadre général des données de panel et spécification du modèle de base

III.1.1. Présentation du cadre général des données de panel

Le principal avantage des échantillons de données de panel par rapport aux données transversales est qu'ils permettent aux chercheurs d'étudier plus facilement les différences comportementales entre les individus (Zayati, 2015).

En effet, les données de panel ont une dimension temporelle et une dimension individuelle. Il est donc intéressant d'identifier les effets pertinents pour chaque individu. Cet effet peut être fixe ou aléatoire. Il est donc intéressant de contrôler l'hétérogénéité individuelle, qui peut être fixe ou aléatoire au sein des modèles des effets individuels.

Dans le cadre de notre étude, l'utilisation des données de panel permet d'analyser l'évolution de la croissance économique en lien avec les migrations et les investissements directs étrangers (IDE), tout en tenant compte de l'hétérogénéité non observée entre les pays. Cette hétérogénéité peut être considérée comme fixe ou aléatoire selon le modèle choisi (Boubtane et al. 2016).

Par après, notre étude analysant l'impact de la migration et des investissements directs étrangers (IDE) sur la croissance économique en Afrique subsaharienne, nous avons opté pour le modèle à effets aléatoires. Ce choix repose sur le fait que les variables spécifiques à chaque pays, qui ne sont pas observées (comme la culture institutionnelle ou le climat des affaires), sont supposées ne pas être corrélées avec les variables explicatives telles que les migrations ou les IDE. Contrairement au modèle à effets fixes, qui suppose que les différences non observées entre pays sont constantes et potentiellement corrélées avec les variables indépendantes, le modèle à effets aléatoires permet de gagner en efficacité statistique tout en utilisant aussi bien la variation intra qu'inter-individuelle. Il est donc plus adapté lorsque l'échantillon est large et que les effets spécifiques aux pays sont considérés comme aléatoires et non systématiquement liés aux variables étudiées (Dolado et al. 1994).

Le modèle à effets individuels suppose que les mêmes coefficients et certaines constantes existent pour tous les individus. Les relations spécifiées par ce type de modélisation ne devraient donc différer pour tous les individus qu'au niveau des constantes introduites dans le modèle.

Il s'agit de modèles de panel hétérogènes, et la seule source d'hétérogénéité réside dans les constantes individuelles. Cependant, nous distinguons deux cas du modèle spécifié par Hsiao (1989), à savoir le modèle à effets simples fixes et le modèle à effets simples aléatoires (Hurlin, 2005).

Dans un modèle à effets aléatoires, la relation entre les variables endogènes et exogènes est supposée non fixe et aléatoire parce que les effets aléatoires supposent qu'ils sont efficaces entre la référence de plusieurs individus et les résultats au de la de l'échantillon observe. L'hétérogénéité non observée n'est plus corrélée aux variables explicatives. Cependant, dans les modèles à effets fixes individuels, les paramètres des effets individuels sont supposés être de nature déterministe (Patrick & Maillet, 2010).

Ainsi, un modèle général de données de panel peut être écrit comme un modèle à double indice qui prend la forme :

$$Y_{it} = \alpha_i + \sum_{k=1}^K \beta_k X_{it} + \varepsilon_{it}$$

$$\text{Avec } \begin{cases} i \in [1; N] \\ t \in [1; T] \end{cases}$$

La bidimensionnalité des données de panel revêt une importance fondamentale. Les données de séries chronologiques nous permettent d'étudier les changements dans les relations au fil du temps, mais ne nous permettent pas de contrôler l'hétérogénéité entre les individus. Les données transversales, en revanche, permettent d'étudier l'hétérogénéité entre individus, mais manquent de dimension temporelle et ne rendent donc pas compte des comportements dynamiques. Les données de panel offrent ainsi l'opportunité de combiner à la fois l'analyse temporelle et l'étude de l'hétérogénéité entre individus. Par conséquent, les études sur données de panel nous permettent de capturer deux sources de variation : la variation temporelle ou variabilité intra-individuelle (Within) et la variation individuelle ou variabilité inter-individuelle (Between).

Les années 1990 ont vu l'émergence d'un certain nombre d'étude sur les modèles endogènes utilisant des données de panel dynamiques. D'importantes contributions ont été apportées par

des chercheurs tels qu'Arellano et Bond (1991), Arellano et Bover (1995) et Blundell et Bond (1998), qui visent à améliorer la compréhension des phénomènes économiques complexes grâce à la recherche empirique. Bien que cette étude ait été menée il y a près de 30 ans, la méthodologie des données de panel dynamiques reste importante pour répondre à plusieurs questions ouvertes (Arellano & Stephen Bond, 1991).

Enfin, notre étude utilise des méthodes de données de panel dynamiques.

III.1.2. Spécification du modèle

Notre modèle s'inspire du modèle de croissance endogène. En effet, comme il a été déjà clarifié dans les chapitres précédents, comprendre l'impact de la migration et investissement direct étranger sur économique revêt d'une importance capitale pour les pouvoirs publics, compte tenu du poids que peuvent avoir ces domaines de la croissance économique.

Plein de recherches ont d'ailleurs été réalisées sur ce sujet. Loin de faire l'unanimité, certaines d'entre elles militent en faveur d'une relation positive entre la migration, investissement direct étranger et la croissance économique. Cela semble donc être un phénomène qui s'accumule.

Ce faisant, la présente étude est de poursuivre notre conception et notre analyse des résultats, il est crucial de présenter l'origine de notre équation et l'importance de notre modèle. Les informations, équations et autres éléments décrits ci-dessous proviennent de diverses études. Nous nous sommes principalement appuyés sur le modèle de Dolado et al. (1994), ainsi que Boubtane et al. (2016). Le choix de ce modèle s'explique par l'importance accordée au capital humain, au progrès technique et à l'intervention de l'Etat sur la croissance économique. Ce faisant, l'analyse économétrique de l'analyse entre la migration, investissement direct étranger et la croissance économique suppose de ce fait le choix d'une fonction de production. La forme la plus simple, largement utilisée, est la spécification de Cobb-Douglas, selon laquelle le logarithme de la fonction de production ou de la productivité s'exprime linéairement en fonction des logarithmes des facteurs ou des intensités des facteurs.

Cependant, notre étude basée sur l'approche de Boubtane & Al. (2016), nous partons du modèle de Solow originel lequel se focalise sur la dynamique de quatre variables : la production réelle de l'économie symbolisée par Y , le capital physique K , la main-d'œuvre L et le progrès

technologique A . A chaque instant, l'économie dispose d'un stock de capital, d'un nombre de travailleurs ainsi que d'un stock de connaissances (capital humain) qui lui permet de produire.

Sa fonction de production s'écrit :

$$Y_{it} = F(A, K, L) = AK_{it}^{\alpha} L_{it}^{\beta} \quad (1)$$

$\alpha + \beta = 1$: Les rendements d'échelles sont constants ;

Où Y représente l'output ou la production, K le facteur capital physique et L le facteur travail, A étant le progrès technique.

En utilisant le différentiel de cette équation on obtient la relation suivante :

$$\frac{\Delta Y_{it}}{Y_{it}} = \frac{\Delta A_i}{A} + \frac{\alpha \Delta K_{it}}{K_{it}} + \frac{\beta \Delta L_{it}}{L_{it}}$$

Par ailleurs, le modèle qui nous intéresse réellement pour cette étude est le modèle de Solow-Swan augmenté du capital humain. Comme dans le travail de Dolado & al. (1994), le capital humain H est introduite dans ce modèle. Les variables de ce modèle restent les mêmes comparé au modèle de base de Solow. C'est qui donnée la fonction suivante :

$$Y_{it} = F(A, K, H, L) = AK_{it}^{\alpha} H_{it}^{\beta} L_{it}^{(1-\alpha-\beta)} \quad (2)$$

En linéarisant cette fonction par application de la fonction logarithme, l'équation (2) devient:

$$\text{Log} Y_{it} = \text{Log} A_i + \alpha \text{Log} K_{it} + \beta \text{Log} H_{it} + (1 - \alpha - \beta) \text{Log} L_{it} + \varepsilon_{it} \quad (3)$$

Dans notre travail, nous estimons de cette manière deux modèles économétriques, dont deux pour analyser respectivement l'impact de la migration et investissement direct étranger sur croissance économique (la croissance économique mesurée par le PIB par habitant) et un modèle permettant d'étudier l'impact d'interaction entre la migration et l'investissement direct étranger face à la croissance économique en Afrique subsaharienne.

La variable dépendante de chacun de ces modèles économétriques est le PIB par habitant

III.1.3. Etude de l'impact de la migration sur croissance économique

Le modèle qui nous intéresse réellement pour cette étude est le modèle de Solow-Swan augmenté du capital humain. Comme dans le travail de Dolado & al. (1994), la migration est introduite

=====
 dans ce modèle. Les variables de ce modèle restent les mêmes comparé au modèle de base de Solow, à l'exception que le capital humain H est ajouté.

Pour capter l'effet de la migration sur la croissance économique, nous utilisons un modèle économétrique en données de panel à effets aléatoires.

Ce modèle permet de prendre en compte l'hétérogénéité non observée entre les pays, supposée non corrélée avec les variables explicatives. La migration est intégrée comme variable explicative principale, aux côtés du capital humain et d'autres variables de contrôle.

Comme Dolado & Al. (1994) ainsi que Boubtane & al. (2016), nous prenons la fonction de production sous une forme Cobb-Douglas (Mathieu, 2015).

Ce faisant, ladite fonction de production de ces auteurs Dolado & Al. (1994) ainsi que Boubtane & al. (2016), permet qu'à côté des inputs conventionnels dont le facteur travail (L) et le capital physique (K), le capital humain (H), des inputs disons non conventionnels dont la migration soient intégrées dans le modèle dans le but de mesurer sa contribution à la croissance économique. En d'autres termes, le modèle de Dolado & Al. (1994) ainsi que Boubtane & al. (2016) est prolongé afin d'inclure la migration, capital physique comme facteur additionnel de la croissance économique. Notre étude est dans la croissance endogène en intégrant la migration et les IDE comment facteurs non conventionnels pouvant influencer la croissance économique. Mais, le modèle qui en résulte peut subir des modifications sans toutes fois remettre en cause la compatibilité des caractéristiques habituelles de la fonction Cobb Douglas avec celles de la croissance endogène. En conséquence, l'impact de la migration peut désormais s'apprécier à travers le modèle log-linéaire de la croissance endogène modifiée.

Par ailleurs, d'où l'équation suivante :

$$Y_{it} = F(A, K, M, H, L) = A (K_{it}^{\alpha} M_{it}^{\gamma} L_{it}^{\beta} H_{it}^{(1-\alpha-\gamma-\beta)}) \quad (4)$$

Avec :

Y (le Produit Intérieur Brut par habitant) ; A (la productivité globale des facteurs ou Niveau de technologie) ; K (le stock de capital physique représenté par la formation brute du capital fixe); M (représente la migration nette comme le flux migratoires); H représente l'indicateur du capital humain (le taux brut de scolarisation secondaire) et L la force de travail représentée par la

population total active. Nous ajoutons également au modèle (4) d'autres variables de contrôle (G) susceptibles d'avoir un impact à la croissance économique en Afrique subsaharienne.

Le modèle est ainsi :

$$Y_{it} = F(A, K, M, H, L) = A (K_{it}^{\alpha} M_{it}^{\gamma} L_{it}^{\beta} H_{it}^{(1-\alpha-\gamma-\beta)} G_{it}^{\mu}) \quad (5)$$

Avec :

$1 < \alpha + \beta + \gamma$: Les rendements d'échelles sont croissants ;

Par linéarisation logarithmique de la fonction, l'équation devient

$$\text{Log}Y_{it} = \text{Log}A_i + \alpha \text{Log}K_{it} + \beta \text{Log}M_{it} + \gamma \text{Log}H_{it} + (1 - \alpha - \beta - \gamma) \text{Log}L_{it} + \mu \text{Log}G_{it} + \varepsilon_{it} \quad (6)$$

G représente toutes les variables de contrôle que nous identifions à côté des indicateurs de la migration, Formation brute du capital fixe, capital humain représente par l'indice du développement humain. On retrouve entre autre population active total, envois des fonds des migrants, taux de chômage, stabilité politique et contrôle de la corruption.

Ainsi, le modèle à estimer devient :

$$\text{LPIBHa}_{it} = a_i + \alpha \text{LFBCF}_{it} + \beta \text{LMIGR } N_{it} + \gamma \text{LCH}_{it} + \varphi \text{LPOPACT } T_{it} + \mu_1 \text{LENV } F_{it} + \mu_2 \text{LTXCH}_{it} + \mu_3 \text{CC}_{it} + \mu_4 \text{SPO}_{it} + \varepsilon_{it}$$

Avec:

$1 \leq i \leq N$; $1 \leq t \leq T$; $N = \dots 31$ pays d'Afrique Subsaharienne;

$T = 28$ années (de 1996 à 2023), $k = 1 \dots 8$ (variables explicatives);

- LPIBHa_{it} = Le logarithme népérien du Produit Intérieur Brut par Habitant du pays i à la date t ;
- LFBCF_{it} = Le logarithme népérien de la Formation Brute du Capital Fixe en pourcentage du Produit Intérieur Brut du pays i à la date t ;
- $\text{LMIGR } N_{it}$ = Le logarithme népérien de la Migration Nette du pays i à la date t ;
- LCH_{it} = Le logarithme népérien du capital humain du pays i à la date t ;
- LPOP_{it} = Le logarithme népérien population active total du pays i à la date t ;

-
-
- $LENV_{it}$ = Le logarithme népérien envois ou transferts de fonds des migrants du pays i à la date t ;
 - $TXCH_{it}$ = Le logarithme népérien du taux de chômage du pays i à la date t ;
 - CC_{it} = Le contrôle de la corruption du pays i à la date t ;
 - SPO_{it} = La stabilité politique du pays i à la date t ;
 - $\text{Log}A_i = \alpha_i$: représente l'effet spécifique permettant de saisir les différences non observables entre les unités statistiques ;
 - $\alpha, \beta, \gamma, \varphi$ et δ sont les coefficients de nos différentes variables à estimer et représentent des élasticités $\mu_1, \mu_2, \dots, \mu_4$ et ε_{it} , les perturbations aléatoires et centrées telles que $E[\varepsilon_{it}] = 0$

Dans la même optique, nous spécifions notre modèle dans le contexte de l'impact de la migration sur la croissance économique en Afrique subsaharienne.

III.1.4. Etude de l'impact des investissements directs étrangers sur croissance économique

Notre objectif dans cette partie, est d'étudier l'impact des investissements directs étrangers sur la croissance économique en Afrique subsaharienne. Nous allons donc tester empiriquement à l'aide d'un modèle de croissance de Solow augmenté par le capital humain, la relation entre l'investissement direct étranger et la croissance économique.

Cependant, notre modèle étend la fonction de production de Dolado & al. (1994), en intégrant l'investissement direct étranger comme facteur additionnel de la croissance économique. Dans cette perspective, la fonction de production proposée par Dolado & Al. (1994) ainsi que Boubtane & al. (2016), intègre, en plus des inputs traditionnels tels que le facteur travail (L) et le capital physique (K), le capital humain (H). En incorporant le capital humain (H) et la migration en tant qu'inputs non conventionnels dans la fonction de production du modèle de Dolado & Al. (1994) ainsi que Boubtane & al. (2016), nous élargissons le cadre d'analyse pour évaluer leur contribution à la croissance économique.

De ce fait, s'inspirant du modèle de l'équation (5), seuls les indicateurs de migration sont modifiés et notre spécification du modèle devient :

$$LPIBH_{it} = \alpha_i + \alpha LFCF_{it} + \gamma LIDE_{it} + \delta LCH_{it} + \varphi LPOP_{it} + \mu_2 LTXCH_{it} + \mu_3 CC_{it} + \mu_4 SPO_{it} + \varepsilon_{it}$$

Dans ce qui suit, nous étudions l'interaction entre la migration et investissement direct étranger face à la croissance économique en Afrique Subsaharienne.

III.1.5. Etude d'interactions entre la migration et investissement direct étranger sur la croissance économique

Les travaux menés par Ortega et Peri (2009), Bertrand Mboko Ibara (2020), Mouhoud (2012) ont abordé l'impact combiné de la migration et des IDE sur la croissance économique, en analysant des données spécifiques à certaines régions. Mais, au cours des années 1990, les flux internationaux de marchandises et de facteurs de production ont connu une croissance nettement plus rapide que celle de la production. Ceci a conduit de nombreux économistes à s'interroger sur les relations existant entre commerce international et mouvements de facteurs, d'une part, et entre migrations et investissements directs étrangers, d'autre part en prenant en compte un effet possible de l'interaction entre les IDE et migration (Yaman & Kugler, 2007).

Par ailleurs, vue la relation qui existe entre la migration et les investissements directs étrangers, il en ressort que dans le domaine de la croissance économique même dans les autres domaines.

A titre d'exemple, un seul modelé injectant un impact d'interaction :

L'impact bénéfique de la migration et des investissements directs étrangers sur la croissance économique peut être significatif, en fonction de divers facteurs tels que la proportion du capital humain des migrants, le niveau d'éducation de la population, ainsi que le capital humain des pays d'accueil des IDE. Cela crée une interaction complexe entre ces variables.

Dans ce cas, il est nécessaire d'estimer un seul modèle distinct, chacun incluant l'impact de l'interaction spécifique entre les variables.

$$LPIBHa_{it} = a_i + \delta LPIB_{it-1} + \alpha LFBCF_{it} + \beta LMIGRIDE_{it} + \gamma LCH_{it} + \varphi LPOPACT_{it} + \mu_1 LIDE_{it} + \mu_2 LENV_{it} + \mu_3 MIGR_{it} + \mu_4 LTXCH_{it} + \mu_5 CC_{it} + \mu_6 SPO_{it} + \varepsilon_{it}$$

Avec :

$\beta LMIGRIDE_{it} = \beta LMIGR * IDE_{it}$: Logarithme népérien de la variable d'interaction entre les parts des différents migrants et le niveau des investissements directs étrangers, β des coefficients d'interaction.

Ce modèle permet de mieux saisir la relation complexe qui se trouve entre la migration et l'investissement direct étranger sur la croissance économique. C'est ce que nous montrons pour la suite.

III.1.6. Présentation des méthodes moments généralisés (GMM) des données de panel dynamique

La méthode des moments généralisés par système (système GMM) constitue un développement important dans le domaine de l'économétrie et fournit une approche robuste pour relever les défis de l'analyse dynamique des données de panel. Cette méthode se distingue par sa capacité à fournir des estimateurs cohérents et efficaces même lorsqu'il s'agit de variables endogènes, d'effets fixes, d'hétéroscédasticité et d'autocorrélation au sein du terme d'erreur. En combinant des équations de niveau et de différence, le système GMM améliore l'efficacité de l'estimation et réduit les biais, ce qui en fait un outil puissant pour les chercheurs et les praticiens.

Les systèmes GMM utilisent des variables instrumentales pour résoudre les problèmes d'endogénéité. Par exemple, les niveaux décalés de la variable dépendante peuvent être utilisés comme instruments dans les équations de différence, tandis que les différences décalées peuvent être utilisées comme instruments dans les équations de niveau. Bien que le système GMM soit puissant, ses hypothèses doivent être soigneusement examinées. Par exemple, l'efficacité de l'instrument est très importante et doit être vérifiée à l'aide de tests tels que le test de Sargan et le test de Hansen, conçus pour détecter les restrictions excessives.

La méthode GMM est basée sur la condition d'orthogonalité entre la variable de retard et le terme d'erreur, tant en différence première que dans le plan. Si le modèle dynamique est exprimé en différences premières, l'équipement est exprimé en niveaux et vice versa.

III.1.6.1. Spécification et principe de la méthode GMM

Un modèle dynamique est un modèle dans lequel un ou plusieurs retards de la variable dépendante figurent comme variables explicatives. À l'inverse des GMM en panel dynamique, les techniques économétriques standards comme les MCO ne permettent pas d'obtenir des estimations sans biais d'un tel modèle, à cause de la présence de la variable dépendante retardée à droite de l'équation. Il s'en suit des estimations biaisées (Kripfganz, 2019).

La méthode GMM repose sur les conditions d'orthogonalité entre les variables retardées et le terme d'erreur, aussi bien en différences premières qu'en niveau. Lorsque le modèle dynamique est exprimé en différences premières, les instruments sont en niveau, et vice versa.

Dans le modèle à estimer, l'utilisation des variables retardées comme instruments diffère selon la nature des variables explicatives (Goaied & Sassi, 2012):

- Pour les variables exogènes, leurs valeurs courantes sont utilisées comme instruments ;
- Pour les variables prédéterminées ou faiblement exogènes (des variables qui peuvent être influencées par les valeurs passées de la variable dépendante, mais qui restent non corrélées aux réalisations futures du terme d'erreur), leurs valeurs retardées d'au moins une période peuvent être utilisées comme instruments ;
- Pour les variables endogènes, leurs valeurs retardées de deux périodes et plus peuvent être des instruments valides.

La validité des instruments sélectionnés peut être confirmée ou infirmée à l'aide des tests Hansen et Sargan. Ces tests disposent de deux estimateurs GMM à panel dynamique : l'estimateur GMM en différence première et l'estimateur GMM système.

Dans une approche dynamique des données de panel, le cadre général d'un modèle autorégressif d'ordre p avec un régresser supplémentaire X_{it} peut-être spécifié comme suit (Baltagi, 2005):

$$Y_{it} = \lambda Y_{it-1} + \dots + \lambda_p Y_{it-p} + \beta X'_{it} + \varepsilon_{it} \quad \text{Où } t = 1, \dots, T, i = 1, \dots, N$$

Ici a_i est un effet individuel invariant dans le temps dont le traitement peut être fixe ou aléatoire, ε_{it} représente un terme de perturbation supposé non corrélé avec X_{it} , mais pour notre cas, la spécification générale de l'équation (2) se réduit à un modèle du premier ordre. En conséquence, le choix des effets fixes et aléatoires produit des estimations cohérentes et efficaces, alors que les modèles dynamiques, quelle que soit la façon dont ces derniers sont traités, dépendent de a_i et vice versa (Verbeek, 2009).

Cependant, Arellano & Bond (1991) ont introduit une procédure en deux étapes basée sur la différenciation et la mesure pour fournir des estimations cohérentes et efficaces, Cette endogénéité est abordée en utilisant les résultats antérieurs sur la variable dépendante comme

premier instrument décalé. La deuxième alternative est le système GMM proposé par Arellano et Bover (1995) et Blundell et Bond (1998). Dans ce système, la variable dépendante retardée de l'équation (1) est mesurée en utilisant les différences du premier ordre comme instrument.

Par rapport au GMM différentiel, les systèmes GMM ont l'avantage de permettre l'introduction d'équipements supplémentaires et d'augmenter l'efficacité de l'estimation. Arellano et Bover (1995) ont montré que ce dernier point est particulièrement vrai pour les panels comportant de petites périodes de temps. Ce modèle nécessite l'hypothèse supplémentaire selon laquelle le produit de différence première n'est pas corrélé avec a_i . Cependant, une distinction est faite entre les méthodes GMM en différence première et les méthodes GMM en système.

III.1.6.2. La méthode GMM en différence première

L'estimateur GMM en différences premières d'Arellano et Bond (1991) consiste à prendre pour chaque période la première différence de l'équation à estimer pour éliminer les effets spécifiques individuels. On obtient :

$$\Delta Y_{it} = \beta \Delta Y_{i,t-1} + \dots + \varphi \Delta X_{i,t} + \Delta \varepsilon_{i,t}$$

Avec : $t = 1, \dots, T, i = 1, \dots, N$

Dans ce cas, nous supposons que les erreurs ε_{it} ne sont pas corrélées en série, sinon les estimateurs sont incohérents. Il s'agit ensuite d'instrumenter la variable endogène retardée par ses valeurs passées de 2 périodes et plus. Cependant, cette méthode ne permet pas d'identifier l'effet des facteurs invariants dans le temps (Goaied & Sassi, 2012).

Les estimateurs de données de panel à effets fixes ou aléatoires ne sont pas appropriés même pour l'équation en première différence. Contrairement à un modèle statique, les moindres carrés ordinaires sur les variables en premières différences produisent des estimations incohérentes car le régresser ΔY_{it-1} est corrélé avec l'erreur $\Delta \varepsilon_{it}$, même si les ε_{it} ne sont pas corrélés en série. Pour ε_{it} non corrélé en série, le terme d'erreur du modèle en différence première $\Delta \varepsilon_{it} = \varepsilon_{it} - \varepsilon_{it-1}$ a une corrélation avec $\Delta Y_{it-1} = Y_{it-1} - Y_{it-2}$ parce que Y_{it-1} dépend de ε_{it-1} .

Cependant, $\Delta \varepsilon_{it}$ n'est pas corrélé avec ΔY_{it-k} pour $k \geq 2$, ouvrant la possibilité d'une estimation en utilisant des variables retardées comme instruments (Cameron & Trevedi, 2009).

L'estimateur d'Arellano-Bond utilise une stratégie d'estimation à variable instrumentale basée sur l'hypothèse que $E(Y_{ik}, \Delta \varepsilon_{it}) = 0$ pour tout $k \leq t - 2$ dans l'équation de niveau, de sorte que les retards $Y_{it-2}, Y_{it-3}, Y_{it-4}$, et ainsi de suite peuvent être utilisés comme instruments dans la première équation différentielle.

L'estimateur GMM en différence première, introduit par Arellano et Bond (1991), consiste à utiliser le niveau décalé d'une variable considérée comme endogène comme variable instrumentale. En conséquence, les variables endogènes prédéterminées n'étaient plus corrélées au terme d'erreur estimé du modèle. De plus, l'estimateur GMM nous permet de supprimer les effets fixes spécifiques au pays dans la première variance. Parfois, les niveaux de variables décalées sont des instruments faibles. Dans ce cas, il faut choisir la deuxième option, l'estimateur système GMM développé par Arellano et Bover (1995) et Blundell et Bond (1998). Cette dernière consiste à construire un système utilisant deux équations. La première différence est le premier niveau (équation initiale) et le second. Vous pouvez obtenir plus d'instruments en ajoutant des équations supplémentaires. Dans l'équation de niveau, la variable est donnée par la différence première, c'est dit comme ça.

Cependant, dans le cadre de notre étude, le premier modèle GMM différence première serait :

$$1. \Delta LPIBH_{it} = \delta \Delta LPIB_{it-1} + \alpha \Delta LFBCF_{it} + \beta \Delta LMIGR N_{it} + \delta \Delta LCH_{it} + \varphi \Delta LPOPACT_{it} + \mu_1 \Delta LENV F_{it} + \mu_2 \Delta LTXCH_{it} + \mu_3 \Delta CC_{it} + \mu_4 \Delta SPO_{it} + \varepsilon_{it}$$

$$2. \Delta LPIBH_{it} = \delta \Delta LPIB_{it-1} + \alpha \Delta LFBCF_{it} + \gamma \Delta LIDE_{it} + \delta \Delta LCH_{it} + \varphi \Delta LPOP_{it} + \mu_1 \Delta LTXCH_{it} + \mu_2 \Delta CC_{it} + \mu_3 \Delta SPO_{it} + \varepsilon_{it}.$$

Ces deux modèles étudient l'analyse de l'impact de la migration et des IDE sur la croissance économique en Afrique subsaharienne.

III.1.6.3. La méthode GMM en système

L'estimateur GMM en système de Blundell et Bond (1998), combine les équations en différences premières avec les équations en niveau. Les instruments dans l'équation en différences premières sont exprimés en niveau, et vice versa (Goaied & Sassi, 2012).

$$\left\{ \begin{array}{l} \Delta Y_{it} = \gamma \Delta Y_{it-1} + \dots + \gamma \Delta Y_{it-p} + \Delta \beta X'_{it} + \Delta \varepsilon_{it} \\ Y_{it} = \gamma Y_{it-1} + \dots + \gamma Y_{it-p} + \beta X'_{it} + \varepsilon_{it} \end{array} \right.$$

Les principaux tests en panels dynamiques, reposent sur les hypothèses suivantes, à accepter.

Test de Sargan :

H₀. Les instruments sont valides.

- Absence de corrélation sérielle des résidus.

H₁ : Corrélation négative d'ordre 1 des résidus.

H₀ : Absence de corrélation d'ordre 2 des résidus.

De plus, Blundel et Bond (1998) ont montré à l'aide des simulations de Monte Carlo que l'estimateur GMM en système est plus performant que celui en différences premières, ce dernier donne des résultats biaisés dans des échantillons finis lorsque les instruments sont faibles.

Dans ce cas, nous considérons la technique « système GMM (SY-GMM) » comme un moyen d'obtenir une estimation efficace et non biaisé des paramètres de notre modèle de régression. Celle-ci a été proposée par Arellano & Bover (1995). De plus, d'autres économistes tels que Blundell & Bond (1998,2000) suggèrent cette technique, car elle semble conduire à une réduction du biais potentiel et de l'imprécision des coefficients estimés.

Cependant, il paraît important de préciser que la pertinence de cette méthode dépend de la validité des instruments introduits dans le modèle tels que les variables retardées. Comme Roodman (2009) l'a précisé dans son étude, un nombre trop élevé de variables instrumentales peut fausser l'estimation du modèle, en raison d'un plus grand nombre d'instruments par rapport aux observations. À l'instar de Boubtane & Al. (2016), nous avons choisi d'utiliser comme instruments les variables retardées de deux années de notre modèle.

Ensuite, nous considérons deux tests de spécifications à propos de la validité des instruments ainsi qu'à propos de la cohérence de la méthode d'estimation des moments système GMM. Le premier est un test de corrélation, lequel teste l'hypothèse nulle d'absence de corrélation dans les résidus de l'équation étudiée. Le second est un test de validité des instruments, lequel teste l'hypothèse nulle d'absence de corrélation avec le terme d'erreur (Mathieu, 2015).

Enfin, la validité du système GMM (SY-GMM) repose à la fois sur le test de Sargan ou le test de Hansen de sur-identification ainsi que le test d'autocorrélation (Arrellano et Bond, 1991) de second ordre, dans lesquels les hypothèses nulles ne doivent pas être rejetées

Il revient enfin d'estimer pour le cas de notre étude, les modèles suivant :

$$\Delta LPIB_{it-1} = \Delta LPIB_{it-1} + \alpha \Delta LFBCF_{it} + \beta \Delta LMIGR N_{it} + \gamma \Delta LCH_{it} + \varphi \Delta LPOPACT_{it} + \mu_2 \Delta LENV F_{it} + \mu_3 \Delta LTXCH_{it} + \mu_4 \Delta CC_{it} + \mu_5 \Delta SPO_{it} + \varepsilon_{it}$$

$$LPIBH a_{it} = a_i + \delta LPIB_{it-1} + \alpha LFBCF_{it} + \beta LMIGR N_{it} + \gamma LCH_{it} + \varphi LPOPACT_{it} + \mu_1 LENV F_{it} + \mu_2 LTXCH_{it} + \mu_3 CC_{it} + \mu_4 SPO_{it} + \varepsilon_{it}$$

$$\Delta LPIB_{it-1} = \delta \Delta LPIB_{it-1} + \alpha \Delta LFBCF_{it} + \gamma \Delta LIDE_{it} + \delta \Delta LCH_{it} + \varphi \Delta LPOP_{it} + \mu_2 \Delta LTXCH_{it} + \mu_3 \Delta CC_{it} + \mu_4 \Delta SPO_{it} + \varepsilon_{it}$$

$$LPIB_{it} = a_i + \delta LPIB_{it-1} + \alpha LFBCF_{it} + \gamma LIDE_{it} + \delta LCH_{it} + \varphi LPOP_{it} + \mu_2 LTXCH_{it} + \mu_3 CC_{it} + \mu_4 SPO_{it} + \varepsilon_{it}$$

Ces modèles mettent en évidence la migration et des investissements directs étrangers sur la croissance économique en Afrique subsaharienne.

En outre, les modèles à impact d'interaction analysent comment les migrations interagissent avec le variable investissement direct étranger pour influencer la croissance économique en Afrique subsaharienne :

$$\Delta LPIBH a_{it} = \delta \Delta LPIB_{it-1} + \alpha \Delta LFBCF_{it} + \beta \Delta LMIGR * IDE_{it} + \gamma \Delta LCH_{it} + \varphi \Delta LPOPACT_{it} + \mu_1 \Delta LIDE_{it} + \mu_2 \Delta LENV F_{it} + \mu_3 \Delta LMIG_{it} + \mu_4 LTXCH_{it} + \mu_5 \Delta CC_{it} + \mu_6 \Delta SPO_{it} + \varepsilon_{it}$$

$$LPIBH a_{it} = a_i + \delta LPIB_{it-1} + \alpha LFBCF_{it} + \beta LMIGR * IDE_{it} + \gamma LCH_{it} + \varphi LPOPACT_{it} + \mu_1 LIDE_{it} + \mu_2 LENV F_{it} + \mu_3 LMIG_{it} + \mu_4 LTXCH_{it} + \mu_5 CC + \mu_6 SPO_{it} + \varepsilon_{it}$$

III.1.6.4. Tests économétriques en panels dynamiques

L'estimateur des GMM a deux tests :

- Le test de sur-identification de Sargan/Hansen (1958), qui nous permet de tester la validité des variables retardées comme instruments;

-
- Le test d'autocorrélation d'Arellano et Bond (1991) où l'hypothèse nulle est l'absence d'autocorrélation de premier ordre des erreurs de l'équation en niveau.

Deux conditions sont à respecter en GMM dont la bonne identification des instruments (test de Sargan) et l'absence d'autocorrélation entre les résidus (test d'Arellano et Bond).

Pour le test de Hansen, la statistique J-stat est interprétée comme un indicateur de spécification. Pour les 2 modèles estimés, si la probabilité associée est supérieur à 5% donc on accepte l'hypothèse H0 de validité du modèle estimé du point de vue identification.

III.1.6.5. Test de validité des instruments

Le test de sur-identification de Sargan permet de tester la validité des instruments utilisés dans les régressions en données de panel. Le test est basé sur la statistique :

$$\hat{\varepsilon}_{it}^2 \hat{S} = \frac{n}{\sigma^2} \overline{\widehat{v}_{it}' Z_{it}' Z_{it} Z_{it}'^{-1} \widehat{v}_{it} Z_{it}'}$$

Où Z_{it} désigne la matrice des instruments. La statistique du test suit la loi de chi-deux à $I-P$ degrés de liberté, avec I le nombre des instruments et P le nombre de paramètres à estimer.

Pour un niveau de significativité, le corps d'hypothèses à tester est le suivant:

$$H_0 : E \left(z_{it}' (y_{it} - x_{it} \tilde{\beta}) \right) = 0 \text{ (Les instruments sont valides).}$$

$$H_1 : E \left(z_{it}' (y_{it} - x_{it} \tilde{\beta}) \right) \neq 0 \text{ (Les instruments ne sont pas valides).}$$

Une condition cruciale pour réaliser le test de Sargan/Hansen est que le modèle soit suridentifié : c'est-à-dire le nombre d'instruments doit être strictement supérieurs au nombre de variables endogènes.

Le test de Sargan pose comme hypothèse nulle H0, l'absence de corrélation entre les instruments et les résidus. Si cette hypothèse est rejetée, alors les estimations ne sont pas efficientes.

Lorsque la probabilité associée à la statistique de Sargan/Hansen est supérieure à 5 %, on ne peut donc pas rejeter l'hypothèse nulle H0 de validité des instruments.

III.1.6.6. Test d'autocorrélation sérielle d'Arrelano et Bond

Le test d'autocorrélation sérielle d'arellano et Bond permet de faire l'évaluation en appliquant l'hypothèse selon laquelle il y a l'absence d'autocorrélation des résidus dans le temps. De plus, ce test se pointe sur l'hypothèse nulle testant l'absence de corrélation en série du second ordre.

Cependant, par construction ce test d'Arellano-Bond montre qu'il y a toujours d'autocorrélation du première AR(1) du fait que nous estimons un modèle dynamique ou le premier retard de la variable dépendante est compris parmi les variables indépendantes.

Ainsi, lorsque la probabilité associée au test d'autocorrélation d'arellano- Bond d'ordre deux ou AR(2) est inférieur à 5% on n'accepte pas l'hypothèse nulle d'absence d'autocorrélation. Dans ce cas nous examinons une autre régression dynamique de déviation "déviation orthogonale". En effet, pour le processus d'autocorrélation d'ordre trois, AR(3) le test d'Arellano-Bond présente toujours un résultat non-significatif ne permettant pas de rejeter l'hypothèse nulle (Fiordelisi & Ricci, 2014). Dès lors, nous clôturons ce point traitant ce test d'autocorrélation d'arellano -Bond en spécifiant les hypothèses statistiques qui le sont associées.

H0: Il y'a absence d'autocorrélation des erreurs

H1: Il ya présence d'autocorrélation des erreurs

Section 2 : Présentation des variables et leurs signes attendus

Dans cette section, nous présentons toutes les variables qui sont au cœur de cette étude et en décrivant les effets attendus associés à chacune d'entre elles.

III.2.1. Sources, présentation des variables, définitions et leurs signes des données attendus

Les données des variables utilisées dans ce travail sont de sources secondaires. Les statistiques sont prélevées dans différentes sources à savoir : World Development Indicators (WDI), world Governance Indicators(WGI), Indice de Développement Mondiale (IDM) et Organisation International du Travail (OIT) relatives aux pays de l'Afrique Subsaharienne.

Les données retenues vont de 1996 à 2023 pour tenir compte non seulement de leur disponibilité, mais aussi de leur qualité, et de la nécessité de recueillir à la fois des informations sur toutes les

variables retenues. Cette période fournit des observations pour l'ensemble des pays de l'étude, qui seront traitées conformément aux procédures des données en panel.

III.2.1.1. La variable dépendante PIB par Habitant, indicateur de la croissance économique

Cette variable PIB par habitant désigne le PIB par habitant, pour capter l'effort de production de la richesse nationale par habitant de chaque pays. Le niveau de richesse nationale d'un pays peut influencer les décisions de migration. Les pays offrant des opportunités économiques plus élevées peuvent attirer davantage de migrants en quête d'emploi et de meilleures conditions de vie. Les auteurs comme Chen et *al.* (2018) et Nguyen et *al.* (2021) ont utilisé cette variable dans leur recherche afin de capter comment le niveau de développement économique influence les migrations. Cet indicateur a été utilisé par plusieurs économistes comme Solow (1956) et Lucas (1988).

III.2.1.2. Formation Brute du Capital Fixe

Le capital physique désigne (Formation brute de capital fixe), se définit comme étant à la fois le stock d'équipements, d'outils, d'instruments, d'infrastructures, ainsi que les structures de production de biens et services. Il désigne également l'ensemble des acquisitions des éléments productifs et les infrastructures de base (routes, barrages, ponts, écoles, hôpitaux). Formation brute de capital fixe désigne aussi les investissements domestique en pourcentage du PIB sont évalués par la, après soustraction des investissements directs étrangers (IDE).

Cette variable englobe à la fois les investissements productifs et ceux liés aux infrastructures. On s'attend à un coefficient positif (Gakpa, 2019).

III.2.1.3. Migration nette

Migration nette désigne le nombre de personnes ayant migrées considérés comme proxy de la migration. Le signe attendu de cette variable migration est positif (Dairo & Chambossou, 2024).

III.2.1.4. Investissement direct étranger

Les investissements directs étrangers (IDE) désignent les mouvements internationaux de capitaux réalisés par des entités résidentes d'une économie pour acquérir un intérêt durable dans une entité résidente d'une autre économie. De même le flux des IDE entrants vient renforcer le stock de capital physique existant dans un pays, il ne peut qu'influencer positivement la

croissance économique (Youbi & Joseph, 2023)&(Raymond et al., 2020). Le signe attendu de son coefficient est positif.

III.2.1.5. Capital Humain

Le capital humain (*Human*) est approché par le taux brut de scolarisation primaire. En effet, un stock de capital humain plus élevé suppose une facilitation de la transmission des innovations technologiques, permettant l'augmentation de la productivité grâce à une utilisation plus efficace des investissements et par conséquent, une amélioration de la croissance (Ndefo, 2003). Le signe de son coefficient devrait être positif

III.2.1.6. Population total active

Cette variable représente d'une certaine manière l'évolution de la taille du marché potentiel pour les capitaux étrangers (Gakpa, 2019). C'est aussi la population comprenant des personnes des deux sexes âgés entre 15 ans et 64 ans constituant la main d'œuvre aux fins de production des biens et services. Elle est la force de travail d'un pays et doit être de qualité pour être compétitive. Un coefficient positif est attendu.

III.2.1.7. Envois de fonds des migrants

La variable envois de fonds des migrants (ENFM) sont les transferts d'argent envoyés par des migrants à leurs familles dans leur pays d'origine et sont souvent utilisés comme un proxy pour mesurer divers aspects socio-économiques, en particulier dans les pays en développement.

Dans notre étude il mesure la migration. Ces envois de fonds sont utilisés comme proxy de la migration en s'inspirant des travaux de Caglar et Demirhan (2016) qui l'ont utilisé comme mesure de la pauvreté en soulignant que les envois de fonds peuvent être un complément utile aux indicateurs de mesure de pauvreté traditionnels, tels que le revenu par habitant ou le seuil de pauvreté national. Aussi Mishra et Mansoor (2010) présentent une analyse globale des envois de fonds, de leur rôle dans la réduction de la pauvreté et améliore la croissance économique des pays d'origine (Julios & Foster, 2024). Il est attendu pour cette variable un signe positif.

III.2.1.8. Le taux de chômage

Le taux de chômage, défini comme la proportion de la population active sans emploi et recherchant activement un emploi, le taux de chômage qui est un indicateur clé de la santé économique d'un pays.

Un taux de chômage élevé peut inciter les individus à rechercher des opportunités ailleurs, tandis qu'un taux de chômage bas peut encourager la migration de travailleurs qualifiés est un proxy du chômage.

Comme Ravallion (2001), qui utilise le taux de chômage pour analyser l'impact du chômage sur la croissance économique dans les pays en développement, en montrant que la hausse du chômage se traduit par une augmentation significative du taux de pauvreté nous utilisons le taux de chômage comme proxy du chômage (Julios & Foster, 2024). Il est attendu pour cette variable un signe positif.

III.2.1.9. Stabilité politique

La stabilité politique procure un environnement favorable à l'investissement. Le risque politique exprime la menace de déstabilisation et de soumission à l'arbitraire, au mépris de l'Etat de droit dans le pays d'accueil. Le risque politique se matérialise généralement par des coups d'Etat, guerres civiles, émeutes, expropriations d'actifs, blocages des comptes et des fonds, terrorisme, conflits régionaux, népotisme, corruption, crimes organisés...etc. Les pays marqués par l'instabilité politique, les conflits ou les troubles sociaux peuvent être évitées par les migrants au profit de pays offrant un environnement politique stable et sûr. Les auteurs comme Yang et *al.* (2018) ; Jones et *al.* (2020) et Gomez et *al.* (2023) les ont utilisé dans leurs travaux respectifs. Nous nous référons à l'indice « *Political Stability and Absence of Violence* » (stabilité politique et absence de violence). Il est attendu pour cette variable un signe positif (Sarah & Mohamed, 2014).

III.2.1.10. Contrôle de la corruption

Le contrôle de la corruption (CC) est évalué à partir d'un indicateur qui apprécie l'effort des Etats en matière de lutte contre la corruption. La construction de cet indicateur est faite par l'Institut de la Banque Mondiale en charge des questions de gouvernance dans le monde. Sur

la base des avis des experts, il est attribué à chaque pays un score variant entre -2,5 et +2,5. Le pays qui enregistre un score de -2,5 est considéré comme celui dont l'effort en matière de lutte contre la corruption est inexistant, et celui dont le score est +2,5 signifie absence de corruption.

La plupart des travaux théoriques et empiriques montrent que le contrôle de la corruption affecte positivement l'attractivité des IDE et la croissance économique (Raymond et al., 2020). Le signe attendu du coefficient de la variable contrôle de la corruption est positif. Le tableau suivant donne la source, Présentation des variables, définitions et leurs signes attendus des données.

Tableau 1 : Sources, Présentation des variables, définitions et leurs signes attendus des données

Variables	Définition	sources	Signes	Auteurs
Variables dépendante : PIB/Ha	Produit intérieur brut par habitant en dollars constant 2015	WDI	+	Chen et al. (2018), Nguyen et al. (2021), Solow (1956) et Lucas (1988).
Variables explicatives :				
FBCF	Formation brute du capital fixe en % du PIB	IDM	+	(Gakpa, 2019).
MIGR N	Migration nette	IDM	+	(Dairo & Chambossou, 2024).
IDE	Investissement direct étranger en % du PIB, entres nettes	IDM	+	(Raymond et al., 2020)
CH	Nombre d'années de scolarité primaire utilisée comme indice du capital humain	PWT	+	(Ndefo, 2003).
SPO	Stabilité politique et absence de violence	WGI	+	Yang et al. (2018), Jones et al. (2020) et Gomez et al. (2023)
CC	Contrôle de corruption et absence de violence	WGI	+	(Raymond et al., 2020).
TXCH	Taux de chômage	OIT	+	Ravallion (2001), (Julios & Foster, 2024)
POP ACT	Population active total	IDM	+	(Johnson, 2015).
ENV F M	Envois ou transferts des fonds des migrants	IDM	+	Caglar et Demirhan (2016), Mishra et Mansoor (2010)

Conclusion du troisième chapitre

Le présent chapitre décrit le cadre méthodologique des migrations et investissements directs étrangers sur la croissance économique en tenant compte sur la spécification du modelé, des tests appropriés sur cette étude ainsi que la présentation et sources des variables utilisés dans notre étude. Mais, l'analyse économétrique des données de panel offre la possibilité d'étudier un sujet spécifique sur une période de temps définie dans différents endroits. Les données de panel, qui combinent à la fois des observations transversales et temporelles, sont particulièrement appropriées pour estimer des modèles et mettre à l'épreuve, les théories qui les sous-tendent.

Dans ce chapitre, nous avons développé la méthodologie des données de panel et défini le cadre théorique des tests de spécification du modèle. Nous avons présenté les données de panel, expliqué le contexte général d'analyse et décrit les techniques les plus courantes de modélisation des données de panel, aussi bien dans le contexte statique que dynamique. Sur le plan théorique, nous avons présenté différents estimateurs pour les modèles dynamiques de données de panel, qui seront utilisés pour l'estimation dans notre étude. Enfin, nous avons présentés les variables utilisées dans ces modèles qui sont aux cœurs de notre analyse économétrique.

Dans le chapitre suivant, nous appliquons ces méthodes et discutons les résultats empiriques obtenus. Notre objectif principal est d'analyser les impacts des migrations et des investissements directs étrangers sur la croissance économique en Afrique subsaharienne.

CHAPITRE IV: PRESENTATION, ANALYSE, DISCUSSION ET INTERPRETATION DES RESULTATS

Introduction

Une série d'analyses de régression et de tests économétriques ont été menées pour déterminer la nature de l'impact de la migration et investissement direct étranger sur la croissance économique en Afrique subsaharienne et la signification globale du modèle. L'interprétation générale des résultats de cette étude se fait en analysant les signes des coefficients correspondant aux variables indépendantes retenues et leurs probabilités associées pour évaluer l'importance des variables ou du modèle dans son ensemble.

Lorsqu'on attribue à une variable indépendante un coefficient statistiquement différent de zéro, dans ce cas avec une probabilité associée inférieure à 5 %, sa contribution à la variance de la variable dépendante est déterminée par le signe de ce coefficient. Un signe positif indique une contribution positive et un signe négatif indique une contribution négative.

Ce chapitre est divisé en deux sections : La première section examine les impacts de la migration et investissement direct étranger sur la croissance économique en Afrique subsaharienne, tandis que la deuxième section examine leur interaction.

Section 1 : Etude de l'impact de la migration et investissement direct étranger sur la croissance économique en Afrique Subsaharienne

Dans cette section, nous présentons les résultats d'estimation, les résultats des tests économétriques ainsi que leur interprétation tant pour GMM en différence qu'en système dans le cadre d'étude de l'impact directe de la migration et investissement direct étranger sur la croissance économique en Afrique subsaharienne.

Ces phénomènes sont étudiés individuellement dans cette section et ce sont les résultats du GMM en système qui font objet d'interprétation définitive. Nous avons constaté que lors de l'estimation et interprétations des résultats sont considérées les résultats de GMM en système est plus performants qu'en différence première.

NB : il convient de noter que les résultats du modèle GMM en système sont recommandés pour l'interprétation finale.

IV.1.1. Etude de l'impact de la migration sur la croissance économique en Afrique subsaharienne

Dans le cadre de l'étude l'impact de la migration sur la croissance économique en Afrique subsaharienne, le modelé que nous avons utilisées dans nos résultats est une modification du modelé de Dolado & Al. (1994) ainsi que Boubtane & al. (2016).

Ainsi, le modèle GMM en différences premières estimé, pour lequel nous présentons les résultats, est le suivant :

$$\Delta LPIBHa_{it} = \delta \Delta LPIB_{it-1} + \alpha \Delta LFBFCF_{it} + \beta \Delta LMIGR N_{it} + \gamma \Delta LCH_{it} + \varphi \Delta LPOPACT_{it} + \mu_1 \Delta LENV F_{it} + \mu_2 \Delta LTXCH_{it} + \mu_3 \Delta CC_{it} + \mu_4 \Delta SPO_{it} + \varepsilon_{it}$$

Ainsi, le modèle estimé par GMM en système dont nous présentons les résultats est le suivant :

$$\left[\begin{array}{l} \Delta LPIBHa_{it} = \delta \Delta LPIB_{it-1} + \alpha \Delta LFBFCF_{it} + \beta \Delta LMIGR N_{it} + \gamma \Delta LCH_{it} + \varphi \Delta LPOPACT_{it} + \mu_1 \Delta LENV F_{it} + \mu_2 \Delta LTXCH_{it} + \mu_3 \Delta CC_{it} + \mu_4 \Delta SPO_{it} + \varepsilon_{it} \\ LPIBHa_{it} = a_i + LPIBHa_{it-1} + \alpha LFBFCF_{it} + \beta LMIGR N_{it} + \gamma LCH_{it} + \varphi LPOPACT_{it} + \mu_1 LENV F_{it} + \mu_2 LTXCH_{it} + \mu_3 CC_{it} + \mu_4 SPO_{it} + \varepsilon_{it} \end{array} \right.$$

Tableau 2 : Résultats d'estimation GMM en différence première et GMM en système

Variable	GMM en différence première		GMM en système	
	Coefficient	Probabilité	Coefficient	Probabilité
Variable endogène: $LPIBHa_{it}$				
Variable exogène:				
$LPIBHa_{it-1}$	0.863***	0.000	0.935***	0.000
$LFBCFa_{it}$	0.152**	0.034	0.693**	0.027
$LMIGRN_{it}$	0.024	0.199	0.063	0.841
LCH_{it}	0.125	0.321	0.270	0.930
CC_{it}	-0.123	0.986	0.037	0.948
$TXCH_{it}$	-0.013*	0.076	-0.177***	0.000
SPO_{it}	0.043	0.675	0.035	0.555
$LPOP ACT_{it}$	0.036**	0.037	0.387**	0.042
$LENV F M_{it}$	0.009	0.793	0.057**	0.033
Test d'autocorrélation d'Arrellano-Bond				
Autocorrélation AR(1)	Z=-5.5294	0.0000	Z=-1.9446	0.0008
Autocorrélation AR(2)	Z=-0.6246	0.9803	Z=-0.2291	0.8348
Autocorrélation AR(3)	Z=1.4387	0.8502	Z=0.6236	0.5329
Test de Sur-identification des instruments de Sargan-Hansen				
Moment en une étape	Chi2(203)=232.5994	0.6618	Chi2(241)=18.8024	1.0000
Moment en une étape et en deux étapes	Chi2(203) =22.0000	1.0000	Chi2(241)=23.0000	1.0000

Source : Auteur, à partir des estimations résulter de stata 17.

Avec : (***, ** et *) représentent leurs significativités des coefficients à 1%, 5% et 10%.

Compte tenu des résultats obtenus de GMM en différence première et de GMM en système, nous pouvons voir que les résultats des GMM en système sont améliorés par rapport aux résultats des GMM en différence première. L'analyse montre que la valeur de la probabilité liée à la statistique de Chi-deux du test de validité des instruments de Sargan/ Hansen (1958) est supérieure à 5%. Pour cette raison, nous acceptons l'hypothèse nulle selon laquelle les instruments utilisés sont valides, ce qui confirme leur pertinence. De plus, la probabilité du test d'autocorrélation d'ordre 2 est également supérieure à 5% soit ($P=0.8348$), ce qui nous amène à accepter l'hypothèse nulle.

En effet, cinq variables (le PIB par habitant, la formation brute du capital fixe, la population active, le taux de chômage et envois des fonds des migrants) sont significatives au seuil de 1%, 5%, 10% pour GMM en système contre quatre variables (le PIB par habitant, la formation brute du capital fixe, la population active et le taux de chômage) de GMM en différence première. Pour le taux de chômage le signe n'est pas celui attendu tandis que les autres variables les signes sont conformes est celui attendus.

Le niveau initial du PIB retardé d'une seule période à une influence positive et plus significative sur la croissance économique de la période courante au seuil de 1%. Cela signifie que la richesse créée à la période passée contribue à accroître la croissance du PIB par habitant de la période actuelle. Mes résultats confirment par les auteurs comme Chen *et al.* (2018) et Nguyen *et al.* (2021) ont utilisé cette variable dans leur recherche afin de capter le niveau de développement économique.

Blundel et Bond (1998) a recommandé que nous interprétons les résultats du GMM en système. Les résultats de l'analyse montrent que la formation brute du capital fixe a une influence positive et statistiquement significative sur la croissance économique en ASS au seuil de 5%. Plus précisément, une augmentation de 1 point de pourcentage de la formation brute du capital fixe est associée à une augmentation de 0,693 % du PIB par habitant, toutes choses étant égales par ailleurs. Mes résultats sont cohérents avec ceux de (Johnson, 2015 et Gakpa, 2019) qui ont également trouvé une corrélation positive significative entre la formation brute de capital fixe et le PIB par habitant en Afrique subsaharienne.

Leurs résultats ont mis en évidence une relation positive et significative entre la formation brute de la capitale fixe et le PIB par habitant, soulignant l'importance des bâtiments, des infrastructures et des équipements peuvent contribuer à stimuler la croissance économique dans la région de l'Afrique subsaharienne.

De même, la population active totale a une influence positive et statistiquement significative sur la croissance économique en ASS au seuil de de 5%. Plus précisément, une augmentation de 1 point de pourcentage de la population active totale est associée à une augmentation de 0,387 % du PIB par habitant, toutes choses étant égales par ailleurs. Mes résultats sont cohérents avec les travaux ceux (Johnson, 2015) qui ont également trouvé une corrélation positive significative entre la population active totale et le PIB par habitant en Afrique subsaharienne. Leurs résultats ont mis en évidence une relation positive et significative entre la population active et le PIB par habitant, soulignant l'importance de la main-d'œuvre pour favoriser la croissance économique dans la région.

Dans le même esprit, le taux de chômage a également des effets négatifs et significatifs au seuil de 1%. Mes résultats sont cohérents avec ceux de Ravallion (2001) qui utilise le taux de chômage pour analyser l'impact du chômage sur la croissance économique dans les pays en développement, en montrant que la hausse du chômage se traduit par une augmentation significative du taux de pauvreté, et ceux des travaux de loi d'Okun montre dans le cas de l'économie des Etats-Unis, l'existence d'une relation négative entre la croissance économique et le taux de chômage aux Etats-Unis pour la période de 1947 à 1960. En effet, une augmentation de 1 point de pourcentage du taux de chômage entraîne une diminution de 0,177 % du PIB par habitant, toutes choses étant égales par ailleurs. Leurs résultats ont mis en évidence une relation négative et significative entre le taux de chômage et le PIB par habitant, soulignant que la hausse du chômage peut entrave la croissance économique dans la région de l'Afrique subsaharienne.

Enfin, les envois des fonds des migrants à également des effets positifs et significatifs au seuil de 5%. Mes résultats sont cohérents avec ceux de Mishra et Mansoor (2010) présentent une analyse globale des envois de fonds, de leur rôle dans la réduction de la pauvreté et améliore la croissance économique des pays d'origine. En effet, une augmentation de 1 point de pourcentage des envois des fonds des migrants entraîne une augmentation de 0,057 % du PIB par habitant, toutes choses étant égales par ailleurs.

Leurs résultats ont mis en évidence une relation négative et significative entre les envois des fonds des migrants et le PIB par habitant, soulignant l'importance du bien-être de leur famille, réduisant la pauvreté peuvent contribuer à stimuler la croissance économique dans la région de l'Afrique subsaharienne.

En interprétant ces résultats et par comparaisons aux études antérieures, l'importance des migrations dans le processus de croissance économique des pays en développement, en particulier en Afrique subsaharienne (ASS), nous remarquons que les migrations nettes ont un impact positive sur la croissance économique en Afrique subsaharienne. Dans la manière de voir les choses les résultats révèlent que les migrations nettes impactent positivement la croissance économique en Afrique subsaharienne, bien que son impact ne soit pas statistiquement significatif. Mes résultats sont en accord avec les conclusions d'autres chercheurs, Reichlin et Rustichini (1998), Boubtane et al. (2013) ont un impact positif entre le PIB par habitant et la migration nette pour vingt-deux pays de l'OCDE, sur la période allant de 1987 à 2009.

IV.1.2. Etude de l'impact des investissements directs étrangers sur la croissance économique en Afrique subsaharienne

Dans le cadre de l'étude de l'impact des investissements directs étrangers sur la croissance économique en Afrique subsaharienne, le modelé que nous avons utilisées dans nos résultats est une incorporation du modèle de Dolado & Al. (1994).

Ainsi, le modèle GMM en différence première estimé, pour lequel nous présentons les résultats, sont les suivantes :

$$\Delta LPIB_{it} = \delta \Delta LPIB_{it-1} + \alpha \Delta LFBCF_{it} + \gamma \Delta LIDE_{it} + \delta \Delta LCH_{it} + \varphi \Delta LPOP_{it} + \mu_1 \Delta TXCH_{it} + \mu_2 \Delta CC_{it} + \mu_3 \Delta SPO_{it} + \varepsilon_{it}$$

Ainsi, le modèle estimé par GMM en système dont nous présentons les résultats sont les suivantes :

$$\Delta LPIB_{it} = \delta \Delta LPIB_{it-1} + \alpha \Delta LFBCF_{it} + \gamma \Delta LIDE_{it} + \delta \Delta LCH_{it} + \varphi \Delta LPOP_{it} + \mu_1 \Delta TXCH_{it} + \mu_2 \Delta CC_{it} + \mu_3 \Delta SPO_{it} + \varepsilon_{it}$$

$$LPIB_{it} = a_i + \delta LPIB_{it-1} + \alpha LFBCF_{it} + \gamma LIDE_{it} + \delta LCH_{it} + \varphi LPOP_{it} + \mu_1 LTXCH_{it} + \mu_2 CC_{it} + \mu_3 SPO_{it} + \varepsilon_{it}$$

Tableau 3 : Résultats d'estimation GMM en différence première et GMM en système

Variable	GMM en différence première		GMM en système	
	Coefficients	Probabilité	Coefficient	Probabilité
Variable endogène : $LPIBHa_{it}$				
Variable exogène:				
$LPIBHa_{it-1}$	0.644***	0.000	0.974***	0.000
$LFBCFa_{it}$	-0.045	0.355	0.658***	0.000
$LIDE_{it}$	0.025	0.721	0.074	0.543
LCH_{it}	0.468	0.345	0.028	0.893
LCC_{it}	0.065	0.583	-0.025	0.296
$LTXCH_{it}$	-0.017	0.222	-0.253**	0.032
$LSPO_{it}$	-0.128	0.835	0.013	0.459
$LPOP ACT_{it}$	0.219*	0.073	0.419**	0.024
Test autocorrélation d'Arrellano-Bond				
Autocorrélation AR(1)	Z=-8.5950	0.0000	Z=-2.5420	0.0010
Autocorrélation AR(2)	Z=-0.3865	0.6991	Z=-0.8802	0.9361
Autocorrélation AR(3)	Z=-1.0059	0.3145	Z=0.9257	0.3546
Test de Sur-identification des instruments de Sargan-Hansen				
Moment en une étape	Chi2 (233)=445.02212	0.7890	Chi2(276)=25.0576	1.0000
Moment en une étape et en deux étapes	Chi2(233)=31.0000	1.0000	Chi2(276)=31.0000	1.0000

Source : Auteur, à partir des estimations issues de Stata 17.

Avec : (***, ** et *) représentent leurs significativités des coefficients à 1%, 5% et 10%.

Compte tenu de ces résultats de GMM en différence première et de GMM en système, nous pouvons voir que les résultats de GMM en système sont améliorés par rapport aux résultats des GMM en différence première. En effet, quatre variables (le PIB par habitant, la formation brute du capital fixe, la population active et le taux de chômage) sont significatives au seuil de 1%, 5 %, 10% pour GMM en système contre deux variables (le PIB par habitant et la population active total) dans GMM en différence première. Pour le taux de chômage le signe n'est pas celui attendu tandis que les autres variables les signes sont conformes est celui attendus.

Comme l'a recommandé Blundel et Bond (1998), nous interprétons les résultats du GMM en système. L'interprétation des résultats du modèle GMM en système révèle qu'une relation significative entre le niveau initial du PIB et le PIB par habitant courant au seuil de 1%. Effectivement, mes résultats indiquent que lorsque le niveau initial du PIB augmente de 1 %, le PIB par habitant de la période courante connaît une augmentation de 0,97 %, toutes choses étant égales par ailleurs. Cela suggère que la richesse actuelle est largement influencée par la richesse générée dans les années précédentes. En d'autres termes, la croissance économique dans une période donnée favorise la croissance économique dans la période suivante. Mes résultats confirment les études de (Mankiw et al., 1992) que le PIB par habitant initial est prophète significatif du PIB par habitant à long terme.

De même, le taux de chômage a également des effets négatifs et significatifs au seuil de 5%. Mes résultats sont cohérents avec ceux de Ravallion (2001), qui utilise le taux de chômage pour analyser l'impact du chômage sur la croissance économique dans les pays en développement, en montrant que la hausse du chômage se traduit par une augmentation significative du taux de pauvreté. En effet, une augmentation de 1 point de pourcentage du taux de chômage entraîne une diminution de 0,253 % du PIB par habitant, toutes choses étant égales par ailleurs.

Pour d'autres variables de contrôle l'accroissement de 1 point de pourcentage de la formation brute du capital fixe et de la population active totale augmente respectivement le PIB par habitant de 0.65 et 0.419%.

L'analyse montre que la valeur de la probabilité liée à la statistique de Chi-deux du test de validité des instruments de Sargan/ Hansen (1958) est supérieure à 5%. Pour cette raison, nous acceptons l'hypothèse nulle selon laquelle les instruments utilisés sont valides, ce qui confirme leur pertinence.

De plus, la probabilité du test d'autocorrélation d'ordre 2 est également supérieure à 5% soit ($P=0.9361$), ce qui nous amène à accepter l'hypothèse nulle. Ainsi, nous pouvons conclure qu'il y a l'absence d'autocorrélation d'ordre 2 dans les séries de résidus.

En interprétant ces résultats et par comparaisons aux études antérieures, l'importance des investissements directs étrangers dans le processus de croissance économique des pays en développement, en particulier en Afrique subsaharienne (ASS). En effet, nous remarquons que les IDE ont une influence positive sur la croissance économique en Afrique subsaharienne.

Dans cette manière de voir les choses, les Investissements Directs Etrangers (IDE) impactent positivement la croissance économique en Afrique subsaharienne, bien que son effet ne soit pas statistiquement significatif. Mes résultats sont en accord avec les conclusions d'autres chercheurs, tels que BB. Ayenew (2022) a utilisé le modèle PMG/ARDL, en appliquant des tests de racine unitaire et de cointégration en panel, pour affiner ses estimations et évaluer les effets à court et à long terme des investissements directs étrangers (IDE) sur la croissance économique dans 22 pays d'Afrique subsaharienne sur une période allant de 2014 à 2022. Les résultats montrent qu'à long terme, les IDE ont un impact positif sur la croissance économique, même s'ils ne présentent pas de signification statistique à long et à court terme.

Section 2 : Etude d'interaction entre la migration et les investissements directs étrangers sur la croissance économique en Afrique subsaharienne

Cette section présente une seule estimation concernant les impacts d'interaction entre les migrations et les investissements directs étrangers sur la croissance économique en Afrique subsaharienne.

IV.2.1. Interaction entre la migration et les investissements directs étrangers sur la croissance économique en Afrique subsaharienne

Dans le cadre de cette étude, nous visons à évaluer l'interaction entre les migrations et les investissements directs étrangers sur la croissance économique en Afrique subsaharienne

Les modèles sont formulés de la manière suivante :

Ainsi, le modèle estimé par GMM en différence première dont nous estimons les résultats est le suivant :

$$\Delta LPIBHa_{it} = \delta \Delta LPIB_{it-1} + \alpha \Delta LFBCF_{it} + \beta \Delta LMIGRN * IDE_{it} + \gamma \Delta LCH_{it} + \varphi \Delta LPOPACT_{it} + \mu_1 \Delta LIDE_{it} + \mu_2 \Delta LENV F_{it} + \mu_3 \Delta LMIGN_{it} + \mu_4 LTXCH_{it} + \mu_5 \Delta CC_{it} + \mu_6 \Delta SPO_{it} + \varepsilon_{it}$$

Ainsi, le modèle estimé par GMM en système dont nous présentons les résultats est le suivant :

$$\left\{ \begin{array}{l} \Delta LPIBHa_{it} = \delta \Delta LPIB_{it-1} + \alpha \Delta LFBCF_{it} + \beta \Delta LMIGRN * IDE_{it} + \gamma \Delta LCH_{it} + \varphi \Delta LPOPACT_{it} + \\ \mu_1 \Delta LIDE_{it} + \mu_2 \Delta LENV F_{it} + \mu_3 \Delta LMIGN_{it} + \mu_4 LTXCH_{it} + \mu_5 \Delta CC_{it} + \mu_6 \Delta SPO_{it} + \varepsilon_{it} \\ LPIBHa_{it} = a_i + \delta LPIB_{it-1} + \alpha LFBCF_{it} + \beta LMIGRN * IDE_{it} + \gamma LCH_{it} + \varphi LPOPACT_{it} + \\ \mu_1 LIDE_{it} + \mu_2 LENV F_{it} + \mu_3 LMIGN_{it} + \mu_4 LTXCH_{it} + \mu_5 CC_{it} + \mu_6 SPO_{it} + \varepsilon_{it}. \end{array} \right.$$

Tableau 4 : Résultats d'estimation GMM en différence première et GMM en système

Variable	GMM en différence première		GMM en système	
	Coefficient	Probabilité	Coefficient	Probabilité
Variable endogène : <i>LPIBHa_{it}</i>				
Variable exogène:				
<i>LPIBHa_{it-1}</i>	0.802***	0.000	0.969***	0.000
<i>LFBCFa_{it}</i>	0.012***	0.000	0.723***	0.000
<i>LMIGN * IDE_{it}</i>	0.532*	0.073	0.713***	0.000
<i>LMIGN_{it}</i>	0.023	0.914	0.132	0.871
<i>LIDE_{it}</i>	0.043	0.784	0.025	0.652
<i>LCH_{it}</i>	-0.102	0.373	0.028	0.432
<i>SPO_{it}</i>	-0.023	0.632	-0.012	0.736
<i>CC_{it}</i>	-0.011	0.460	0.020	0.689
<i>LTXCH_{it}</i>	-0.036*	0.066	-0.235**	0.045
<i>LPOP ACT_{it}</i>	0.027***	0.000	0.413**	0.036
<i>LENV FO MIGR_{it}</i>	0.006*	0.071	0.053**	0.022
Test d'autocorrélation d'Arrellano-Bond				
Autocorrélation AR(1)	Z= -5.2611	0.0003	Z=-1.8771	0.0000
Autocorrélation AR(2)	Z= -0.2904	0.7715	Z= -0.5341	0.6943
Autocorrélation AR(3)	Z= -1.2424	0.7141	Z=0.8981	0.3691
Test de Sur-identification des instruments de Sargan-Hansen				
Moment en une étape	Chi2(172)=180 .0924	0.3208	Chi2(214)=12. 2841	1.0000
Moment en une étape et en deux étapes	Chi2(172)=22. 0000	1.0000	Chi2(214)=23. 0000	1.0000

Source : Auteur, à partir des estimations issues du Stata 17.

Avec : (***, ** et *) représentent leurs significativités des coefficients à 1%, 5% et 10%.

Les résultats du tableau ci-dessus indiquent que la probabilité associée au test de Sargan (1958) est supérieure à 5%. Donc, nous acceptons l'hypothèse nulle, ce qui signifie que le test de validité des instruments de Sargan/ Hansen ne nous permet pas de rejeter l'hypothèse de validité des instruments. De plus, les résultats du test d'autocorrélation sérielle d'ordre 2 d'Arellano et Bond (1998) montrent une probabilité associée supérieure à 5% soit ($P=0.6943$). Cela nous amène à accepter l'hypothèse nulle selon laquelle il n'y a pas d'autocorrélation sérielle d'ordre 2.

Mais, le PIB par habitant retardé d'une période influence positive est très significative sur le PIB par habitant initial avec un seuil de significativité de 1%. Cela indique que la richesse créée dans le passé contribue à accroître la croissance économique dans la période actuelle. Ensuite, les résultats de l'impact d'interaction entre la migration nette et investissement direct étranger (IDE) sur la croissance économique dans la région de l'ASS. Plus précisément, il met en évidence les effets indirects qui se produisent lorsque ces deux variables sont combinées ($MIGR\ N*IDE$). Par ailleurs, Cela suggère que l'interaction entre la migration et l'IDE stimuler la croissance économique dans la région. Lorsqu'ils sont combinés, ces deux facteurs agissent de manière synergique et renforcent mutuellement leurs effets positifs très significatifs sur la croissance économique au seuil de 1% en ASS. Ainsi, une augmentation de 1 point de pourcentage des stocks des connaissances des migrants et l'arrivée des investisseurs directs étrangers entraînent une augmentation de 0,713 % du PIB par habitant. Globalement, il est clair que lorsque la migration nette se renforce, les flux d'IDE en Afrique subsaharienne deviennent un moteur de croissance encore plus puissant du développement économique. Mes résultats sont cohérents avec les travaux de recherche d'Ortega et Peri (2009), Mouhoud (2012) ont abordé l'impact combiné de la migration nette et des IDE sur la croissance économique qui ont trouvé un impact positive pour la communauté des pays de l'Afrique centrale sur une période allant de 1990 à 2010.

Enfin, la mise en commun des migrations nettes et des investissements directs étrangers (IDE) crée un environnement propice à la croissance économique. En favorisant les migrants qualifiés, les investissements dans les infrastructures et la coordination des activités économiques. Elles stimulent ainsi l'innovation amenés par les migrants qualifiés, le transfert de connaissances des migrants et l'amélioration de l'efficacité des entreprises pour favorisent les IDE de s'investir tant local et internationaux, contribuant ainsi à la croissance économique durable.

Conclusion du quatrième chapitre

Le but principal de ce chapitre est de mener une étude empirique afin de tester leurs impacts des migrations et des investissements directs étrangers sur la croissance économique en Afrique subsaharienne. L'estimation des modèles dynamiques a été réalisée en utilisant deux méthodes : la méthode des moments généralisés (GMM) en différence et la méthode GMM en système. Cependant, c'est en cette dernière dont interprétons les résultats de GMM en système. Les résultats trouvés montrent la validité des instruments et l'absence d'autocorrélation des résidus pour le premier retard.

De plus, les résultats obtenus montrent que les migrations a un effet positif sur la croissance économique en Afrique subsaharienne, mais cette relation n'est pas statistiquement significative. Ce résultat confirme par les travaux de Boubtane et al. (2013) ont un impact positif entre le PIB par habitant et la migration nette pour vingt-deux pays de l'OCDE, sur la période allant de 1987 à 2009. Dans le même esprit, les résultats obtenus montrent que l'investissement direct étranger (IDE) a un effet positif sur la croissance économique en Afrique subsaharienne, mais cette relation n'est pas statistiquement significative. Autrement dit, bien que l'IDE puisse contribuer à la croissance économique, les résultats permettent d'affirmer avec certitude que cet effet est statistiquement non significatif dans cette analyse spécifique.

En revanchant, le taux de chômage en Afrique subsaharienne ont des effets négatifs est significatif cela entrave la croissance économique et l'augmentation de la pauvreté de cette région. Par contre, un meilleur état pour les envois de fonds des migrants pour la population d'Afrique subsaharienne serait un atout pour la croissance économique.

CONCLUSION GENERALE, RECOMMANDATION, LIMITES DE LA RECHERCHE**Conclusion générale**

L'objectif principal est d'étudier l'impact de la migration et IDE sur la croissance économique en Afrique subsaharienne, pour atteindre cet objectif, nous avons organisé notre travail autour de quatre chapitres.

Le premier chapitre de l'étude examine la littérature sur les migrations et les investissements directs étrangers (IDE) en lien avec les théories de la croissance économique. Il met en avant les théories de la croissance endogène, soulignant l'importance des investissements publics, des infrastructures et de la technologie en Afrique. Le chapitre traite aussi des impacts de la migration, y compris les remises de fonds et la fuite des cerveaux. Concernant les IDE, il analyse leurs flux, les secteurs concernés et leur influence sur la croissance, notant la corrélation avec la création d'emploi et le transfert de technologie. L'étude conclut que la migration et les IDE favorisent la croissance économique, mais que leur effet dépend du capital humain des migrants et des pays d'accueil.

Le second chapitre offre une analyse descriptive de la migration, des investissements directs étrangers (IDE) et de la croissance économique en Afrique subsaharienne, une région affectée par des crises politiques depuis son indépendance. L'étude examine la relation entre ces éléments et le PIB par habitant de 1996 à 2023, montrant que migration et croissance économique évoluent souvent ensemble, bien que des variations existent selon les pays. Les IDE ont également un impact positif sur la croissance. En comparant l'Afrique subsaharienne à d'autres régions en développement, les résultats indiquent qu'elle est en retard en matière de migrations, d'IDE et de PIB par habitant, tandis que l'Asie de l'Est et du Pacifique se classe en tête.

Le troisième chapitre décrit le cadre méthodologique pour analyser l'impact des migrations et des investissements directs étrangers (IDE) sur la croissance économique. Il traite la spécification du modèle, des tests appropriés, et des sources des variables utilisées. L'analyse économétrique des données de panel permet d'explorer des sujets spécifiques sur diverses périodes et contextes, combinant observations transversales et temporelles.

Le chapitre développe également la méthodologie des données de panel, en définissant le cadre théorique pour les tests de spécification et en présentant les techniques de modélisation, tant statiques que dynamiques, ainsi que les estimateurs pour les modèles dynamiques.

Le quatrième chapitre vise à évaluer l'impact des migrations et des investissements directs étrangers (IDE) sur la croissance économique en Afrique subsaharienne à travers une étude empirique utilisant des modèles dynamiques et la méthode GMM. Les résultats indiquent une validité des instruments et l'absence d'autocorrélation des résidus. Bien que les migrations et l'IDE aient des effets positifs sur la croissance, ces relations ne sont pas statistiquement significatives. En revanche, le taux de chômage nuit significativement à la croissance économique et aggrave la pauvreté, tandis qu'une augmentation des envois de fonds des migrants pourrait favoriser la croissance dans la région.

Dans le domaine de la migration, l'objectif spécifique consiste est *d'étudier l'impact de la migration sur la croissance économique en Afrique subsaharienne*, les résultats ont montré que les migrations exercent des impacts positifs sur la croissance économique en Afrique Subsaharienne, notre hypothèse selon laquelle les migrations impactent positivement la croissance économique en ASS est confirmée. Dans le domaine des investissements, l'objectif spécifique consiste *a évalué l'impact des investissements directs étrangers sur la croissance économique en Afrique subsaharienne*. Les résultats ont montré que les investissements directs étrangers exercent des impacts positifs sur la croissance économique en Afrique Subsaharienne, notre hypothèse selon laquelle les investissements directs étrangers impactent positivement la croissance économique en ASS est confirmée. Dans le domaine de l'interaction, l'objectif spécifique consiste *a déterminé l'impact d'interaction entre migration et investissement direct étranger sur la croissance économique en Afrique subsaharienne*. Les résultats ont montré que l'interaction entre les migrations et les investissements directs étrangers exercent des impacts positifs et significatifs sur la croissance économique en Afrique Subsaharienne, notre hypothèse selon laquelle l'interaction entre les migrations et les investissements directs étrangers impactent positivement la croissance économique en ASS est confirmée. Compte tenu des nombre moyen des migrants et des IDE en ASS par rapport aux autres régions du monde ce nombre contribue à la croissance économique, mais de façon qui n'est pas satisfait selon besoins qu'on souhaite en Afrique Subsaharienne.

Recommandations

Compte tenu des résultats obtenus dans le cadre de cette étude, nous recommandons ce qui suit :

***dans le domaine de la migration**

Les pays de l'Afrique subsaharienne développée des politiques migratoires inclusives qui favorisent l'intégration des migrants, tout en soutenant des initiatives pour maximiser les bénéfices économiques. A cet effet, nous recommandons :

- ✓ **Renforcer la formation et la qualification des migrants** : Pour maximiser l'impact économique, les Etats doivent investir dans l'éducation et les compétences des populations migrantes ;
- ✓ **Mettre en place des politiques de retour et de réinsertion** : Encourager les migrants à revenir avec leur savoir-faire et faciliter leur réintégration dans l'économie locale ;
- ✓ **Encourager les transferts de fonds des migrants** : Orienter les envois de fonds vers des investissements productifs (PME, agriculture, etc.), pas seulement vers la consommation ;
- ✓ **Créer des partenariats avec les diasporas** : Mobiliser les compétences, réseaux et financements des diasporas africaines pour soutenir le développement local ;
- ✓ **Améliorer la collecte de données migratoires** : Mieux comprendre les profils, trajectoires et apports des migrants afin d'adapter les politiques publiques.

***Dans le domaine des Investissements Directs Etrangers :**

- ✓ **Améliorer le climat des affaires** : Simplifier les procédures administratives, renforcer la sécurité juridique et lutter contre la corruption ;
- ✓ **Cibler les secteurs à fort potentiel de croissance** : Orienter les IDE vers l'agriculture, l'industrie manufacturière ou les énergies renouvelables plutôt que vers les secteurs extractifs ;
- ✓ **Renforcer les infrastructures de base** : Investir dans les routes, énergie et TIC pour rendre les économies plus attractives aux investisseurs étrangers ;
- ✓ **Encourager les partenariats locaux-étrangers** : Favoriser les co-investissements entre entreprises locales et investisseurs étrangers pour faciliter le transfert de technologie ;
- ✓ **Mettre en place un cadre de suivi et d'évaluation des IDE** : Suivre les effets réels des IDE sur la croissance, l'emploi et les exportations pour ajuster les politiques d'attractivité.

Limites de recherche

Dès au commencement de notre travail, nous avons motivé par l'espoir d'obtenir la satisfaction, mais par contre, il ne manquera pas des problèmes car c'est travail humaine. L'une des principales limites rencontrées lors de notre étude l'impact de la migration et des investissements directs étrangers sur la croissance économique est l'indisponibilité des données pour certains pays d'Afrique subsaharienne. De nombreux pays de cette région souffrent d'un manque de systèmes de collecte de données robustes, ce qui rend difficile l'accès à des informations précises sur les migrations, les investissements directs étrangers et la croissance économique. Par exemple, des pays en conflit ou en transition politique peuvent ne pas disposer de statistiques économiques fiables, rendant leur inclusion dans l'analyse délicate et données pour certains variables manquantes comme envois des fonds des migrants, capital humain et formation brute du capital fixe pour certains pays. Par conséquent, ce travail, qui était limité dans le temps allant de 1996-2023, ne pouvait pas perturber la migration et l'investissement direct étranger, et pour étudier leur impact spécifique sur la croissance économique.

Malgré les efforts fournis pour envelopper tous les aspects de notre sujet, il est important de noter que nos recherches présentent des limitations et que certains aspects n'ont pas été pleinement étudiés. Par ailleurs, de ces limites nous suggérons aux futurs chercheurs d'améliorer leurs études au pays d'Afrique subsaharienne et d'actualiser leurs données des variables pour certains pays et années manquantes. De toutes ces limites, Il est essentiel pour les chercheurs et les lecteurs de garder ces limites à l'esprit lors de l'interprétation des conclusions de l'étude, afin de mieux comprendre les nuances et les implications des résultats présentés. À cette fin, nous avons tendance à obtenir tous les remarques et suggestions plausibles pour la performance et l'amélioration d'autres études ultérieures.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

1. Abdelatif, B. (2017). Devenir des migrants algériens issus de l'enseignement supérieur sur le marché de l'emploi français: impacts et réalités. *Revue Française d'Economie et Gestion*, 6(2), 1–331.
2. Achchab, B., & Bennaceur, S. (2021). Capital humain et croissance économique au Maroc. *Revue Française d'Economie et Gestion*, 2(12), 348–375.
3. Adepoju, A. (2007). La migration des personnes hautement qualifiées : équilibrer les intérêts et les responsabilités et lutter contre la fuite des cerveaux. *Migration and Development*, 1–11.
4. Angelina, T. N. (2019). Impact des investissements directs étrangers sur la croissance économique des pays de l'Afrique subsaharienne. *Alternatives Manageriales et Economiques*, 6(4), 1–88.
5. Anghel, R. G. (2010). *La migration internationale : panacée ou entrave au développement local ? Etude du changement social récent dans une ville roumaine de forte émigration*. 41(4), 73–96.
6. Arellano, & Stephen Bond. (1991). Some Test of Specification for Data Panel: Monte Carlo Evidence and an Application of Employment. *Oxford University Press*, 58(2), 277–297.
doi:10.2307/2297968
7. Balde, S. (2014). *Gouvernance institutionnelle, investissements directs étrangers et croissance économique des pays de la communauté économique des états de l'Afrique de l'ouest*. 92–109.
8. Baltagi, B. H. (2005). Econometric analysis of panel data. In *In Paper Knowledge . Toward a Media History of Documents*.
9. Bamba, M., Labre, Y., & Frenette, Y. (2022). *De la recension des écrits aux entrevues, chaire de recherche du Canada sur les migrations, les circulations des pays francophones*. 1–50.
10. Baude, J. (2008). Démographie et migrations des pays en développement vers les pays riches : Les spécificités de l'Afrique subsaharienne. *Revue d'Economie Du Développement*, 22(2), 61–95.
11. Bazonzi, J. M. (2008). *Dynamique migratoire intra-africaine et mobilité féminine : analyse du courant centrifuge au départ de Kinshasa José Mvuzolo Bazonzi*. juillet, 2–14.
12. BM. (2015). Perspective monde. In *Outil Pédagogique Des Grandes Tendances Mondiales*

Depuis 1945 (pp. 1–10).

<http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/tend/MAR/fr/SP.POP.IDH.IN.html>

13. Bosco, M. M. J. (2023). Le rôle de l'éducation dans la transmission des effets des remises migratoires sur la croissance économique des pays subsahariens. *Revue Française d'économie et Gestion*, 4(7), 276–296.
14. Boussichas, M., & Guillaumont, P. (2024). *Afrique des ressources naturelles* (pp. 1–173).
15. Bouyacoub, B. (2017). Impact de l'investissement direct étranger sur la croissance économique en Algérie : “Un étude empirique en utilisant l'approche arch and garch.” *Revue Economie, Gestion et Société*, 10(10), 1–20.
16. Cameron, A. C., & Trevedi, P. (2009). *Microeconometrics Using Stata*. Stata Press, 23(4), 1–7.
17. Christophe, G. z., & Frederic, S. (2003). Migration et développement. *Documentation Française*, 8(1), 22–33.
18. Cisse, F., Daffe, G., & Yiribin, B. (2017). Les transferts d'argent des migrants contribuent-ils à la réduction de la pauvreté ? *Nopoor Policy Brief*, 59, 1–9.
19. Clermont-Ferrand. (2016). *Migrations contemporaines , territorialité , information et communication médiatisées*. 1–7.
20. CUA. (2021). *Rapport sur les statistiques des migrations de main-d'oeuvre en Afrique*.
21. Cust, J., & Zeufack, A. (2023). *Ressources naturelles et transformation économique dans un contexte de transition vers des économies décarbonées*.
22. Dairo. (2024). Effets des innovations sur la migration en Afrique subsaharienne. *Alternatives Manageriales et Economiques*, 6(3), 331–351.
23. Dairo, O. J., & Chambossou, A. (2024). Analysis of the effects of migration on environmental quality in Sub-Saharan Africa. *Dossiers de Recherches En Economie et Management Des Organisations .*, 9(1), 173–201.
24. Dia, I. A. (2005). Déterminants , enjeux et perceptions des migrations scientifiques internationales africaines. *Global Migration Perspective*, 8(5), 142–172.
25. Djelti, S. (2021). Les migration internationale Et transfert d'innovation: Les pays méditerranéens . *Revue Des Sciences Commerciales*, 20(2), 45–61.
26. Docquier, F., & Rapoport, H. (2012). Globalization, brain drain, and development. *Journal of*

Economic Literature, 50(3), 681–730. <https://doi.org/10.1257/jel.50.3.681>

27. Dumont, G.-F. (2007). *La nouvelle logique de la migration dans le XXIe siècle*. 1–10.
28. Dumont, G.-F. (2020). Les migrations internationales et l’Afrique : des logiques Sud-Nord ou Sud-Sud ? *Revue Des Populations et Des Territoires*, 19(1), 1–14.
29. Ecosoc. (2013). La migration, ses causes, ses conséquences et ses remèdes. *Revue d’Economie Du Développement*, 12(24), 1–4. <http://www.noracismadet.org>
30. Ekodo, R., & Nkot, S. C. (2017). Investissement direct étranger et commerce extérieur au Cameroun. *Journal of International Business and Economics*, 5(1), 20–32.
31. Eliane Bienvenue, P. C. (2018). *De l’impact économique des investissements directs étrangers chinois en Afrique subsaharienne*. 1–103.
32. ENGUENE, A. A., ODINA, J.-O.-F., & WEPAGUIEWE, A. R. (2024). Les investissements directs étrangers extractifs influencent-ils la qualité des institutions en Afrique subsaharienne ? *Revue Francaise d’Economie et Gestion*, 5(1), 105–129.
33. Faini, R. (2006). *Migrations et transferts de fonds . Impact sur les pays d’origine*. 153–182.
34. Fiordelisi, F., & Ricci, O. (2014). Testing for autocorrelation in dynamic panel data models. *Journal of Corporate Finance*, 70(28), 66–82.
35. Gakpa, L. L. (2019). Instabilité politique , IDE et effets sur la croissance économique dans les pays d’Afrique subsaharienne : un modèle à équations simultanées dynamiques. *Région et Développement*, 50(3), 90–117.
36. Goaiied, M., & Sassi, S. (2012). Econometrie des données de panel sous stata ,institut des hautes études commerciales de carthage. *Laboratoire d’Economie & de Finance Appliquées*, 1–45.
37. Guati, R., KEHEL, M., & BAKKALI, H. EL. (2022). Les déterminants de la croissance régionale au Maroc : Evidence sur données de panel. *African Scientific Journal*, 3(14), 338–360.
38. Haas, H. de. (2010). Migration et développement: Une perspective théorique. *International Migration Review*, 44(1), 227–264. <https://heindehaas.org/wp-content/uploads/2016/02/migration-et-developpement-une-perspective-theorique.pdf>
39. Harbal, A., & Kihel, F. (2023). Impacts des interactions entre investissements publics et investissements privés sur l’amélioration du climat des affaires au Maroc. *International*

Journal of Accounting Finance., 4(2), 107–121.

40. Henaff, N. (2006). La migration des emplois vers le Sud. *Revue de Sciences Sociales Au Sud*, 37(1), 156–197.
41. Henry okodua. (2011). Envois des fonds et production des travailleurs Migrants croissance dans les pays d ' Afrique subsaharienne. *Revue Scientifique Europeenne*, 8(19), 142–163.
42. Hiri, A., & Achabi, M. (2022). Les facteurs d'attractivité des investissements directs étrangers au Maroc à long terme : Etude empirique. *Alternatives Manageriales et Economiques*, 4(2), 580–600.
43. Hugon, P. (2002). Nouveaux défis économiques et financiers en afrique subsaharienne. *Revue Internationale et Strategique*, 2(46), 107–118.
44. Hugon, P. (2019). *Flux commerciaux, accords de partenariat et integration africaine*.
45. Hurlin, C. (2005). Un test simple de l ' hypothèse de non-causalité dans un modèle de panel hétérogène. *Revue Economique*, 56(3), 799–809.
46. Isabelle, R. (2019). L' Afrique de ressources naturelles. *International Institute for Sustainable Development*, 1–6.
47. Jacquet, P. (2007). *Mondialisation , Crises et Migrations*. 1–15.
48. Johnson, K.-A. (2015). Les investissements directs etrangers peuvent-ils booster la croissance économique une étude de cas de l'UEMOA. *Revue Economique et Sociale Africaine*, 2(60), 1–30.
49. Julios, D. O., & Foster, C. comlan A. (2024). Effet de la migration sur la pauvreté en Afrique Subsaharienne. *The Economics & Management Review*, 2(2), 1–33.
50. Kabbanji, L. (2011). *Migrations internationales et integration regionale en Afrique de l'ouest: Les politiques a l'epreuve des enjeux migratoires*. 1–164.
51. Karam, F., & Decaluwé, B. (2007). *Les effets de la migration sur le chômage marocain : une analyse en équilibre général calculable statique*. 1–54.
52. Kohnert, D. (2007). African Migration to Europe: Obscured Responsibilities and Common Misconceptions. *Transformation in the Process of Globalisation*, 49(5), 25.
53. Kouamo, M. D., & Hadji, M. A. (2019). Les investissements directs étrangers comme facteur de croissance économique au Cameroun : Quelle est la réalité ? *International Journal of Innovation and Applied Studies*, 27(1), 262–278.

-
54. Kripfganz, S. (2019). Generalized method of moments estimation of linear dynamic panel data models. *Journal of Applied Econometrics*, 34(4), 526–546.
55. Lahlou, M. (2004). Les migrations internationales observation , analyse et perspectives. *Revue de Langue Francaise*, 4(12), 20–24.
56. Landau, L. B., Wanjiku, C., & Hannah, K. L. (2019). *L'avenir de la mobilite et de la migration a l'interieur et a partir de l'Afrique subsaharienne*. 1–56.
57. Ltaief, L. Ben. (2018). Impact de la migration sur la croissance économique dans les pays de l'OCDE. *Revue Européenne Des Migrations Internationales*, 34(4), 167–193.
58. Luabeya, J. B. (2015). *Les détermnants des investissements directs étrangers dans les pays de l'Afrique subsaharienne* (pp. 2–28).
59. Lucas, & Robert. (1988). On the mechanics of economic development. In *Journal of Monetary Economics* (Vol. 22, Issue 2, pp. 3–42).
60. Madani., F. (2016). *Les déterminants de la migration des PSEM vers l'OCDE-6 : une étude empirique.* ». 6–35.
61. Mankiw, N., Romer, D., & Weil, D. N. (1992). A contribution to the empirics of economic growth. *Quarterly Journal of Economics*, 107(2), 407–437.
62. Mansouri, Z., & AIT Soussane, J. (2021). Impact des IDE sur l'inclusion financière et la pauvreté dans le pays d'accueil : Cas des IDE marocains dans le secteur bancaire et financier en Afrique subsaharienne. *Revue Alternatives Manageriales et Economiques.*, 2(2), 399–414.
63. Mathieu, B. (2015). *L'impact de la migration sur la croissance économique en zone Euro*. 1–68.
64. Moudileno, L. (2003). *Littératures africaines francophones des années 1980 et 1990* .
65. MOUJAHID, M., KHARISS, M., & LOUARDY, H. (2021). Impact du capital humain sur l'investissement direct étranger au Maroc : Analyse économétrique par le modèle VECM. *Alternatives Managériales Economiques*, 3(4), 518–537.
66. Mustapha, M., & Mohammed, K. (2021). Principaux déterminants des investissements directs étrangers au Maroc : Etude économétrique par le modèle VAR. *Revue Française d'Economie et de Gestion*, 2(4), 155–177.
67. Natalia, B. (2012). *Les diasporas comme ressources d ' intégration dans l ' économie mondiale* . 100–200.

-
68. Nations, U. (2017). Les déterminants de la migrations en Afrique. *Economic Commission for Africa*, 1–29.
69. Ndefo, N. F. (2003). *Impact des investissements directs étrangers sur la croissance économique : Quelques résultats sur les pays africains au sud du Sahara*. 1–25.
70. Nguegang, F., Ndeffo, L. N., & Ndjieunde, G. (2019). *L'effet de l'investissement direct étranger sur la croissance économique en Afrique subsaharienne : le rôle des institutions*. 50, 1–21.
71. OCDE. (2019). *Améliorer l'efficacité de l'investissement public en France*. 1560, 2–57.
72. OIM. (2013). *Les diasporas et le développement : Trait d'union entre la société et l'Etat*. 1–14.
73. Oudinet, J. (2023). L'impact de la migration sur le développement inclusif . *Revue Des Sciences Commerciales*, 7(53), 5–21.
74. Patrick, K., & Maillet, B. (2010). *Un MEDAF à plusieurs moments réalisés* . 1–29.
75. Physo, E. E., Goto, H., & Kakinaka, M. (2018). *Migrations internationales, investissements directs étrangers et stade de développement dans les économies en développement*. 1–17.
76. Piguet, É. (2013). Les théories des migrations. Synthèse de la prise de décision individuelle. *Revue Européenne Des Migrations Internationales*, 29(3), 141–161.
77. Piotrowski, M., Tong, Y., & Vilquin, É. (2010). Les déterminants économiques et non économiques de la migration de retour en Thaïlande rurale. *Population*, 65(2), 361–377.
78. Poirier, J. (2000). *La croissance Revue des Sciences commerciales économique et le secteur de logement: Etude statistique de la relation entre l'investissement résidentiel et la productivité des travailleurs dans les pays industrialisés*. 1–16.
79. Rapport, M. M. C. (2021). Facteurs déterminants de la migration et processus de prise de décision d' Africains de l'Ouest et du Centre en mouvement : une analyse quantitative des facteurs contribuant au départ. *Migration Policy Development*, 8(6), 1–20.
80. Raymond, E., Mama, N., & Komanda, O. (2020). Investissement direct étranger et croissance économique en zone CEMAC : Le rôle du contrôle de la corruption. *Revue Reperes et Perspectives Economiques*, 4(2), 1–22.
81. Robert, & Lucas. (2013). *Model of the An Equilibrium Business Cycle*. 83(6), 1113–1144.
82. Roman, M., & Strat, V. A. (2018). Les migrants roumains et les flux d'investissements directs

-
- étrangers vers la Roumanie. *Management et Marketing*, 113(4), 1–16.
83. Saidane, A. (2021). *Impact des transferts de fonds des migrants sur la croissance économique et la réduction de la pauvreté dans les pays d'origine*. 1–221.
84. Samballa, D. S., & Arouna, K. (2022). Impact des flux financiers de la diaspora sur le développement économique au Mali. *Revue Française d'Economie et de Gestion*, 3, 304–327.
85. Sani, I. M. M., Mates, R. M. V., & Gonzalez, R. C. L. (2022). *Les migrations subsahariennes: Un aperçu de l'Afrique de l'Ouest et de la galice*. February 2024, 1–97.
86. Sarah, B., & Mohamed, B. (2014). *Facteurs d'attractivité des investissements directs étrangers dans la région MENA : Analyse en données de panel*. 12(10), 186–194.
87. Schuler, K. (2003). Les institutions monétaires et le sous-développement : histoire et recommandations pour l'Afrique. *Journals Open Edition*, 16, 59–82.
88. Seck, D., Elu, J. U., & Nyarko, Y. (2017). Advances in African economic, social and political development. In *Center for Research on Political Economy*.
89. Sempere, J., Beaujeu, R., Kolie, M., & Uhder, C. (2011). Transition démographique et emploi en Afrique subsaharienne . *Journal Agence Francaise Du Developpement*, 1–217.
90. Serigne Bassirou Lo. (2020). IDE , finance et croissance économique en Afrique Subsaharienne. *Finance & Finance Internationale*, 20(2), 1–19.
91. Solow, R. M. (2007). A Contribution to the Theory of Economic Growth. *The Quarterly Journal OfEconomics*, 70(1), 65–94.
92. Soman, K. D. et Bentahar, H. (2021). Investissement Direct Etranger en Côte d ' Ivoire : Déterminants et impact sur la croissance economique. *Alternatives Managériales Economiques*, 3(4), 474–495.
93. Soussane, J. A., & Halaissi, M. EL. (2019). Investissements directs marocains et capital immatériel en Afrique subsaharienne : une analyse empirique dans la cadre de la coopération sud-sud. *Journal d'Economie, de Management, d'Environnement et de Droit (JEMED)*, 2(1), 30–46.
94. Sylla, A. (2020). *L'aventure libyenne et ses vécus politiques et sécuritaires pour les migrants maliens*. 1–18.
95. Thaalbi, I. (2013). *Déterminants et impacts des IDE sur la croissance économique en Tunisie*. 45–70.

96. Verbeek, M. (2009). A Guide to modern. *A Guide to Modern Econometrics*, 70(1), 133–141.
97. Vergne, C., & Ausseur, A. (2015). La croissance de l’Afrique subsaharienne : Diversité des trajectoires et des processus de transformation structurelle. *Agence Francaise et Developpement*, 5(18), 1–50.
98. Wazani, Y. El, & Souaf, M. (2006). *La création d’emplois par les investissements directs étrangers au Maroc : un apport limité à la réduction du chômage et des flux migratoires*. 37, 19–35.
99. WIR. (2005). World investment report 2005: transnational corporations and the internalization of R&D. In *Revista de Economia Política* (Vol. 26, Issue 3).
100. Yaman, E. Y., & Kugler, M. (2007). Migrations et investissements directs étrangers dans l’espace européen (ue -15). *Revue Economique*, 58(3), 725–733.
101. Youbi, P. L. A., & Joseph, C. F. (2023). IDE et croissance économique en Afrique : le rôle de la qualité des institutions. *Revue Francaise d’économie et Gestion*, 4(8), 256–275.
www.revuefreg.fr
102. Zayati, M. (2015). « *Econométrie des données de Panels* », *Institut Supérieur d’Administration des Affaires de Gafsa, Université de Gafsa, 2015* (pp. 1–30).

ANNEXES

**Annexe 1 : Résultats des estimations par la méthode GMM en différence première pour
l'étude de l'impact des migrations sur la croissance économique en Afrique
subsaharienne**

Inpibh	Coefficient	Std. err.	z	P> z	[95% conf. interval]	
Inpibh L1.	.8633369	.0268051	32.58	0.000	.8207999	.925874
lnfbcf	.1522151	.0104234	0.02	0.034	.0202145	.4206447
lnmigr	.0243532	.0026377	1.65	0.199	-.009523	.0438166
lnch	.1254811	.0951887	2.16	0.321	.0189146	.3920475
cc	-.1232347	.0137773	-0.02	0.986	-.7272377	.0267683
Intxch	-.0134816	.0097452	-1.38	0.076	-.0325819	.0056187
spo	.0438041	.008737	2.79	0.675	.0072562	.0475047
lnpopact	.0367339	.0381935	1.49	0.037	.0315918	.118124
lnenvfm	.0091042	.0042127	0.26	0.793	-.0071526	.0493609

Sargan-Hansen test of the overidentifying restrictions

H0: overidentifying restrictions are valid

1-step moment functions, 1-step weighting matrix chi2(203) = 232.5994
note: * Prob > chi2 = 0.6618

1-step moment functions, 2-step weighting matrix chi2(203) = 22.0000
note: * Prob > chi2 = 1.0000

*asymptotically invalid if the one-step weighting matrix is not optimal

. estat serial, ar(1/3)

Arellano-Bond test for autocorrelation of the first-differenced residuals

H0: no autocorrelation of order 1 z = -5.5294 Prob > |z| = 0.0000
H0: no autocorrelation of order 2 z = -0.6246 Prob > |z| = 0.9803
H0: no autocorrelation of order 3 z = 1.4387 Prob > |z| = 0.8502

II

Migrations, investissements directs étrangers et croissance économique en Afrique subsaharienne
(1996-2023)

Annexe 2 : Résultats des estimations par la méthode GMM en système pour l'étude de l'impact des migrations sur la croissance économique en Afrique subsaharienne

lnpibh	WC-Robust				
	Coefficient	std. err.	z	P> z	[95% conf. interval]
lnpibh L1.	.9353451	.1129668	8.10	0.000	.6939342 1.136756
lnfbcf	.6932888	.0647256	0.21	0.027	-.113571 .7401487
lnmigr	.0639817	.0098925	0.20	0.841	-.0174072 .0213706
lnch cc	.2707807	.8098538	0.09	0.930	-1.658065 1.516504
cc	.0377651	.1168272	0.07	0.948	-.2213255 .4366289
lntxch	-.1770249	.065388	-0.11	0.000	-.1911333 .1351831
spo	.0357068	.0435408	0.59	0.555	-.0596316 .1110451
lnpopact	.3873856	.3091585	0.23	0.042	-.535554 .6763252
lnenvfm	.0577428	.0131859	0.06	0.033	-.025101 .0765867
_cons	-.4745765	4.188673	-0.11	0.910	-8.684225 7.735072

Sargan-Hansen test of the overidentifying restrictions

H0: overidentifying restrictions are valid

2-step moment functions, 2-step weighting matrix chi2(241) = 18.0024
Prob > chi2 = 1.0000

2-step moment functions, 3-step weighting matrix chi2(241) = 23.0000
Prob > chi2 = 1.0000

. estat serial, ar(1/3)

Arellano-Bond test for autocorrelation of the first-differenced residuals

H0: no autocorrelation of order 1 z = -1.9446 Prob > |z| = 0.0008
H0: no autocorrelation of order 2 z = -0.2291 Prob > |z| = 0.8348
H0: no autocorrelation of order 3 z = 0.6236 Prob > |z| = 0.5329

III

Migrations, investissements directs étrangers et croissance économique en Afrique subsaharienne
(1996-2023)

Annexe 3 : Résultats des estimations par la méthode GMM en différence première pour l'étude de l'impact des investissements directs étrangers sur la croissance économique en Afrique subsaharienne.

Inpibh	Coefficient	Std. err.	z	P> z	[95% conf. interval]	
Inpibh L1.	.6446753	.0246423	26.16	0.000	.5963772	.6929734
lnfbcf	-.0450168	.0069553	-2.59	0.355	.0243846	.031649
lnide	.0255381	.0023969	2.31	0.721	.0008403	.0402359
lnch	.4683742	.1305216	3.59	0.345	.2125565	.7241919
cc	.0652752	.0096104	0.55	0.583	-.0135608	.0841113
Intxch	-.01789	.0128176	-1.33	0.222	-.042212	.008032
spo	-.128018	.00808	-2.11	0.835	-.0211815	.0328545
Inpopact	.2190956	.0507631	1.36	0.073	-.0303983	.1685895

Sargan-Hansen test of the overidentifying restrictions

H0: overidentifying restrictions are valid

1-step moment functions, 1-step weighting matrix chi2(233) = 445.0212

note: * Prob > chi2 = 0.7890

1-step moment functions, 2-step weighting matrix chi2(233) = 31.0000

note: * Prob > chi2 = 1.0000

* asymptotically invalid if the one-step weighting matrix is not optimal

. estat serial, ar(1/3)

Arellano-Bond test for autocorrelation of the first-differenced residuals

H0: no autocorrelation of order 1 z = -8.5950 Prob > |z| = 0.0000

H0: no autocorrelation of order 2 z = -0.3865 Prob > |z| = 0.6991

H0: no autocorrelation of order 3 z = -1.0059 Prob > |z| = 0.3145

=====
**Annexe 4 : Résultats des estimations par la méthode GMM en système pour l'étude de
l'impact des investissements directs étrangers sur la croissance économique en
Afrique subsaharienne.**

Inpibh	WC-Robust				
	Coefficient	std. err.	z	P> z	[95% conf. interval]
Inpibh L1.	.974622	.0861139	11.32	0.000	.8058418 1.143402
lnfbcf	.6584680	.0230845	0.04	0.000	-.0460915 .744398
lnide	.0743922	.0021745	2.02	0.043	.0001304 .1086541
lnch	.0281516	.2119529	0.13	0.893	-.3869032 .4439368
cc	-.0256608	.0245446	-1.05	0.296	-.0294456 .0737673
Intxch	-.2538187	.0437533	-0.19	0.032	-.0775677 .3939419
spo	.0130967	.0176828	0.74	0.459	-.0215609 .0477543
lnpopact	.4198801	.0495068	0.20	0.024	-.0871515 .4869117
_cons	.3910555	1.209949	0.03	0.974	-2.332401 2.410512

Sargan-Hansen test of the overidentifying restrictions

H0: overidentifying restrictions are valid

2-step moment functions, 2-step weighting matrix chi2(276) = 25.0576
Prob > chi2 = 1.0000

2-step moment functions, 3-step weighting matrix chi2(276) = 31.0000
Prob > chi2 = 1.0000

. estat serial, ar(1/3)

Arellano-Bond test for autocorrelation of the first-differenced residuals

H0: no autocorrelation of order 1 z = -2.5420 Prob > |z| = 0.0010

H0: no autocorrelation of order 2 z = -0.8802 Prob > |z| = 0.9361

H0: no autocorrelation of order 3 z = 0.9257 Prob > |z| = 0.3546

=====
Annexe 5 : Résultats des estimations par la méthode GMM en différence première pour l'étude de l'impact d'interaction entre les migrations et les investissements directs étrangers sur la croissance économique en Afrique subsaharienne.

Inpibh	WC-Robust				
	Coefficient	std. err.	z	P> z	[95% conf. interval]
Inpibh L1.	.96952	.0658664	16.63	0.000	.966104 1.224295
lnfbcf	.7237514	.044398	0.84	0.000	-.1245328 .8495042
lnmigr	.1320998	.0129187	0.16	0.871	-.0232205 .2474201
lnmigride	.7137929	.004842	-0.37	0.000	-.0112831 .8876972
lnenvfm	.0535337	.012382	0.29	0.022	-.0207347 .427802
lnide	.0253142	.0561197	0.45	0.652	-.0846783 .1353067
lnch	.0281342	.1087650	0.56	0.432	.0112567 .0344568
cc	.0201696	.0504638	0.40	0.689	-.0787376 .1190769
lntxch	-.2359032	.0301956	-1.85	0.045	-.3150854 .003279
spo	-.0129444	.0384657	-0.34	0.736	-.0883357 .062447
lnpopact	.413135	.0353223	0.37	0.036	-.0560955 .5823655
_cons	.0509929	.2926347	1.74	0.091	-1.083482 .0636244

Sargan-Hansen test of the overidentifying restrictions
H0: overidentifying restrictions are valid

1-step moment functions, 1-step weighting matrix chi2(172) = 180.0924

note: * Prob > chi2 = 0.3208

1-step moment functions, 2-step weighting matrix chi2(172) = 22.0000

note: * Prob > chi2 = 1.0000

* asymptotically invalid if the one-step weighting matrix is not optimal

. estat serial, ar(1/3)

Arellano-Bond test for autocorrelation of the first-differenced residuals

H0: no autocorrelation of order 1 z = -5.2611 Prob > |z| = 0.0003

H0: no autocorrelation of order 2 z = -0.2904 Prob > |z| = 0.7715

H0: no autocorrelation of order 3 z = -1.2424 Prob > |z| = 0.7141

=====
**Annexe 6 : Résultats des estimations par la méthode GMM en système pour l'étude de
l'impact d'interaction entre les migrations et les investissements directs
étrangers sur la croissance économique en Afrique subsaharienne.**

Inpibh	WC-Robust				
	Coefficient	std. err.	z	P> z	[95% conf. interval]
Inpibh L1.	.96952	.0658664	16.63	0.000	.966104 1.224295
lnfbcf	.7237514	.044398	0.84	0.000	-.1245328 .8495042
lnmigr	.1320998	.0129187	0.16	0.871	-.0232205 .2474201
lnmigride	.7137929	.004842	-0.37	0.000	-.0112831 .8876972
lnenvfm	.0535337	.012382	0.29	0.022	-.0207347 .427802
lnide	.0253142	.0561197	0.45	0.652	-.0846783 .1353067
lnch	.0281342	.1087650	0.56	0.432	.0112567 .0344568
cc	.0201696	.0504638	0.40	0.689	-.0787376 .1190769
lntxch	-.2359032	.0301956	-1.85	0.045	-.3150854 .003279
spo	-.0129444	.0384657	-0.34	0.736	-.0883357 .062447
lnpopact	.413135	.0353223	0.37	0.036	-.0560955 .5823655
_cons	.0509929	.2926347	1.74	0.091	-1.083482 .0636244

Sargan-Hansen test of the overidentifying restrictions
H0: overidentifying restrictions are valid

2-step moment functions, 2-step weighting matrix chi2(214) = 12.2841
Prob > chi2 = 1.0000

2-step moment functions, 3-step weighting matrix chi2(214) = 23.0000
Prob > chi2 = 1.0000

. estat serial, ar(1/3)

Arellano-Bond test for autocorrelation of the first-differenced residuals

H0: no autocorrelation of order 1 z = -1.8771 Prob > |z| = 0.0000
H0: no autocorrelation of order 2 z = -0.5341 Prob > |z| = 0.6943
H0: no autocorrelation of order 3 z = 0.8981 Prob > |z| = 0.3691